



Université Mohammed V de Rabat



FSJES-AGDAL

**KONRAD
ADENAUER
STIFTUNG**

JEUNES ET POLITIQUE

Édité par : Farid El Bacha, Steffen Krüger, Abdelaziz Laaroussi



Juillet 2020

JEUNES ET POLITIQUE

Édition 2020

Édité par :

Farid El Bacha, Steffen Krüger, Abdelaziz Laaroussi



Université Mohammed V de Rabat



FSJES-AGDAL



Jeunes et Politique

Publié par
Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

© 2020, Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., Bureau du Maroc
Tous droits réservés.

Toute reproduction intégrale ou partielle, ainsi que la diffusion électronique de cet ouvrage est interdite sans permission formelle de l'éditeur.

Les opinions exprimées dans la présente publication sont propres à leurs auteurs.

Sous la Direction de :
Steffen Krüger, Représentant Résident de la KAS au Maroc
Farid El Bacha, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Agdal
Abdelaziz Laaroussi, Vice-Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Agdal

Coordination : Aziz El Aidi, Chargé de Projet de la KAS au Maroc

Edition : Crossmedia Communication

Impression : Imprimerie Al Maarif El Jadida

Dépôt légal : 2020MO2734

ISBN : 978-9954-739-11-2

Edition : 2020

JEUNES ET POLITIQUE

Sommaire

Allocution du Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Agdal-Rabat Professeur Farid El Bacha	7
Discours du Représentant de la Fondation Konrad Adenauer Stiftung Professeur Steffen Krüger	9
Discours du Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques – Tunis Professeur Sami Bostanji	11
Présentation.....	12
• La jeunesse, pour un modèle de développement inclusif et égalitaire	15
Professeur Omayma Achour	
• Jeune et contexte politique marocain : quelle intégration ?	25
Professeur Abdelaziz Laaroussi	
• Jeunes et politique étrangère au Maroc : quelle participation ?	33
Professeur Mohammed Zakaria Abouddahab	
• La participation politique des jeunes en Tunisie	48
Professeur Hanène Turki, Université de Tunis El Manar Faculté de Droit et des sciences Politiques de Tunis	
• L'action des organisations internationales en faveur de l'intégration des jeunes en politique	58
Professeur Ali Kairouani	
• Youth and politics in Morocco	65
Professeur Mohammed Taoufik Gazouli	

Allocution du Professeur Farid EL BACHA

Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Agdal

Monsieur le Doyen de la Faculté de Droit et Sciences Politiques, Tunis

Monsieur le Représentant de la Fondation Konrad Adenauer Stiftung

Chers collègues,

Chères étudiantes, chers étudiants,

Mesdames, Messieurs,

La Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Rabat- Agdal poursuit son partenariat agissant avec la Fondation Konrad Adenauer Stiftung et tient à rendre hommage à son représentant résident au Maroc, Monsieur Steffen Krüger, qui accompagne résolument les projets scientifiques de notre établissement dans un partenariat mutuellement fécond. Je tiens également à saluer la prestigieuse Faculté de Droit et Sciences Politiques, de l'Université El Manar- Tunis, pour sa participation active à la rencontre qui nous réunit aujourd'hui autour d'un thème passionnant « Jeunes et politique ». Je remercie en particulier notre collègue Professeur Hanène Turki, Directrice des Etudes et des Stages et Vice -doyenne de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques, Tunis qui a aimablement répondu à l'invitation pour contribuer aux travaux de notre colloque international. Mes remerciements vont également à notre collègue vice-doyen chargé de la coopération, professeur Abdelaziz Laaroussi et à mes collègues membres du comité scientifique et d'organisation pour leur contribution à la réussite de notre rencontre.

Chers collègues, chers participants,

Dans une étude particulièrement édifiante sur « Jeunes et participation politique au Maroc », l'Institut Royal des Etudes Stratégiques avait, en 2009, souligné la complexité du rapport des jeunes à la politique : connaissance des jeunes et des règles et mécanismes qui sous - tendent leurs attitudes, hétérogénéité des catégories des jeunes, diversité des formes de l'action politique, impact des réseaux sociaux, conception de la politique , évolution du rapport des jeunes à la politique, phénomènes d'intérêt, de désintérêt, d'engagement et de désengagement, etc...

Entre défiance des jeunes pour les institutions démocratiques et un puissant besoin d'implication citoyenne, persiste la conviction profonde que l'apport de la jeunesse est la condition indispensable de tout progrès politique ou social.

Dans un discours prononcé à l'occasion du 19ème anniversaire de l'accession du Souverain au Trône de Ses glorieux ancêtres, SM le Roi Mohammed VI avait insisté sur la nécessité, pour les partis politiques d' «attirer de nouvelles élites et inciter les jeunes à s'engager dans l'action politique, les générations d'aujourd'hui étant les mieux placées pour connaître les problèmes et les nécessités de leur époque ».

La Constitution de 2011 a offert une base juridique solennelle favorable à une plus grande implication des jeunes dans la vie publique. Son article 33 met notamment à la charge des pouvoirs publics l'obligation d'étendre et généraliser la participation de la jeunesse au développement social, économique, culturel et politique du pays .

Elle a créé un Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative chargé de contribuer à l' incitation des jeunes à la participation à la vie nationale, dans un esprit de citoyenneté responsable.

L'engagement politique répond en effet à un idéal : œuvrer avec et pour les autres pour une société meilleure. Il est donc acte citoyen, acte de solidarité tout autant qu'acte de tolérance avec soi-même et avec les autres.

C'est pourquoi il est essentiel qu'à partir d'une analyse rigoureuse des rapports que les jeunes entretiennent avec la politique et la chose publique, que des voies soient dégagées pour leur permettre de contribuer à l'évolution et au progrès de leurs sociétés.

Je suis persuadé, vu la qualité des intervenants et la pertinence des thèmes retenus, que notre rencontre y contribuera.

Je vous remercie pour votre attention et souhaite plein succès à nos travaux.

Pr.Farid El Bacha
Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques,
Economiques et sociales
Agdal - Rabat

Discours du Représentant de la Fondation Konrad Adenauer Stiftung

Monsieur le Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Agdal-Rabat,

Monsieur le Doyen de la Faculté de Droit et Sciences Politiques de Tunis,

Mesdames et Messieurs les enseignants –chercheurs,

Etudiantes et étudiants,

Je vous souhaite la bienvenue à un événement sensible et préoccupant, organisé par la Fondation Konrad Adenauer en collaboration avec nos deux partenaires universitaires à savoir la Faculté de Droit Agdal- Rabat et la Faculté de Droit et Sciences Politiques de Tunis.

Dans le cadre de cette manifestation, il nous appartient avec la contribution des experts dans plusieurs domaines de porter ensemble notre regard vers l'avenir des jeunes pour assurer une meilleure implication de la jeunesse dans la vie politique et leur participation dans la gestion de la chose publique. Par ailleurs, ce colloque permet aux jeunes étudiantes et étudiants de discuter et débattre des opportunités et des défis que le pays doit relever en matière d'inclusion des jeunes en politique.

Votre présence nous assure de votre intérêt à la thématique "Jeunes et Politique" qui s'inscrit dans la conjoncture de la région afin de vous sensibiliser à cet engagement citoyen et vous aider par l'accompagnement à prendre conscience de l'importance de la responsabilité et l'engagement en politique.

Je remercie la Faculté de Droit Agdal, en particulier Pr. Farid El Bacha

Je remercie la Faculté de Droit et Sciences Politiques de Tunis

Je vous remercie pour votre aimable attention.

**Steffen Krüger, Représentant de la Fondation
Konrad Adenauer Stiftung
Rabat-Maroc**

Discours du Professeur Sami Bostanji

Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques - Tunis

Je tiens, tout d'abord, à présenter mes plus vifs remerciements pour nos amis et collègues de la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales- Agdal, pour leur aimable invitation à cette journée d'études sous la thématique : « *Jeunes et politique* ».

A cet égard, il y a lieu de noter d'emblée l'intérêt d'un tel sujet dans un Maghreb en pleine mutation politique. S'il est vrai aujourd'hui que l'impact des jeunes sur la configuration interne et internationale de la politique est indéniable, cette influence est encore plus grande dans les pays arabes de manière générale et dans les pays du Maghreb en particulier, eu égard à jeunesse de leur population et du rôle, sans cesse croissant, qu'elle joue dans « le formatage » du nouveau paysage politique. Les récents soubresauts qu'ont connus les différents pays de cette région attestent non seulement du rôle axial de la jeunesse dans ces mouvements, mais également du fait que cette dernière tend, de plus en plus, à imposer une autre manière de concevoir la politique et de la pratiquer. Cette idée centrale est saisie par le présent ouvrage sous ses différents prismes, en l'occurrence, l'émergence d'un nouveau modèle de développement, les mutations affectant les partis politiques ainsi que l'avènement d'une démocratie participative, la part des réseaux sociaux dans l'affirmation de nouvelles expressions et protestations au sein des sociétés arabes et enfin, le nouvel ancrage d'une citoyenneté politique dans sa dimension internationale. C'est dire l'intérêt et la richesse académiques de cette journée d'études.

Par ailleurs, cette journée fut pour nous une belle opportunité en vue de concrétiser notre attachement à l'idée d'ancrer une coopération maghrébine inter-universitaire fructueuse et pérenne; le socle de cette idée trouvant son support dans la Convention conclue à Tunis le 28 février 2019 entre la Faculté des sciences politiques de Tunis et la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales- Agdal.

Tous nos vœux s'orientent vers le renouvellement et la multiplication de ces manifestations scientifiques qui à la fois enrichissent notre patrimoine académique maghrébin et ouvrent de nouvelles perspectives de recherche pour nos enseignants universitaires.

Sami Bostanji

Professeur à l'Université de Tunis El Manar

Présentation

L'apport de la jeunesse est la condition indispensable de tout progrès politique, social et sociétal. Les jeunes représentent une richesse considérable pour tout pays qui souhaite se développer à l'échelle politique, économique, socioculturelle. A cet effet, la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Rabat- Agdal relevant de l'université Mohammed V de Rabat, organise en partenariat avec la Fondation allemande Konrad Adenauer Stiftung et la Faculté de Droit et Sciences Politiques, Université El Manar- Tunis, une conférence portant sur le thème « Jeunes et Politique ».

Cette conférence vise à mettre en relief les stratégies nationales et internationales qui érigent l'intégration de la jeunesse en politique comme un défi préoccupant. En effet, l'établissement de l'Etat de droit et de la démocratie, à la fois participative et représentative, passe incontestablement à l'échelle nationale, régionale et internationale, par une intégration de la jeunesse dans la vie politique.

Durant ces deux dernières décennies, le Maroc a entrepris une série de mesures pour une participation active des jeunes en politique. D'une part, constitutionnellement, les partis politiques ont pour fonction d'encadrer les citoyens y compris les jeunes, et de s'inscrire dans un processus politique à même de les impliquer dans la vie politique institutionnalisée, à travers non seulement l'acte de vote, mais s'étend à leur intégration dans la prise de décision.

D'autre part, à l'ère du numérique, de la diplomatie digitale et des réseaux sociaux, il est temps de dire que l'intérêt des jeunes pour la politique varie d'un Etat à l'autre et la faible participation électorale, est une tendance transversale et multidimensionnelle. Il est intéressant de repenser la participation politique des jeunes, puisque **les jeunes marocains représentent près du tiers de la population du pays** et montrent un intérêt certain envers la question politique. Ce qui suscite des questions sur le rapport des jeunes à la politique.

- Comment les jeunes au Maroc participent-ils à la vie politique ? Est-ce principalement à travers les modes traditionnels tels que le vote aux élections et l'adhésion aux organisations politiques à l'échelle nationale et internationale ? Et Quelles sont les nouvelles formes de cette participation ?
- Quelles contributions des jeunes en matière d'élaboration de la politique étrangère ? Quels sont les déterminants et les motivations de leur participation ? Comment expliquer l'abstention ? Et comment les jeunes perçoivent-ils leur environnement politique ?

- Comment et par quels moyens les institutions internationales contribuent-elles à l'intégration des jeunes en politique ?

Les travaux de cette conférence s'articulent autour des axes suivants :

- I- Jeunes, constitution et nouveau modèle de développement ;
- II- Jeunes, politique et démocratie participative ;
- III- Jeunes, politique et réseaux sociaux ;
- IV- Citoyenneté politique : Dimension internationale

L'objectif de cette rencontre scientifique qui s'inscrit dans un contexte de partenariat et d'échange universitaire, est de sensibiliser les jeunes étudiants et étudiantes à cet engagement citoyen et d'essayer de comprendre les nouvelles dynamiques entre les jeunes, la politique et les nouvelles formes d'expression.

Pr. Abdelaziz Laaroussi

La jeunesse, pour un modèle de développement inclusif et égalitaire

Omayma Achour

Professeur à l'université Mohammed V - Rabat, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Agdal

Fort de ses atouts, le Maroc est en droit d'aspirer désormais à une plus grande ambition de développement dans laquelle la jeunesse a son mot à dire. Au-delà de la simple croissance économique quantitative, de nombreuses attentes ont ainsi été relayées concernant l'inclusivité, l'égalité, l'innovation sociétale, la créativité entrepreneuriale, le plaidoyer numérique, la révolution digitale, l'intelligence artificielle, ... La définition de ces attentes ainsi que le type d'organisation et de moyens mis en œuvre pour les atteindre sont au cœur du modèle de développement. Celui-ci appelle, en effet, aux arbitrages à réaliser collectivement en matière de choix stratégiques et de priorités des politiques publiques et de partenariat public-privé¹. Il permet ainsi de définir un nouveau chemin vers les aspirations des jeunes.

D'ailleurs dans son Discours à l'occasion de la rentrée parlementaire, le 12 octobre 2018, Sa Majesté, le Roi Mohammed VI a rappelé à toutes les forces vives de la Nation, la nécessité de réfléchir sur un nouveau modèle de développement qui garantit le respect des droits humains, la lutte contre les inégalités et assure le bien-être économique, social et environnemental des citoyennes et des citoyens.

Sans nul doute, et au cours des vingt dernières années, le Maroc a entrepris des réformes structurelles visant à favoriser son ouverture en garantissant un environnement économique propice et un climat social favorable. En effet, le rythme des réformes économiques et sociales s'est accéléré et des avancées majeures ont été réalisées au niveau de la stabilité du cadre macroéconomique en faveur de la jeunesse. Malgré cela, de grandes difficultés persistent et les inégalités spatiales et de genre, les disparités sociales et territoriales sont toujours présentes et constituent les limites de l'actuel modèle de développement. Ces inégalités sociales ont atteint un seuil inquiétant et les rapports officiels sont aujourd'hui unanimes pour le confirmer. En effet, l'indice de Gini mesurant la dispersion de la distribution des revenus est estimé à 0,395 soit une valeur supérieure à la médiane mondiale², plaçant le Maroc dans la catégorie des pays les moins égalitaires.

Le diagnostic de la situation des inégalités au Maroc a permis de relever, en particulier, l'existence de trois sources principales qui alimentent le creusement des inégalités sociales et qui ont un impact néfaste sur l'avenir de la jeunesse. Il s'agit, en l'occurrence, de l'éducation, de la santé et de l'emploi. Les insuffisances relevées au

¹ CES « Nouveau Modèle de Développement du Maroc ». Conseil Economique, Social et Environnemental. 2019.

² Banque Mondiale. (2017). Maroc à l'horizon 2040 - Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique.

niveau de ces domaines particulièrement affectent les conditions de réussite des jeunes et leur mobilité sociale durant leur carrière. Ce sont donc trois secteurs névralgiques sur lesquels les actions vigoureuses prioritaires devraient être déployées en vue d'infléchir positivement la situation actuelle.

Dans cette perspective, cet article présentera les leviers d'émergence que les politiques publiques peuvent mobiliser pour parvenir à un nouveau régime économique et social, non seulement compatible avec l'idée d'équité et de justice, mais aussi porteur d'une croissance économique plus soutenue pour la jeunesse. La démarche se veut pragmatique et progressive. Pragmatique, car si à ce stade, les suggestions qui découlent de ces analyses semblent être encore générales, elles peuvent se décliner facilement en mesures pratiques. Progressive, car n'étant pas exclusives l'une de l'autre, chacune des pistes est en mesure de proposer des solutions réalisables, et d'avoir par là un effet –limité mais réel– sur l'avenir de la jeunesse. Cet article s'évertuera de répondre aux questions suivantes : Quelle est la place qu'occupera la jeunesse dans le nouveau modèle de développement ? Quels sont les défis générationnels auxquels ils/elles sont confrontés ? Comment la jeunesse peut-elle conduire la locomotive du changement au Maroc ?

A ce stade de réflexion, il est important de souligner que l'idée de nouveau modèle de développement exigera un effort de pédagogie extrêmement important, envers toutes les catégories de la population, dont la jeunesse constitue 50% pour obtenir leur adhésion à ce nouveau modèle. Il importera de prévoir des mesures concrètes et des solutions intergénérationnelles pour la conception d'un modèle dans lequel tout le monde se retrouvera et dont les gains sociétaux seront partagés par tous dans l'harmonie sociale. Il faudra créer de la richesse et que cette richesse soit mieux répartie. L'objet de cet article est précisément de partager des propositions de réformes qui peuvent inspirer les décideurs en alimentant le débat sur le modèle de développement du Maroc, basées sur les quatre axes suivants :

- Reprofilage du marché de l'emploi et la protection sociale ;
- Formation : Soft skills, life skills, Learning by doing ;
- Digitalisation et intelligence artificielle ;
- Politique publique en faveur de la jeunesse.

1. Reprofilage du marché de l'emploi et la protection sociale

Selon l'enquête du HCP sur l'adéquation entre formation et emploi au Maroc en 2018, l'insertion dans le marché du travail peut être déterminée par l'existence ou non d'un diplôme et la valeur qui lui est accordée ou par l'inadéquation entre les qualifications et les exigences de l'emploi. En effet, de plus en plus de jeunes

diplômés trouvent des difficultés à s'insérer dans le marché du travail, et nombreux sont ceux qui restent en inactivité ou exercent un emploi dont les qualifications ne correspondent pas à leur niveau de formation.

Dans cet élan, il est important de rappeler les indicateurs de l'enquête que plus de la moitié de la population active occupée (52,2%) ne détient pas de diplôme, et que 18,1% dispose du certificat d'études primaires. En analysant ces indicateurs, il est important de souligner que même si la population active occupée sans diplôme n'est pas qualifiée pour occuper la fonction exercée. Ses compétences se sont construites au fil de leurs expériences d'emploi et reposent très peu sur leur capital scolaire. Ainsi, 38,0% des actifs occupés sont diplômés de l'enseignement général et 9,8% ont un diplôme de formation professionnelle. Par contre ces proportions parmi la population des chômeurs sont plus importantes et sont de 48,4% et de 17,4% respectivement. Autrement dit, presque les deux tiers (65,8%) de la population des chômeurs sont diplômés d'au moins le certificat primaire contre moins de la moitié pour la population active occupée (47,8%)¹.

Partant de ce constat et en vue de porter la réflexion sur la reprofilage du marché du travail dans le cadre du nouveau modèle de développement, il est important de se pencher sur les nouveaux jalons du marché de l'emploi que la jeunesse exploite de plus en plus, un marché du travail marqué par son ouverture sur les économies mondiales, dans lequel prime la valorisation du capital humain, la productivité, la formation, la compétitivité et l'innovation. C'est un marché qui évolue constamment et dans lequel l'amélioration de la qualité de la formation et la promotion du capital humain pour une meilleure intégration est nécessaire. Les profils de la jeunesse doivent répondre à l'adéquation de l'offre et de la demande de ressources humaines qualifiées, pour mieux répondre aux besoins des secteurs productifs et à accroître l'employabilité des jeunes.

De ce fait, le dispositif de formation est appelé à développer une grande capacité d'adaptation et de flexibilité pour s'adapter aux nouveaux besoins des individus, répondre aux besoins en compétences des entreprises, mais aussi pour participer à la structuration du système économique et à la mise à niveau de la main d'œuvre au sein des PME/PMI, principales pourvoyeuses d'emplois.

Les métiers d'hier ne sont pas ceux d'aujourd'hui, et ne seront plus ceux de demain car la cartographie professionnelle change constamment, ce changement devrait également être accompagné par le changement de la réglementation du travail et l'extension de la protection sociale à tous les marocain(es). A cet effet, il est nécessaire de mettre en œuvre une politique sociale coordonnée et harmonieuse, basée sur les principes de solidarité, de cohésion sociale durable et de gestion économique saine, au même titre que la préconisation d'une approche systémique et

¹ Haut-Commissariat au Plan. (2018). L'adéquation entre formation et emploi au Maroc.

progressive pour l'extension de la protection sociale, en rétablissant le lien entre les diverses politiques de prévoyance sociale.

Les systèmes de protection sociale doivent être alignés sur le cadre des droits humains, car il offre la meilleure approche holistique reliant les questions sociales, politiques, économiques, culturelles et civiles en raison de l'indivisibilité, de l'interdépendance et de l'interrelation des droits. Il est aisé de constater que ce volet social nécessite encore la réglementation progressive du secteur informel, où pâtissent notre jeunesse pour garantir les prestations minimales essentielles de leur dignité. L'ensemble de ses mesures fort nécessaire se doivent d'être accompagné de politiques budgétaires qui vont financer les politiques sociales. Car les charges sociales ne sont pas des charges mais un investissement pour la motivation et la rentabilité.

2. Formation : Soft skills, life skills, Learning by doing

Il va sans nul dire que la coexistence de deux systèmes d'enseignement, le public et le privé, favorise le creusement des inégalités sociales et intergénérationnelles. En outre, et eu égard à l'hétérogénéité de l'offre scolaire privée, la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves est fortement corrélée aux capacités financières de leurs parents, ce qui est de nature à entretenir l'inégalité des chances, tout en augmentant la vulnérabilité et le surendettement des ménages modestes et ceux de la classe moyenne.

Selon le rapport publié par le CESE, la polarisation dans le secteur éducatif est considérée comme étant le domaine où les inégalités sont les plus flagrantes (29,98%), suivie de la répartition des revenus (23,44%), des inégalités entre milieu urbain et rural (15,42%), de la santé (12,11%) et de la justice (11,26%)¹.

Il est donc assez évident qu'une des dimensions d'un nouveau modèle de développement devrait être pour l'État de reprendre la maîtrise de l'appareil de formation, de façon équitable à tous les apprenants, à travers l'acquisition des compétences dans un système d'éducation et de formation national performant, inclusif et retrouvant son rôle d'ascenseur social.

Ainsi, le système éducatif devrait être résolument engagé dans un processus de développement des compétences de la jeunesse, pour les doter des « Soft Skills », accordant une attention particulière aux langues (l'anglais, le français et l'espagnol), la communication, la prise de parole en public et le travail de groupe, ces compétences sont devenues indispensables pour la nouvelle génération.

¹ CES « Nouveau Modèle de Développement du Maroc ». Conseil Economique, Social et Environnemental.2019.

Afin d'améliorer l'employabilité et l'insertion socioprofessionnelle de la jeunesse, le dispositif de formation est appelé à développer ces nouvelles approches pédagogiques dès le plus jeune âge. Ainsi, l'éducation préscolaire devraient être obligatoire pour tous, pour l'entraînement précoce de toutes les facultés mentales et physiques du jeune enfant sur ses capacités cognitives. En conséquence, le système scolaire devrait faciliter l'orientation des élèves vers des filières correspondantes aux capacités qu'ils ont montrées et pour lesquels ils sont doués. Cette adaptation est indispensable pour former une jeunesse épanouie, équilibrée et ambitieuse qui peut répondre aux besoins en compétences des entreprises, et contribuer sereinement en tant qu'acteur de changement dans la structuration du système économique.

Le développement des compétences clés prioritaires (linguistique et esprit d'initiative et entrepreneuriat) dans la mise en œuvre des programmes de formation au sein des établissements et la production d'un cadre de référence national d'appui au déploiement.

La première compétence clef est la communication en langues étrangères constitue, quant à elle, l'une des compétences de base que les jeunes doivent posséder s'ils veulent participer pleinement au développement sociétal et économique. Les jeunes, dotés de compétences linguistiques, bénéficient d'un choix de possibilité d'insertion et de formation plus large au niveau national ou international.

Quant à la 2^{ème} compétence clef, elle est relative à l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat, elle permet de favoriser l'esprit d'entreprise des jeunes en particulier et de contribuer ainsi à l'auto-emploi, à la création d'entreprises et à la modernisation du tissu productif pour une plus grande compétitivité de l'économie nationale, et ce à l'instar des pays orientés vers l'économie entrepreneuriale. L'économie sociale et solitaire méritent l'implémentation et la restructuration des éco- systèmes. Le nouveau modèle de développement tant attendu reposera certainement sur l'économie de la vie dont l'entreprise sociale est inévitablement son noyau dur. Et pour se faire, il devrait ouvrir de nouveaux horizons à la jeunesse pour lesquels le marché du travail est limité du fait que l'environnement économique, social et institutionnel. Il n'offre pas suffisamment d'assurance pour les entrepreneurs contre les risques, qui souvent requièrent des engagements et des garanties personnelles que les jeunes ne possèdent pas, ils n'en disposent pas pour accéder au financement et se retrouvent cantonnés dans les procédures de redressement ou de celles relatives à la liquidation judiciaire. Ce sont ces éléments de sécurisation qui freinent l'initiative privée au Maroc et qui découragent les jeunes et explique leur préférence pour le salariat, d'ailleurs, la part dans le travail rémunéré est passée de 57,7% en 2008 à 58,3% en 2018. Cette réflexion a toute sa place dans la conjoncture actuelle, pour que l'entrepreneuriat ne soit plus considéré comme une dernière alternative, à défaut d'opportunités dans le salariat.

Pour réaliser tous ces défis, la priorité devrait être donnée par l'État à la formation de la jeunesse, ce challenge ne peut se réaliser sans la redéfinition et l'amélioration des conditions de travail du corps professoral enseignants surtout ceux affectés à des zones rurales ou quartiers sensibles. Pour l'amélioration des moyens pédagogiques octroyés, des mécanismes incitatifs innovants la multiplication des formations continues autorisées, le changement des moyens de motivation logistique et financière pour accompagner le transfert de savoir aux nouvelles générations. Il ne faut pas oublier que les systèmes éducatifs les plus performants recrutent leurs enseignants parmi le meilleur tiers des diplômés de l'enseignement supérieur : parmi les 5% meilleurs élèves en Corée du Sud, parmi les 10% meilleurs en Finlande et les 30% meilleurs à Hong Kong et à Singapour" (Banque Mondiale, 2017) et leur donnent évidemment les rémunérations qui permettent de les retenir¹.

3. Digitalisation et intelligence artificielle

La jeunesse marocaine devrait tirer profit de la dynamique mondiale dans le secteur de l'intelligence artificielle et de l'industrie 4.0, qui crée d'énormes opportunités en termes de création d'emplois et de valeur ajoutée. En renforçant son cadre juridique et en mettant en place un cadre réglementaire convenable le Maroc pourra se positionner sur ce créneau, et attirer des fonds étrangers qui pourraient très rapidement investir des montants colossaux dans des entreprises nationales dans le domaine de la maîtrise des données, la cyber-sécurité, la traçabilité financière...

A cet effet, l'adoption des mesures proactives est nécessaire pour lever d'emblée les entraves juridiques, et pratiques tel que la signature électronique, cette réglementation devra être adaptée de manière à favoriser l'émergence d'entreprises innovantes et favorable aux entreprises sur le marché national et de se déployer à l'international.

La génération d'aujourd'hui est une génération de l'industrie 4.0 et celle de 5.0, la génération du Cloud, de l'intelligence artificielle, une génération digitalisée et qui passe plusieurs heures de la journée dans le monde bleu, c'est pour cette raison qu'il faut raisonner de la même manière et investir dans les métiers nouveaux, ceux de l'avenir. Par exemple, en permettant aux jeunes start-ups dans le domaine numérique de percevoir des prêts d'honneur pour les porteurs de projets ; de créer des plateformes d'incubateurs et d'accélérateurs pour le réseautage et le partage entre les porteurs de projets, les incubateurs, le business angles, les entreprises et les universités...

¹ Yasser Y. Tamsamani, Joseph Brunet-Jailly, Abdellatif Komat, Fouzi Mourji. (2018). « Pour un modèle alternatif de développement du Maroc » Mémoire. Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales - Ain Choc de l'Université Hassan II.

Cette génération a besoin de confiance pour qu'elle puisse mettre à profit ses solutions numériques, ses innovations créatives dans les nouveaux domaines, les nouveaux métiers à fort potentiel d'emploi dans l'avenir au niveau national tels que l'aéronautique, la fin Tech, le gaming, les métiers de la santé et des services à la personne et à la communauté, le Digital-Offshoring, l'Intelligence artificielle, l'Industrie navale, les insurtech, mobility as a service, imagerie par drone, mobile payment, crowd funding...

Le grand challenge du nouveau modèle de développement sera de développer et mettre en place un système de formation digitalisé au niveau du primaire, secondaire, universitaire et même au niveau de la formation professionnelle qui permettra à l'apprenant de compléter et de renforcer en ligne et selon son rythme et ses aptitudes, le savoir acquis en classe.

Les nouvelles technologies numériques sont une aubaine, il faut juste savoir en tirer profit par exemple, pour permettre aux apprenants en situation de handicap d'accéder aux contenus éducatifs en levant toutes les barrières susceptibles de les décourager à suivre un cursus, car les techniques récentes d'intelligence artificielle, de reconnaissance vocale, de reconnaissance optique de caractères ou de génération automatique de contenu pourront être utilement mises à contribution.

Dans ce même ordre d'idée, il est important de souligner que le système de la formation professionnelle inaugurera cette année les "Cités des Métiers et des Compétences", qui deviendront des structures multisectorielles et multifonctionnelles dans chaque région du Royaume, implantées au sein d'écosystèmes au niveau régional, dans la logique d'une véritable proximité avec le monde professionnel. Elles comprennent des espaces pédagogiques et de vie favorisant l'apprentissage, le développement des compétences techniques et transversales et l'épanouissement des stagiaires¹. Tel qu'un Centre de langues et Soft Skills, dédié à l'apprentissage des langues étrangères et au renforcement des compétences transversales, un Career Center, dont la mission est d'assurer l'accompagnement des stagiaires tout au long du cursus de formation, à travers les services d'Orientation, de gestion des stages et d'aide à l'insertion ; un espaces d'Innovation, composés d'un espace de Coworking, d'un FabLab et d'une Digital Factory, ayant pour objectif de favoriser l'échange entre les stagiaires, de stimuler l'émergence d'idées créatives, puis leur matérialisation en objets ou en entreprises ; un incubateur, structure d'appui à la création d'entreprises, dédiée aux jeunes porteurs de projets ; une Médiathèque, offrant l'accès à un large éventail de ressources didactiques (physiques et digitales) aux apprenants .

¹ OFPPT. (2020) *Cité des métiers et des compétences Souss-Massa-Agadir, documents et publications. OFPPT.*

Ces nouvelles cités pourront accueillir et développer l'ensemble des programmes destinés aux jeunes travaillant dans le secteur informel, visant à renforcer leurs compétences techniques et transversales, notamment en langues, et dans les métiers d'avenir.

4. Politique publique en faveur de la jeunesse

Dans le cadre de la réflexion portée sur le nouveau modèle de développement, il serait opportun de souligner la nécessité du changement de posture à l'égard de la jeunesse, autrement dit le passage d'une représentation de la jeunesse comme danger ou comme problème à une approche de la « jeunesse comme source du changement ».

Dans cette conjoncture, la réflexion devrait s'orienter vers la prise de certaines mesures nécessaires pour pallier aux insuffisances relatives à la convergence des politiques publiques, il est important de souligner l'importance de l'appropriation par les acteurs concernés et la communication autour des mesures prises, conformément au choix du Maroc pour le développement du capital immatériel et à ses engagements internationaux notamment à travers les propositions suivantes :

- Institutionnalisation de l'approche territoriale et l'approche genre et l'intégration des jeunes dans toutes les politiques publiques (lutte contre la pauvreté, formation professionnelle, protection sociale, santé, logement, environnement, culture...) et en assurer le suivi et l'évaluation d'une manière régulière.
- Promotion du travail décent et la protection sociale nécessaire à l'épanouissement des jeunes dans le marché du travail et encourager l'entrepreneuriat social.
- Promotion de la recherche scientifique et académique sur le rôle de la jeunesse dans le changement. Ce qui permettra d'appréhender ce constat préoccupant et de contribuer avec des idées nouvelles à réduire le gap générationnel, leurs droits fondamentaux et leur bien-être économique et social.
- Utilisation de tous les moyens pour lutter contre les stéréotypes et les mentalités rétrogrades qui continuent à minimiser le rôle des jeunes et l'importance de leur participation à tous les aspects de la vie publique et privée, notamment par la mobilisation à travers les médias classiques et les réseaux sociaux
- Promotion de la culture comme levier de transmission de valeurs pour la jeunesse contre l'obscurantisme et de prévention des fléaux sociaux tels que la violence, l'intolérance et le radicalisme.

- Interpellation des partis politiques, des syndicats, des organismes d'employeurs et des ordres professionnels pour l'implication des jeunes dans la gestion publique et les inciter à en tenir compte lors des candidatures de responsabilité et de représentativité au niveau national et international.
- Activation de la mise en place du conseil consultatif de la jeunesse et de l'action consultatif.

Parce qu'une politique économique durable de l'humain ne se conçoit plus sans un climat social et économique favorable, et une jeunesse engagée, les jeunes doivent prendre conscience qu'ils vivent dans un Maroc qui est en pleine mutation, un Maroc qui change, et ils doivent contribuer aujourd'hui à son essor car ils seront les leaders et responsables de demain. Ils doivent être conscients de leur responsabilité pour réfléchir sur le nouveau modèle de développement dans lequel ils contribueront à la construction d'un projet sociétal pour asseoir l'égalité, la parité et la justice sociale.

Référence :

- « 50 ans de développement humain & perspectives 2025 », Janvier 2005.
- Agénor, P. R. et K. El Aynaoui. (2015). Maroc : stratégie de croissance à l'horizon 2025 dans un environnement international en mutation. OCP Policy Center.
- Banque Africaine de Développement, « contribution au débat sur la rénovation du modèle de développement du Royaume » avril 2019.
- Banque Mondiale. (2017). Le Maroc à l'horizon 2040 - Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique.
- Centre européen pour le développement de la formation professionnelle. (2007). Formation professionnelle en Allemagne : Une brève description. Cedefop Panorama series (139).
- CES « Le Nouveau Modèle de Développement du Maroc ». Contribution du Conseil Economique, Social et Environnemental 2019.
- Dlia, A. et H., Ihnach. (2018). La question des inégalités sociales : clés de compréhension, enjeux et réponses de politiques publiques. DEPF Etudes, Ministère de l'Economie et des Finances.
- Haut-Commissariat au Plan, « Etudes sur quelques aspects du capital humain au Maroc », Décembre 2015.
- Haut-Commissariat au Plan, « *Prospective Maroc 2030* », 2007.
- Haut-Commissariat au Plan. (2018). L'adéquation entre formation et emploi au Maroc. Institut Royal des Etudes Strategiques, Atlas graphique : Programme d'études « Lien social au Maroc : quel rôle pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux ? », mars 2012.
- Ministère de l'Economie et des Finances, « *La décennie des réformes et du progrès : pour un Maroc moderne et solidaire 1999-2009* », 2009.
- Observatoire National du Développement Humain & Banque Mondiale « Evaluation des prestations de service des soins de santé primaires », 2018.
- OCP Policy Center, « Maroc - Stratégie de croissance à l'Horizon 2025 », 2015.
- Yasser Y. Tamsamani, Joseph Brunet-Jailly, Abdellatif Komat, Fouzi Mourji. (2018). « Pour un modèle alternatif de développement du Maroc » Mémoire. Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales - Aïn Chock de l'Université Hassan II.

Jeunes et contexte politique marocain : quelle intégration ?

Pr. Abdelaziz Laaroussi

*Professeur à l'université Mohammed V - Rabat,
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Agdal*

L'intégration des jeunes au processus politique marocain dans tous ses aspects, est devenue une thématique capitale suivie par la communauté nationale, en raison du positionnement de la jeunesse au cœur du développement. Elle est la force sociétale qui conduira la locomotive du changement démocratique de génération en génération. Cela nécessite une approche participative incluant l'ensemble des acteurs y compris le gouvernement, le parlement, les partis politiques, les entrepreneurs, les syndicats et la société civile.

L'objectif de l'intégration des jeunes dans la vie publique est de promouvoir la cohésion sociale et rétablir la confiance entre l'Etat et la société, *via* la création de la richesse et d'emplois, la diminution des inégalités sociales et territoriales, la participation politique et l'encouragement de la compétitivité de l'économie marocaine etc...

Pour toutes ces raisons, l'article 33 de la constitution de 2011¹ vise l'insertion des jeunes dans la vie active et associative, tout en facilitant leurs accès à la culture, à la science, à la technologie, à l'art, au sport et aux loisirs, ainsi que l'encouragement de la participation de la jeunesse au développement social, économique, culturel et politique du pays.

A cet effet, la problématique de la présente étude se focalise sur l'importance et la nécessité d'impliquer les jeunes dans la gestion de la chose publique notamment les questions de développement sociétal à savoir le volet politique. De là, l'intérêt de s'interroger sur comment et par quels moyens les jeunes participent-ils à la politique au Maroc? Comment se définit l'intégration des jeunes en politique? Quelles sont les nouvelles formes d'expression et de participation à la politique? Et enfin qu'est-ce qu'une citoyenneté politique?

A partir de ces interrogations introductives, il paraît intéressant de soulever des hypothèses, en tant que réponses provisoires, qui animent la réflexion et qui suscitent notre intérêt à savoir :

- L'investissement dans le capital humain notamment l'insertion des jeunes dans la société de science et du savoir.
- La mise en œuvre des politiques publiques destinées à l'intégration des jeunes en politique comme un défi social et sociétal.

¹ Dahir n° 1-11-91 du 29 juillet 2011, portant promulgation du texte de la constitution, publié au bulletin officiel n° 5964 du 30 juillet 2011

- L'adoption d'une bonne gouvernance en vue de l'établissement de l'Etat de droit et de la démocratie, chose qui passe obligatoirement à différentes échelles par une intégration de la jeunesse dans la vie politique.

Dans cette perspective nous allons aborder deux axes primordiaux liés à la problématique et aux hypothèses de ce thème :

- Premier axe : **Stratégie de développement marocain à la lumière de l'intégration des jeunes dans la vie politique.**
- Deuxième axe : le Maroc de demain et enjeux d'intégration des jeunes.

Premier axe : Stratégie de développement marocain à la lumière de l'intégration des jeunes dans la vie politique.

Le Maroc a réalisé au cours des deux dernières décennies des progrès importants en matière de droits humains et de développement économique, politique et social. Ces progrès faisant du Maroc une force émergente dans le monde à travers son ouverture sur l'Europe et l'Afrique, tout en diversifiant ses partenaires régionaux et mondiaux.

Cette croissance dynamique que connaît le Maroc, devrait parallèlement investir dans le capital immatériel qui répond aux attentes sociétales au niveau de la promotion de la justice sociale et l'intégration des jeunes dans le processus de développement du pays. En effet, les jeunes représentent une richesse considérable pour tout pays qui souhaite se développer, à l'échelle politique, économique, socioculturelle etc... Désormais, toutes les stratégies nationales et internationales érigent l'intégration de la jeunesse en politique comme un défi social et sociétal.

Certes, l'établissement de l'Etat de droit et de la démocratie, à la fois participative et représentative, passent incontestablement à l'échelle nationale, régionale et internationale par une intégration de la jeunesse dans la vie politique.

I. Jeunes et démocratie : Quelles pistes d'intégration

En vue de construire les fondements d'un Etat de droit démocratique, le Maroc poursuit le processus de renforcement des principes de participation, de pluralisme et de bonne gouvernance, et ce pour développer une société solidaire où tous jouissent de la dignité et l'égalité des chances¹. D'un côté, la démocratie ne peut plus être l'apanage d'une génération au détriment d'une autre mais exige d'englober les jeunes générations présentes et futures. D'un autre côté, les Organisations internationales font de l'intégration des jeunes en politique une priorité de leurs actions à travers le monde. Ces institutions internationales soumises aux principes de spécialité au sein de l'ordre juridique international, s'intéressent à

¹ Préambule de la constitution marocaine du 2011.

la relation des jeunes avec la politique qu'elles soient universelles ou régionales et quel que soit leur but.

Donc les pouvoirs publics au Maroc sont appelés, selon la constitution, à œuvrer pour la création des conditions permettant la participation des citoyens, y compris les jeunes à la vie politique, économique, culturelle et sociale¹.

Dans ce contexte constitutionnel, la lettre royale adressée aux participants au Forum « Crans Montana » insiste sur « les modes de développement permettant à nos populations d'accéder à un bien-être tout en préservant les conditions de sa durabilité. Nous devons, tous, œuvrer dans ce sens et écouter les créatifs, les jeunes, ceux qui innovent et qui préparent notre monde de demain »².

Durant ces deux dernières décennies, le Maroc a réalisé des réformes importantes, des textes réglementant les élections ont été adoptés, des dispositions innovantes de la constitution pour la mise en place du Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative³. Aussi bien l'inscription des droits spécifiques non seulement pour l'enfant, mais également pour le jeune, qui acquiert ainsi la reconnaissance d'un statut spécifique et d'une place à part entière dans la société. Cette évolution s'inscrit dans le cadre d'une politique cohérente et inclusive qui vise entre autres la protection, la participation et le développement en faveur des jeunes.

II. Jeunes, politique et droits de l'homme

Le Maroc a clairement détaillé les fondements des droits de l'homme dans le titre II de sa constitution de 2011 intitulé « Libertés et droits fondamentaux ». C'est pour cette raison que le respect des droits de l'homme est devenu un impératif national ancré dans la culture politique de l'Etat et l'architecture des valeurs de la société marocaine à différentes échelles, notamment la protection constitutionnelle du droit des jeunes à la participation politique.

Dans cette lignée, des avancées ont été réalisées dans le domaine des droits de l'homme et des libertés publiques, d'où des réformes adoptées d'ordre constitutionnel, législatif et institutionnel. L'article 33 de la constitution stipule qu'il incombe aux pouvoirs publics de prendre toutes les mesures appropriées pour atteindre les objectifs primordiaux derrière la mise en place du Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative. La participation à la vie politique est importante non seulement car elle est un droit de l'homme, mais parce que la contribution de tous les groupes de la population aux processus décisionnels

¹ L'article 6 de la constitution marocaine du 30 juillet 2011.

² Lettre royale adressée aux participants au Forum Crans Montana le 18 mars 2016 à Dakhla, publiée sur le site : <http://www.maroc.ma/fr/discours-Royaux/>

³ Dahir n° 1-17-112 du 2 janvier 2018 portant promulgation de la loi n° 89-15 relative au conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative. Bulletin officiel n° 6640 du 18-01-2018.

Ledit conseil en tant qu'instance constitutionnelle consultative peut selon l'article 2

« - émettre toute recommandation aux autorités compétentes, tendant à promouvoir la condition des jeunes et l'action associative aux niveaux national, régional ou local.
- Coordonner avec les instances consultatives créées auprès des conseils de régions en vue d'étendre la participation de la jeunesse et des acteurs de la société civile au développement social, économique, culturel et politique. »

débouche sur une gouvernance plus efficace et davantage de légitimité. La participation inclusive renforce la politique publique et constitue un élément indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable.

Cependant, il est d'un grand intérêt de repenser cette participation politique, lorsque l'on sait que les jeunes marocains représentent près du tiers de la population du pays, d'une part, et que le taux de ladite participation est le noyau de l'apprentissage et de l'exercice de la démocratie, d'autre part. Il est impératif d'étendre et généraliser la participation de la jeunesse au développement politique, social, économique et culturel du pays, puisque la jeunesse est la force sociétale qui conduira certainement la locomotive du changement, à court, à moyen, et à long terme.

C'est dire, en définitive, qu'au-delà de la participation des jeunes dans la vie publique, ainsi que la progression globale du niveau de respect des droits de l'homme, l'évolution de ces droits dans chaque Etat est tributaire à la fois des conditions internes et du contexte mondial¹. C'est aussi, le champ et la perspective des droits humains ayant connu une expansion continue : droits individuels et du citoyen, droits des catégories sociales, multiplication de conventions et de déclarations [...]²

Deuxième axe : le Maroc de demain et enjeux d'intégration politique des jeunes.

A l'instar des différents pays, le Maroc accorde une importance particulière à la participation politique des jeunes. Il est temps de dire que l'intérêt des jeunes pour la politique varie d'un Etat à l'autre et que la faible participation électorale est une tendance transversale et multidimensionnelle. C'est pour cette raison que les comportements politiques inhérents à la jeunesse d'aujourd'hui, suscitent un certain nombre de questionnement sur le rapport des jeunes à la politique au niveau des organisations politiques, des partis politiques et des décideurs.

Au-delà de leur poids électoral, croissant ou décroissant, les gouvernements, s'intéressent au taux de participation des jeunes aux scrutins, en tant qu'indicateur de transition démocratique et de développement sociétal. Nombre de travaux sont commandités pour développer des politiques susceptibles de favoriser et de garantir les conditions nécessaires pour que les jeunes exercent une citoyenneté à part entière et non pas entièrement à part.

1-Intégration politique des jeunes à l'ère digitale

Les enjeux du Maroc de demain sont complexes et multiples, notamment à l'ère du numérique, de la diplomatie digitale et des réseaux sociaux. Il est impensable que la politique reste confinée dans des cercles fermés vu que l'impact des réseaux sociaux, avec l'appui des médias favorisent l'émergence de sociétés ouvertes et « engagées », qui sont

¹Abdelaziz El Hila, Précis de droits de l'homme : dimension internationale et dynamique marocaine, édition 2008, p.13

² Abdellatif Felk, Une lecture autour des générations des droits humains, in : Droits de l'homme entre singularité et universalité, s/d Ali Sedjari, édition l'Harmattan, 2010, p.28

devenus les nouveaux relais dans les rapports de force. De cette situation né un « contre-pouvoir » marquant l'avènement d'une seconde modernité politique¹.

En effet à l'heure actuelle, il existe une passerelle et une interaction forte entre la politique étrangère et intérieure, chacune se renforçant de l'autre, car le monde est devenu un village planétaire. Les pays et les gouvernements accordent une importance particulière à la participation politique des jeunes, au-delà de leur poids électoral, croissant ou décroissant. Il est temps de dire que l'intérêt des jeunes pour la politique varie d'un Etat à l'autre et que la faible participation électorale est une tendance transversale et multidimensionnelle.

Donc, l'idée de repenser la participation politique des jeunes s'impose à différentes échelles, surtout lorsque l'on sait que les jeunes marocains représentent près du tiers de la population du pays. En effet, le taux de ladite participation est le noyau de l'apprentissage et de l'exercice de la démocratie. D'abord, étendre et généraliser la participation de la jeunesse au développement politique, social, économique et culturel du pays, puisque la jeunesse est la force sociétale qui conduira certainement la locomotive du changement. Ensuite, il est question de faciliter l'accès des jeunes à la culture, à la science, à l'employabilité, à la technologie, à l'art, au sport et aux loisirs, tout en créant les conditions propices au plein déploiement de leur potentiel créatif et innovant dans tous ces domaines.

Dans ce contexte, l'objectif d'insertion des jeunes dans la vie publique est de les prévenir des fléaux sociaux tels que l'exclusion et des nombreux vecteurs de l'extrémisme violent. De là, l'intérêt de s'interroger sur comment et par quels moyens les jeunes participent-ils à la politique au Maroc ? Quels sont les déterminants et les motivations de leur participation ? Comment expliquer l'abstention ? Quelle corrélation entre les nouvelles formes d'expression et la citoyenneté la politique ? Et comment les jeunes perçoivent-ils leur environnement politique ?

A la lumière des questions soulevées, il s'agit en effet d'un nouveau phénomène qui commence à prendre de l'ampleur en dehors de tout encadrement politique, syndical ou social. Le nombre de jeunes qui s'expriment sur les réseaux sociaux ne cesse de croître, alors que lors des manifestations partisans, leurs interventions se font de plus en plus rares. D'où une baisse des adhésions aux organisations politiques se fait sentir, malgré les efforts déployés par différents acteurs politiques pour inciter les citoyens à participer.

Les jeunes se désintéressent de plus en plus de la politique et les partis politiques n'arrivent plus à séduire les jeunes. Le problème de l'abstention est multidimensionnel. Les différentes études ont avancé une diversité de facteurs à la montée de l'abstention chez les jeunes. Parmi les raisons les plus citées sont le manque de culture politique, l'affaiblissement du sens du devoir électoral, la dégradation de l'image du politique, les difficultés administratives et le peu de contact entre les citoyens et les partis². Ce qui fait dire que les partis politiques n'accomplissent plus leur mission constitutionnelle de sensibilisation et

¹Ali Sedjari, Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la seconde modernité politique, in Pouvoir et contre – pouvoir à l'heure de la démocratie et des droits humains, édition L'Harmattan, 2014, p.17

²Publications de L'Institut Royal des Etudes Stratégiques, Jeunes et participation politique au Maroc, juin 2009, p.13

d'encadrement de jeunes qui s'expriment de plus en plus sur les réseaux sociaux. En effet, pendant les dernières années, le champ médiatique a connu une grande ouverture et les moyens d'information se sont considérablement développés. Les jeunes d'aujourd'hui sont dotés d'une diversité et d'une pluralité de sources d'informations qui leur permettent d'avoir une connaissance accrue de la chose politique. L'augmentation du taux d'alphabétisation a également contribué à l'amélioration du niveau d'information politique des jeunes.

Il est à noter que le désintérêt des jeunes de la politique, serait le résultat d'une culture sociétale et des visions politiques des acteurs politiques eux-mêmes qui ne cèdent pas suffisamment la place aux jeunes et ne balisent pas la voie devant eux pour s'épanouir politiquement et se préparer à prendre la relève.

2. Jeunes et citoyenneté politique : quels enjeux

Du point de vue conceptuel, la citoyenneté est l'ensemble des activités qu'un individu remplit vis-à-vis de l'Etat à savoir participer à la vie politique et sociale de la communauté. Certes, le citoyen doit conjuguer sa capacité à intégrer le système politique en participant aux élections et agir aux préoccupations de la société¹. Mais la faible participation des jeunes aux élections est une tendance qui traverse les différents pays. Elle n'est pas spécifique à des contextes sociopolitiques et économiques déterminés et ne dépend pas du système de valeurs ou de la nature des régimes politiques².

Dans une société de droits et devoirs, le citoyen occupe une place à part entière dans le dispositif relationnel avec l'Etat qui détermine les rôles de chacun pour atteindre la cohésion sociétale. Aujourd'hui, le langage des droits humains et de la démocratie pluraliste, engendre un discours politique de responsabilité engagée qui permet aux jeunes de légitimer leurs droits à différentes échelles. Ainsi, la notion de culture politique signifie toujours l'acte par lequel on lutte pour réaliser un objectif³, via la participation à la gestion de la chose publique.

Certes, les jeunes sont exposés plus qu'auparavant à une diversité médiatique qui contribue à la constitution de leur rapport à la politique. L'univers politique est perçu à travers les informations telles qu'elles se présentent aux individus, mais que les jeunes aient ou non la compétence nécessaire pour juger et jauger l'information reçue, est une question qui reste à explorer à moyen et à long terme.

En guise de conclusion, le rapport des jeunes à la politique peut se construire en dehors du cadre organisationnel, traditionnel et formel de l'action politique. C'est pour cette raison, les modèles d'intégration politique des jeunes peuvent se diversifier d'un pays à l'autre, mais l'enjeu majeur pour le Maroc, c'est l'intégration, à part entière des jeunes dans la culture de

¹Yamine Lyamani,, « De la citoyenneté « à agir citoyen » », in Citoyenneté : Corrélation des droits et des devoirs , publications Konrad-Adenauer –Stiftung, édition 2015, p.53

² IRES, Jeunes et participation politique au Maroc, op.cit, p.11

³ Saïd Karmass, « Développement et culture politique chez les jeunes des pays du « Printemps arabe » : état des lieux et horizons d'attente. », in , Pouvoir et contre –pouvoir à l'heure de la démocratie et des droits humains, S/D, Ali Sedjari, op.cit, p.410

développement durable sur tous les plans, notamment l'éducation, le savoir et la compétence. Cette équation complexe et multidimensionnelle doit être présente dans le contexte politique, afin de rehausser le Maroc de demain et diminuer les écarts socioéconomiques.

A cet égard, puisque le chemin n'est pas encore totalement parcouru, il est de grand intérêt de tracer des pistes de démocratie, de développement et des droits de l'homme au service des jeunes pour un avenir meilleur.

Jeunes et politique étrangère au Maroc : quelle participation ?

Mohammed Zakaria ABOUDDAHAB

*Professeur à l'université Mohammed V - Rabat,
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Agdal*

Il n'est pas aisé de traiter du thème des jeunes et la politique étrangère, notamment au Maroc. En effet, la politique étrangère demeure largement un domaine réservé du Chef de l'Etat. Les principes fondamentaux et les orientations de cette politique sont fixés par le Chef de l'Etat à travers les discours et les messages royaux. Certes, dans ces derniers, une place importante est réservée à la jeunesse afin qu'elle prenne davantage place dans les instances représentatives plus ou moins monopolisées par les sexagénaires et au-delà. Les jeunes, en général, ne sont pas intégrés, comme il se doit, dans les instances décisionnelles, notamment les instances dirigeantes des partis politiques, partant du fait que ces derniers constituent le vecteur essentiel de la dynamique politique. Une dynamique politique qui, en « conjoncture fluide », devrait assurer le jeu de l'alternance et la circulation des élites¹.

A l'heure actuelle, beaucoup de voies parallèles ont fait apparition poussant à une redéfinition de la participation des jeunes à la vie politique, notamment la politique étrangère. Les réseaux sociaux, en particulier, se substituent, progressivement, aux canaux traditionnels d'expression politique. Les passants au crible, l'on remarque que les jeunes ont créé beaucoup de plateformes pour combler le déficit en termes de participation.

Cette communication se veut donc un essai pour approcher la question de la participation des jeunes en politique étrangère à la lumière des dynamiques actuelles. Des dynamiques qui propulsent la blogosphère au-devant de la scène. Pour cela, il nécessaire de combiner aspects théoriques avec les aspects pratiques. Explicitons d'abord les termes du débat.

On relève un manque, si ce n'est une absence de participation des jeunes à la vie politique². On enregistre régulièrement un faible taux de participation électorale, ce dernier constituant l'expression d'une sorte de désaffection de la politique,

¹ Suivant la formule de Michel Dobry, *in Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

² Cf. Jeunes et participation politique au Maroc, Programme d'études « Lien social au Maroc : quel rôle pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux ? », Institut Royal des Etudes Stratégiques, juin 2009, 55 pages, disponible sur :

https://www.ires.ma/wp-content/uploads/2015/11/jeunes_et_participation_politique_au_maroc.pdf

Dernière consultation, 6 juin 2020.

phénomène sociologique enraciné. On relève également un problème de sous-représentation dans les instances politiques. Certes, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour encourager cette catégorie de la population à accéder à la vie publique. C'est le sens, entre autres, des listes nationales dédiées aux femmes et aux jeunes, mais aussi des instances représentatives prévues par la Constitution de 2011. Ainsi, en vertu de l'article 33 de ce texte, un Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative est créé. Nous y reviendrons plus en avant.

Or, Le principal canal de la vie politique, ce sont les partis politiques. Cela interpelle ces derniers quant à la place aménagée aux jeunes dans leurs structures décisionnelles. La contribution des jeunes à la politique étrangère devrait transiter essentiellement par les partis politiques en tant que courroie de transmission. Un vieux débat au Maroc relatif, en partie, à la mobilisation des partis politiques, dits nationalistes autour des questions fondamentales, comme celle de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale¹. Bien entendu, nous ne confondons pas participation politique et citoyenneté, celle-ci étant plus large que celle-là².

I. La politique étrangère dans un monde globalisé et complexifié

Après avoir mis en exergue quelques définitions théoriques de la politique étrangère (A), nous nous interrogerons sur le cas marocain (B).

A. Aspects théoriques

La politique étrangère est une notion complexe. D'aucuns l'assimilent à une politique publique comme les autres. Cette activité du « dehors » dépend de facteurs externes comme les rapports de force internationaux ou les stratégies des acteurs transnationaux. Elle est aussi le produit de « réalités domestiques, faites de contraintes institutionnelles et culturelles et de pressions émanant de différents groupes sociaux »³.

Pour Steven Ekvich, « la politique étrangère de toute nation est déterminée par les exigences internationales, ainsi que des pressions internes. Cependant, les exigences extérieures comme les pressions intérieures sont modelées par des structures profondes »⁴. Toute politique étrangère subit les contraintes de l'ordre international et les pressions d'ordre interne. Les structures profondes opèrent de génération en génération selon la formule heureuse de Fernand Braudel. La politique étrangère marocaine subit donc aussi les effets de ces forces profondes.

¹ Said Ibraï, actuel président de la Cour constitutionnelle, est l'un des premiers à avoir traité de la question des liens entre politique étrangère et partis politiques.

² Voir toute la série de colloques organisés par la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Agdal-Rabat en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer, portant précisément sur la citoyenneté, entre 2015 et 2018. Les Actes de ces colloques sont disponibles sur le site Internet de KAS : <https://www.kas.de/fr/web/marokko/home>

³ Dario Battistella et al., *Dictionnaire des relations internationales*, éditions Dalloz, Paris, 2012, p. 441.

⁴ « La longue durée et la politique étrangère des États-Unis », *Géostratégiques*, n° 29, 4^{ème} trimestre, 2010, p. 91.

Les pesanteurs liées à la politique étrangère marocaine sont à localiser dans les couches profondes de la société marocaine composite pour reprendre la formule du sociologue franco-marocain Paul Pascon.

La politique extérieure est fondamentalement le reflet de la politique intérieure du pays. Cependant, l'environnement international influe sur cette politique¹. Or, les pays ne réagissent pas de la même manière à cet environnement et n'y opèrent pas de la même façon. Il existe ainsi une interaction continue entre les espaces, national et mondial.

Pour James Rosenau, il existe cinq niveaux explicatifs ou facteurs déterminant l'élaboration de la politique étrangère d'un pays². Il s'agit du « poids exercé par l'environnement extérieur, le contexte sociétal interne, le cadre institutionnel dans le cadre s'élabore la politique, les rôles joués par les décideurs au sein de ce système gouvernemental et administratif, la personnalité des responsables nationaux. Un circuit de rétroaction existe dans la mesure où les résultats obtenus viennent influencer les nouvelles décisions »³.

La politique étrangère d'un pays vise donc à agir sur l'environnement externe et s'y adapter en même temps. Les contraintes exogènes sont lourdes de conséquences : facture énergétique, changements climatiques... A l'heure actuelle, politique intérieure et politique extérieure forment un tout indissociable. Il existe un renforcement, un soutien mutuel entre les deux. Certains l'envisagent comme une politique publique comme nous l'avons déjà signalé⁴. Acteurs, facteurs, processus, enjeux se combinent à d'autres éléments pour constituer la trame de la politique étrangère dans un monde interdépendant et interconnecté.

La politique étrangère est au fond l'instrument par lequel un Etat tente de façonner son environnement politique international (Frédéric Charillon)⁵. Elle représente « l'effort d'une société nationale de contrôler son environnement externe par la préservation de situations favorables et la modification des situations défavorables » (James Rosenau).

La politique étrangère, comme concept, est connectée à d'autres qui lui sont associés. L'expression *politique internationale* renvoie à la scène mondiale alors que celle de

¹ Cf. Abdelkader El Kadiri, « La politique extérieure du Maroc entre le projet et la réalité », in Jean Claude-Santucci (études réunies par), *Le Maroc actuel. Une modernisation au miroir de la tradition*, Coll. « Connaissance du monde arabe », éditions du CNRS, Aix-en-Provence, 1992, pp. 171-190.

² Cf. Marie-Christine Kessler, *La politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Presses de Sciences Po, Paris, 1999, p. 16.

³ *Idem*.

⁴ Cf. Marie-Christine Kessler, « La politique étrangère comme politique publique », in Frédéric Charillon, *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002, 167-181.

⁵ Cité dans Dario Battistella, « *Théories des relations internationales* », Presses de Sciences PO, Références inédites, Paris, 2003, p. 303

relations internationales fait allusion aux flux de tous genres, aux interactions multiples, aux interdépendances complexes. La *géopolitique*, quant à elle, fait référence au cadre géographique/territorial appréhendé par la science politique. La *diplomatie* est par excellence l'instrument par lequel s'exerce la politique étrangère. Cette diplomatie mobilise plusieurs moyens, militaire, économique, technologique ... Au niveau international, deux conventions ont été prévues pour régir les relations diplomatiques et consulaires¹.

On laissera de côté les débats théoriques relatifs au cadre épistémologique dans lequel s'exerce ou opère la politique étrangère :
Réalisme/libéralisme/marxisme/transnationalisme/constructivisme...

C'est donc dans ce contexte complexe que l'on devrait inscrire l'action des jeunes en politique étrangère.

B. Formulation et conduite de la politique étrangère au Maroc

Au Maroc, on ne dispose pas d'un document d'orientation stratégique qui fixe le cadre dans lequel s'inscrit la politique étrangère². Une vision stratégique globale en fait défaut. Du moins, elle ne s'exprime pas dans le cadre d'un document unique, une sorte de livre blanc qui aurait explicité la doctrine marocaine de politique étrangère. Néanmoins, les messages et les discours royaux viennent combler ce vide, participant à une fonction de mise en cohérence globale de l'action extérieure du Royaume.

Une tendance lourde se dégage de l'observation de la pratique de la politique juridique extérieure du Maroc, si l'on peut ici adapter une expression formulée par Guy De Lacharrière. En effet, pour ce qui est des conventions internationales relatives aux droits de l'Homme, en particulier, l'on remarque que, numériquement, depuis 1999, le Maroc en a ratifié plusieurs, expression de sa volonté de parachever son processus de consolidation de l'Etat de droit conformément aux normes et aux standards internationaux pertinents. La diplomatie conventionnelle est à l'œuvre, notamment en terre africaine.

La Constitution marocaine confère au Souverain un rôle majeur en matière de défense et de politique étrangère. L'article 42 fait du Roi la pierre angulaire et l'acteur principal du système politique marocain :

¹ Il s'agit, respectivement, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) et la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963.

² A part un Message adressé par le Souverain au Club diplomatique en date du 28 avril 2000 et un autre adressé à l'occasion de la première conférence des ambassadeurs le 30 août 2013. On peut néanmoins considérer la Constitution de 2011 comme le cadre constitutionnel de la politique étrangère du Maroc même si tout n'est pas écrit ou constitutionnalisé.

« Le Roi, Chef de l'État, son Représentant suprême, Symbole de l'unité de la Nation, Garant de la pérennité et de la continuité de l'État et Arbitre suprême entre ses institutions, veille au respect de la Constitution, au bon fonctionnement des institutions constitutionnelles, à la protection du choix démocratique et des droits et libertés des citoyennes et des citoyens, et des collectivités, et au respect des engagements internationaux du Royaume.

Il est le Garant de l'indépendance du Royaume et de son intégrité territoriale dans ses frontières authentiques.

Le Roi exerce ces missions par dahirs en vertu des pouvoirs qui lui sont expressément dévolus par la présente Constitution »

La notion du domaine réservé peut être dégagée de l'interprétation de l'article 42 précité. Car cette notion procède, finalement, de la nature même du pouvoir royal, et en se référant aux pouvoirs explicites et implicites que lui confère cette disposition. La Constitution accorde au Roi la compétence diplomatique et conventionnelle. En effet, l'article 55 dispose :

« Le Roi accrédite les ambassadeurs auprès des puissances étrangères et des organismes internationaux. Les ambassadeurs ou les représentants des organismes internationaux sont accrédités auprès de Lui.

Il signe et ratifie les traités. Toutefois, les traités de paix ou d'union, ou ceux relatifs à la délimitation des frontières, les traités de commerce ou ceux engageant les finances de l'État ou dont l'application nécessite des mesures législatives, ainsi que les traités relatifs aux droits et libertés individuelles ou collectives des citoyennes et des citoyens, ne peuvent être ratifiés qu'après avoir été préalablement approuvés par la loi.

Le Roi peut soumettre au Parlement tout autre traité avant sa ratification.

Si la Cour Constitutionnelle, saisie par le Roi ou le Président de la Chambre des Représentants ou le Président de la Chambre des Conseillers ou le sixième des membres de la première Chambre ou le quart des membres de la deuxième Chambre, déclare qu'un engagement international comporte une disposition contraire à la Constitution, sa ratification ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution ».

Le Parlement joue un rôle secondaire en matière de politique étrangère : fonction de contrôle, diplomatie parallèle... S'adressant aux parlementaires lors de l'ouverture de la session d'automne 2010, Le Roi Mohammed VI a déclaré : *« ... Il vous appartient ... d'animer la mobilisation populaire générale et d'engager des initiatives constructives pour gagner un soutien accru en faveur de Notre proposition audacieuse d'autonomie, et ce, dans le cadre d'une diplomatie parlementaire et partisane et en synergie avec l'action efficiente de la diplomatie gouvernementale ».*

Il convient également de citer les autres acteurs en matière de politique étrangère, dont les collectivités locales (coopération décentralisée, régionalisation de la politique étrangère...), les établissements publics (Offices de tourisme, Conseil national du commerce extérieur...), les opérateurs économiques (Confédération générale des entreprises du Maroc), les partis politiques (les Internationales...), les ONG, Chambres de commerce... On remarque aussi l'émergence au Maroc du phénomène des *think tanks* qui exercent une certaine forme de diplomatie d'influence¹. Le Discours du Trône du 30 juillet 2005 synthétise l'ensemble des éléments de cette vision : « ... Aussi et pour nous assurer une présence et un rôle agissants dans le tumulte planétaire, sommes-nous appelés à suivre, de façon encore plus percutante, la stratégie offensive que nous avons adoptée en puisant dans les ressorts de la diplomatie parallèle parlementaire, partisane, économique, culturelle, médiatique et associative. Cela se fera dans le cadre d'un plan intégré et cohérent s'appuyant sur l'élargissement déjà entamé des trois cercles concentriques que sont le bon voisinage, la solidarité agissante et le partenariat stratégique ». En outre, Le Roi Mohammed VI avait déclaré (Discours du 20 août 2002) que la diplomatie « doit s'insérer dans une vision stratégique globale et s'inscrire dans une démarche cohérente, collective et ouverte à tous les nouveaux acteurs des relations internationales, élus nationaux et locaux, opérateurs économiques et organisations non gouvernementales ».

Il existe quand même une spécificité au niveau de la démarche du Roi Mohammed VI au niveau de la politique étrangère. A maintes reprises, le Roi n'a cessé d'inviter les jeunes à faire preuve de volontarisme et d'engagement politique. Une invitation est adressée, en fait, à tous les acteurs non gouvernementaux pour qu'ils s'impliquent davantage en politique étrangère à travers des initiatives diverses. La faible participation des jeunes en politique étrangère est, en grande partie, le reflet de la participation faible de ces derniers en politique en général. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet état de fait : vieillissement des appareils dirigeants au sein des partis politiques, l'inadéquation du Code électoral, image extrêmement négative véhiculée par des élus corrompus, manque de confiance, sinon absence de confiance dans les instances représentatives et, finalement, sentiment d'inutilité des institutions représentatives...²

Il est donc nécessaire d'engager une réflexion profonde sur une telle problématique qui soulève, aussi, d'autres questions connexes. Un large débat national est nécessaire pour examiner les causes et les réponses relatives à la sous-représentation des jeunes dans les instances politiques.

¹ On peut ici évoquer le rôle de l'*Institut royal des études stratégiques* (IRES), celui du *Policy Center for the New South* (PCNS), celui de *Amadeus*...

² Nous ne prétendons pas ici fournir toutes les explications concernant un phénomène politique complexe. Voir l'étude déjà citée : Cf. Jeunes et participation politique au Maroc, Programme d'études « Lien social au Maroc : quel rôle pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux ? *Op. cit.*, *passim*.

Il est clair que le principal mobile qui motive la politique étrangère du Maroc est l'intérêt supérieur du pays. Que ceci soit avoué ou implicite, le Maroc fait preuve de réalisme (*Realpolitik*) dans la conduite de sa politique étrangère. L'épisode des négociations menées avec les Etats-Unis pour la conclusion d'un accord de libre-échange vient le témoigner. Les doléances exprimées par les groupes opposés à cet accord, notamment au sujet des médicaments génériques et de la diversité culturelle, ont été ignorées, ou du moins reléguées au second plan¹. Ce qui comptait, c'était l'intérêt supérieur du pays.

II. Les jeunes à l'ère des nouvelles formes de la diplomatie

La politique étrangère marocaine n'est pas seulement le fait d'acteurs étatiques, ou si l'on veut dire gouvernementaux. Les acteurs paraétatiques, sub-étatiques ou non étatiques peuvent aussi seconder les canaux officiels pour défendre les intérêts du pays, exprimer la diversité de l'opinion publique nationale. Il en est ainsi de la diplomatie parlementaire, celle des villes, des partis politiques, des ONG... Ces relais peuvent ainsi contribuer à diffuser les valeurs qui fondent la société marocaine : diversité et pluralisme, solidarité, tolérance, arabité, amazighité, liberté...

De même, la diplomatie n'est pas monolithique. Elle peut s'exprimer à travers plusieurs événements ou domaines : sport, culture, solidarité internationale...

Depuis plus de deux décennies, la politique étrangère marocaine subit quelques changements qui n'affectent point ses principes ou ses valeurs, mais juste ses méthodes et ses approches. Elle est donc au cœur d'un processus dynamique de recentrage dans le sens d'une plus grande ouverture sur les marchés mondiaux (négociation de plusieurs accords de libre-échange), un ancrage décisif à l'Europe, l'arrimage aux institutions internationales (une logique de droit international : ONU, OTAN...), la recherche de nouveaux alliés (Chine, Inde...).

Il est toutefois nécessaire de relever un certain nombre de tendances qui traversent les politiques étrangères de par le monde² :

- L'érosion du monopole de l'Etat ;
- La fragmentation publique ;
- L'autonomie marchande ;
- l'intrusion du social ;
- la diversification des méthodes ;
- la complémentarité ;
- l'extension des usages politiques ;

¹ On pouvait certes critiquer cette approche qui a privilégié la massue au dialogue !

² Cf. Philippe Devin, « Les diplomaties de la politique étrangère », in Frédéric Charillon (sous la dir. de), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, op. cit., pp. 215-236.

- la diplomatie s'érigeant comme système ;

Le tout donnant naissance à une *diplomatie multiple* : diplomatie catalytique selon la formule de Brian Hocking qui opère une sorte de symbiose entre acteurs étatiques et non étatiques, et donne naissance selon ses propos à une communauté de politique étrangère (interactions multiples).

Il n'est pas ici sans intérêt de citer l'article 33 de la Constitution marocaine, lequel cherche à aménager les conditions pour une meilleure participation de la jeunesse :

« Il incombe aux pouvoirs publics de prendre toutes les mesures appropriées en vue de :

- étendre et généraliser la participation de la jeunesse au développement social, économique, culturel et politique du pays ;

- aider les jeunes à s'insérer dans la vie active et associative et prêter assistance à ceux en difficulté d'adaptation scolaire, sociale ou professionnelle ;

- faciliter l'accès des jeunes à la culture, à la science, à la technologie, à l'art, au sport et aux loisirs, tout en créant les conditions propices au plein déploiement de leur potentiel créatif et innovant dans tous ces domaines.

Il est créé à cet effet un Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative. »

Néanmoins, jusqu'à ce jour, ce Conseil n'a pas été réellement institué. Pourtant, la loi le concernant a été adoptée par le Parlement fin 2017¹.

La définition classique de la diplomatie considère celle-ci comme l'art et la pratique de conduire les négociations. Concrètement, la diplomatie rassemble les moyens et les outils pour implémenter la politique étrangère. Les agents diplomatiques sont chargés de représenter le pays à l'étranger ; ce sont, en quelque sorte, les entrepreneurs de la diplomatie : ambassadeurs, consuls, attachés militaires et culturels, agents judiciaires de liaison, conseillers économiques... A l'ère du digital, les fonctions diplomatiques ont considérablement changé et évolué.

Quant à la diplomatie publique, elle est traditionnellement définie comme: *« Public Diplomacy is the process of direct communication with people in other countries to influence their thoughts often its goal is to influence the behaviour of foreign governments via influencing the view points of their citizens »* (Nargess Rostami). En outre, selon The International Relations Terms of the US State Department, *« Public Diplomacy refers to government-sponsored programs intended to inform or influence public opinion in other countries; its chief instruments are publications, motion pictures (films), cultural exchanges, radio and television and the Internet »* (Hadiani Vadehi).

¹ Loi 89.15 relatif au Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative.

III. Jeunes, opinion publique et diplomatie

De nos jours, les citoyens peuvent prendre part au débat en termes de politique étrangère à travers plusieurs moyens, dont *Internet*. Les réseaux sociaux se sont érigés aujourd'hui comme des canaux principaux pour l'expression politique. Une sorte d'opinion publique s'est, de proche en proche, constituée au fil des ans. Cette dernière a une portée même mondiale quand des causes fédératrices (changement climatique, discrimination raciale...) suscitent, par compassion, la réaction des citoyens du monde. La question est bien évidemment l'impact de ce genre de mobilisation sur la réalité du pouvoir et de la politique. Souvent, ces mobilisations transnationales, même si elles se manifestent physiquement à travers des marches de protestation, ne produisent pas des effets concrets ou du moins ne sont pas reçues par les décideurs. Il convient bien sûr de relativiser en fonction des pays et en fonction des circonstances. Nous sommes ici dans une logique de fabrique des opinions publiques dont le poids et les effets sont contrastés¹.

Pour les spécialistes des Relations internationales, « *l'expression d'opinion publique internationale désigne les arènes de débat où se rencontrent des acteurs contestataires de plus en plus nombreux. La participation croissante des « partenaires civils » aux activités diplomatiques, notamment lors des grandes conférences des Nations Unies, témoignerait ainsi de l'existence d'une « opinion » publique mondiale* »².

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont favorisé une nouvelle réalité en termes de participation à la vie publique, au débat citoyen de tous genres. Nous sommes alors dans un tournant, propulsant les jeunes à occuper, potentiellement, de nouvelles fonctionnalités.

Il me plaît ici de rapporter les propos d'une jeune marocaine engagée et impliquée dans plusieurs initiatives citoyennes et diplomatiques dédiées aux jeunes. Plus que des propos, une analyse sommaire mais percutante s'inscrivant au cœur de la problématique examinée dans le cadre de ce texte. Je reproduis donc ici intégralement son texte, ou plutôt son plaidoyer au regard de son intérêt heuristique et pratique³.

¹ Marielle Debos et Alice Goheneix, « Les ONG et la fabrique de l'opinion publique internationale », Presses de Sciences Po, in *Raisons politiques*, 2005/3 no 19, pages 63 à 80.

² *Ibid.*, p. 64.

³ Il s'agit de Melle Imane Lahrich, une de mes anciennes étudiantes dans la filière Sciences politiques, engagée dans les problématiques de la jeunesse. Je lui ai alors demandé de me faire part des initiatives des jeunes en matière diplomatique. Elle a bien voulu prendre part au colloque objet de cette publication. Il me plaît aujourd'hui de la voir servir au sein du *Policy Center for the New South* en tant que *Program Officer*. Je l'en remercie vivement.

❖ ***Imane Lahrich, jeune « acteur diplomatique » de terrain***

« En raison de la dissonance des relations diplomatiques traditionnelles officielles et des nouvelles tendances d'action dans le registre international, une analyse moderne des relations internationales a émergé : le nouvel équilibre s'y est imposé et est lié à la production d'un environnement propice et riche en événements et en opportunités de développement et de croissance stimulés par les NTIC. Les pays se perçoivent mutuellement en fonction de leurs interprétations réciproques et adoptent en conséquence leurs politiques respectives (courant constructiviste). Par conséquent, présenter un aspect et une image positifs d'un Etat et le présenter comme étant réceptif, inclusif, et adhérant aux normes universelles peut conduire à sa reconnaissance comme étant responsable sur la scène internationale.

La complexité de l'interdépendance, la mondialisation culturelle, le rôle des médias dans la formation de l'opinion publique, l'usage d'Internet, ainsi que le flux croissant des mouvements sociaux façonnent l'engagement des jeunes en tant que premiers destinataires, cible, consommateurs et utilisateurs de technologies, quoique les OI les considèrent désormais partenaires dans leurs programmes de développement. Par conséquent, ces aspects exercent une pression sur les gouvernements nationaux et les obligent à reconsidérer notamment les structures du modèle de politique étrangère, le processus de leur diplomatie traditionnelle et à les transformer en termes de perception, de valeurs et de pratiques d'engagement.

Dès lors, le regard positif sur la composante jeunesse et les organisations de la société civile – capital social du soft power - permet de promouvoir un climat de confiance avec la jeune génération et d'instituer une coopération gagnant-gagnant et multi-niveaux, afin de faciliter le processus de positionnement de l'Etat dans le système international. La diplomatie des jeunes comprend alors certaines actions dans lesquelles les jeunes s'intéressent à l'intérêt national (et par défaut sont conscients de la chose publique locale) tout en coopérant avec d'autres jeunes au-delà des frontières.

Le suivi de l'évolution d'une structure politique et d'un comportement étatique dépend largement de ses approches orientées vers le pouvoir. Le pouvoir de diriger, d'attirer et de se positionner comme un modèle est basé sur le soft power et sa capacité à créer des changements graduels, subtils et profonds dans le système de croyances, des attitudes et des préférences sociales. Dans ce cadre, s'appuyer sur les capacités des acteurs non étatiques, en particulier les jeunes et les OSC, influe facilement sur l'opinion publique en «marketant » les programmes liés à la participation des jeunes à la diplomatie, à la politique étrangère, aux négociations de paix et à la prise de décisions.

La plupart des pays développés et les organisations supranationales proposent plusieurs programmes internationaux ; bilatéraux et multilatéraux, dans divers domaines, tels que les programmes proposés par la Commission européenne, le Conseil de l'Europe, Erasmus +, SALTO Youth, les jeunes professionnels des Nations Unies, les jeunes délégués des Nations Unies, US Young Professional fellows, etc. Ces programmes sont aussi ouverts aux jeunes marocains.

L'Union Africaine a également élaboré plusieurs politiques et programmes de développement de la jeunesse au niveau continental visant à garantir que le continent bénéficie de son dividende démographique. Les politiques comprennent la Charte africaine de la jeunesse, le Plan d'action de la décennie de la jeunesse et la Décision de Malabo sur l'autonomisation des jeunes, qui sont tous mis en œuvre par le biais de divers programmes de l'Agenda 2063 de l'UA.

Cependant, les gouvernements des pays les moins développés sont réticents par rapport à l'inclusion des jeunes en matière de diplomatie sous argument que la responsabilité relève entièrement de la propriété de l'État (souveraineté) et, partant, des institutions, et reconnaissent rarement que la jeune génération est le levier du développement futur.

De là, nous pouvons différencier entre les programmes proposés par les gouvernements (approche descendante) et les initiatives dirigées par les jeunes et la société civile eux-mêmes (approche ascendante).

Exemples de programmes destinés aux jeunes pour renforcer leur participation dans la diplomatie (Maroc) :

- **Jeunes Marocains Ambassadeurs aux Nations Unies par IDA Maroc** : Une entité accréditée et autorisée pour la gestion et l'organisation exclusive des différents programmes de l'Académie Diplomatique Italienne au Maroc. Elle est formellement affiliée au Département de l'Information des Nations Unies, pour lequel elle a une fonction de promotion et sensibilisation sur les activités et programmes de l'ONU adressés principalement au monde académique et à la société civile.

-**Young Diplomats Forum qui est un programme affilié au Global Diplomatic Forum.**
Il est **ouvert** aux jeunes notamment de la région MENA dont le représentant régional est un marocain actif dans la société civile.

-**Atlantic Dialogues Emerging Leaders - ADEL** : En marge des Atlantic Dialogues organisé par le **Policy Center for the New South** et qui donne l'opportunité aux participants d'interagir et concevoir, avec les décideurs du bassin Atlantic, l'agenda politique et économique de la région.

caractérisé par son approche multiculturelle en essayant de concilier diversité et universalité dans la mise en œuvre de cette intégration politique des jeunes. Le Maroc, pays membre actif de certaines de ces Organisations internationales et à l'instar des autres pays est visé directement ou indirectement par les projets des Organisations internationales sur ce thème. En effet, plusieurs études et initiatives ont été entreprises sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de la coopération et du développement économique ou même au sein de l'Union africaine en faveur de la jeunesse. Dès lors, cette communication tentera de mettre la lumière sur comment et par quels moyens les Organisations internationales contribuent à l'intégration des jeunes en politique ? Cette approche permettra de comparer les différents agendas normatifs des Organisations internationales sur la participation des jeunes en politique, notamment au Maroc. Elle conduira également à mettre la lumière sur l'articulation entre la programmation de l'intégration des jeunes par les Organisations internationales et les règles de conduite internationales à l'instar du droit de participation des jeunes en politique. De là l'importance du droit international qui demeure le principal instrument de la politique internationale. Cette analyse débouche sur deux actions importantes menées par les Organisations internationales dans le but de l'intégration des jeunes en politique. D'une part, la planification systématique par les Organisations internationales de l'inclusion des jeunes en politique dans leurs agendas et l'usage de différents moyens pour atteindre cet objectif. D'autre part, cette inclusion des jeunes conduit à un encadrement juridique dur et souple de la participation des jeunes en politique par les Organisations internationales.

I. La planification systématique de l'inclusion des jeunes en politique

Cette planification systématique ressort de l'inscription de l'inclusion des jeunes en politique comme une priorité au sein de l'action de l'ensemble des Organisations internationales malgré l'absence d'une uniformité dans les moyens de mise en œuvre.

A- L'agenda des Organisations internationales pour la réalisation de l'inclusion des jeunes en politique

Pour les Nations Unies les jeunes englobent la population âgée de 15 à 24 ans. Il faut noter que les Nations Unies avaient décidé de la célébration de la journée mondiale de la jeunesse le 12 août de chaque année¹. Le rôle des Nations Unies dans l'intégration des jeunes reste très important à travers l'encouragement de la création de structures d'intégration, les plateformes de participation des jeunes, possibilité de dialogue et le renforcement des capacités². La diversité de l'action onusienne reste très prononcée en effet plusieurs programmes ressort tels que, le programme d'action mondiale de la jeunesse et les objectifs de développement durable, la Stratégie 2030 en faveur de la jeunesse ; le programme du PNUD qui tend à l'établissement d'une stratégie pour la jeunesse afin créer une autonomie sur le plan économique et pour permettre aux jeunes de contribuer aux objectifs du développement durable³. La démarche des Nations Unies reste située à un niveau étatique

¹ Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/64/134, adopté le 18 décembre 2009, 5 février 2010.

² Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse, « Jeunesse 2030, travailler avec et pour les jeunes », pp 5-6.

³ La stratégie du PNUD pour la jeunesse 2014-2017, « Autonomisation des jeunes pour un avenir durable », 2014, pp 35-40.

-**International Center for Diplomacy** : Une association marocaine qui promeut la diplomatie **parallèle** particulièrement en Afrique à travers notamment son événement African Summit and Awards.

-**L'Association Marocaine pour le développement et la Diplomatie Parallèle (AMADIP)**.

-**Model United Nations : simulation** onusienne qui s'organise de plus en plus au sein des universités au Maroc.

-**Participations individuelles aux conférences soutenues** –éventuellement- par le MAEC ou le **ministère** de la jeunesse et sport.

CONCLUSION

On le voit, une dynamique plurielle et multidirectionnelle, initiée par la jeunesse, appuyée par des instances internationales, continentales et nationales, est à l'œuvre. Une sorte de sociologie de l'action publique qui est le fait d'acteurs de terrain. Nous ne sommes plus dans un registre classique où la diplomatie est le monopole exclusif des autorités publiques. Qui mieux que les jeunes peuvent servir, efficacement, leurs causes ou porter leurs voix à qui de droit ? Ainsi, à l'occasion du sommet mondial sur le climat à Paris en 2015, la participation des jeunes y a été d'un apport important¹. Plus tard, notamment à l'occasion de la COP 24 tenue en Pologne en 2018, on a vu comment la jeune militante écologique d'origine suédoise, Greta Thunberg, qui avait alors à peine 15 ans, est devenue une figure diplomatique emblématique !

Et pour cause ! A l'ère du cyberspace, le monde devient un vaste espace d'action diplomatique, objet d'interconnexions multiples et complexes, mais aussi de solidarités et de communion. Plusieurs causes engendrent des mobilisations transnationales que ce soit dans le domaine des droits de l'homme, dans celui de la protection de l'environnement, dans le domaine de la lutte contre les armes de destruction massive... Cependant, l'Etat demeure encore le centre des relations internationales (approche statocentré). Ces ouvertures « démocratiques » se font sous l'œil vigilant des autorités publiques qui n'hésiteront pas à brandir la menace de la censure ou de la sanction face aux « dépassements » et aux « dérives ».

En tout état de cause, la participation des acteurs non étatiques à la politique étrangère est un processus en branle. La tendance semble irréversible et prend l'aspect d'une loi sociologique universelle, compte tenu de l'extension progressive du cyberspace au champ de la diplomatie globale.

¹ La Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques a eu lieu du 30 novembre au 12 décembre 2015 au Bourget en France (COP 21). La COP 22 a eu lieu à Marrakech en novembre 2016.

Références :

- Baku Commitment to Youth Policies ;
- Charte internationale des droits de la jeunesse (résolution 2633) ;
- Déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes de la jeunesse 2019. »
- Déclaration universelle des droits de l'Homme ;
- La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant;
- La résolution 2250 (2015) proposée par la Jordanie et ratifiée par le Conseil de sécurité des Nations unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité, est appelée à la représentation sans précédent de la jeunesse à l'institutionnalisation de la paix et à la lutte contre l'extrémisme au niveau international. Elle détermine également la position des jeunes et des ONG en tant que partenaires principaux (et non une cible de programmes d'inclusion).
- La résolution 70/1 de l'Assemblée générale du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030 » ;
- Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà ;
- Programme d'action mondial pour la jeunesse adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies dans ses résolutions 50/81 du 14 décembre 1995 et 62/126 du 18 décembre 2007 ;

La participation politique des jeunes en Tunisie

Hanène TURKI

*Maître-assistante à l'Université de Tunis El Manar-
Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Tunis*

*« Lorsqu'un jour le peuple veut vivre,
Force est pour le destin, de répondre »¹.*

Depuis le déclenchement des événements de décembre 2010, les jeunes tunisiens ont joué un rôle primordial dans la lutte contre l'ancien régime², revendiquant un changement social et exprimant leur désir de jouer un rôle actif dans la sphère publique.

Ce changement a été concrétisé à travers des manifestations de rue et des révoltes généralisés à l'ensemble du pays. En réalité, les jeunes femmes et jeunes hommes étaient « le fer de lance de ces révolutions. Ces jeunes, à travers leur nouveau langage, leurs blogs, Facebook, twitter, les nouvelles technologies de communication, leur musique »³ ont provoqué le changement vécu en Tunisie.

La révolution tunisienne a connu une participation massive des jeunes protestant contre l'injustice sociale, la disparité régionale, le chômage, aspirant à un avenir meilleur. Dans ce contexte révolutionnaire, la Constitution tunisienne a considéré la jeunesse comme une force active dans la construction de la patrie. Il est du rôle de l'Etat d'assurer les conditions propices au développement des capacités de la jeunesse et à la mise en œuvre de ses potentialités, et encourager les jeunes à assurer leurs responsabilités et à élargir leur contribution au développement social, économique, culturel et politique⁴.

Il est de prime abord essentiel d'identifier les jeunes. En fait, l'identité de jeune varie d'une société à une autre, elle désigne généralement la population âgée entre 15 et 24 ans⁵, la jeunesse ne correspond pas à un âge biologique, mais plutôt à un âge social⁶. Effectivement, elle correspond plus généralement à une durée de vie qui se situe entre la fin de l'enfance et le passage à la vie adulte. Par ailleurs, la Charte africaine de la jeunesse étend cette

¹ Extrait du poème d'Abou El Kacem Chebbi, *La volonté de vivre*, 1933.

² L. CHOUIKHA, E. GOBE, "La force de la désobéissance: retour sur la chute du régime de Ben Ali", in *Revue Tiers Monde*, 2011/5, pp.219-226.

³ H. BEN MRAD, Le processus de transformation institutionnelle en Tunisie, In H. REDISSI, A. MAKNI, A. NOUIRA, T. BEN CHAABANE, (dir.), *La Tunisie en transition : des élections au dialogue national (2011-2014)*, Diwen Edition, 2016, p.30.

Voir : Ch. HMED, "Si le peuple un jour aspire à vivre, le destin se doit de répondre : Apprendre à devenir révolutionnaire en Tunisie", in *Les Temps Modernes*, 2011/3 (n° 664), pp. 4 à 20.

⁴ Article 8 de la Constitution Tunisienne.

⁵ Définition adoptée par la Résolution 36/28 de l'Assemblée générale de l'ONU de 1981.

⁶ A ce propos, S.- N. Eisenstadt affirmait que « la définition culturelle de l'âge est un important constituant de l'identité d'une personne, de la perception qu'elle a d'elle-même, de ses besoins psychologiques et de ses aspirations, de sa place dans la société, et du sens ultime de sa vie ». S. N., EISENSTADT, « Archetypal patterns of youth », In Erikson, E. H., (dir.), *The Challenge of Youth*, New York, Basic Books, 1963, p. 29-50.

catégorie d'âge à 37 ans¹. Les jeunes, à la lumière de la loi organique du 26 mai 2014 relative aux élections et référendum, sont définis comme le segment de la population âgée entre 18 et 35 ans². La loi électorale reflète la volonté du législateur tunisien à encourager la participation des jeunes dans les élections.

Il est à préciser que l'apport des jeunes était primordial depuis la révolution tunisienne. A cet égard, on peut dire que la participation active des jeunes est perçue comme une garantie pour la concrétisation du processus démocratique et contribue vivement à la vitalité de la démocratie.

La participation politique désigne «l'ensemble des moyens par lesquels un citoyen peut activement faire valoir sa prérogative à participer à l'exercice du pouvoir»³. Néanmoins, la participation politique est restée longtemps identifiée au seul taux de participation aux élections. Certes dans une démocratie représentative, l'élection constitue un moment particulier de la vie politique, où les citoyens sont appelés à choisir entre plusieurs après une période de campagne électorale⁴.

Mais de nouvelles formes de participation ont été consacrées en vue de garantir une participation accrue des citoyens en dehors des périodes électorales, et qui visent une meilleure présence des citoyens dans les circuits de la décision publique⁵. Le renforcement de la participation des citoyens et des citoyennes à la vie politique reste une condition fondamentale dans un régime démocratique.

La démocratie politique est définie classiquement comme le droit de chacun à choisir ceux qui vont gouverner⁶, mais la démocratie «ne peut plus s'envisager à travers la seule activité électorale, elle doit aussi bien assurer la participation de tous ceux qui sont concernés par les conséquences de l'action publique»⁷. Il est donc primordial d'impliquer les citoyens dans la prise de décision publique. Toutefois, la participation est souvent perçue comme étant "en contradiction avec la démocratie représentative et comme un véritable cheval de Troie menaçant les pouvoirs donnés aux élus"⁸. Au contraire, l'implication des citoyens dans les affaires publiques ne fait qu'enrichir la démocratie représentative.

¹ La Charte a été adoptée par la septième session ordinaire de la conférence tenue le 2 juillet 2006 à Banjul (GAMBIE).

² Article 25 de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative à l'organisation aux élections et aux référendums, (JORT, N°42 du 27 mai 2014, p.1313), telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017, (JORT, N°14 du 17 février 2017, p. 731) et la loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019 (JORT, N°70 du 30 août 2019, p. 2563).

Article 49 bis de la loi organique n° 2014-16 du 26 Mai 2014, relative à l'organisation aux élections et aux référendums, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017 et la loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019.

³ J. PITSEYS, " Démocratie et citoyenneté", *Dossiers du CRISP*, 2017/1 N° 88, p. 46.

⁴ P. BRECHON, La signification de l'abstention électorale [en ligne], 2010 , p.1.

Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00822289/document>

⁵ P. DURAN, F. TRUONG, " La participation politique : nouvelles dimensions, nouveaux problèmes", in *Idées économiques et sociales*, 2013/3 (N° 173), p. 4.

⁶ A. GOUJON, *Les démocraties: institutions, fonctionnement et défis*, Armand Colin, 2015, p.23

⁷ P. DURAN, F. TRUONG, op, cit, p. 5.

⁸ J. MORAND DEVILLER, P. BOURDON, F.POULET, *Droit administratif*, LGDJ, 2017, p.418.

Pourtant, le renforcement du processus de démocratisation a été appuyé par des mesures concrètes prises par le législateur tunisien visant la participation politique des jeunes¹ dans les instances décisionnelles. Incontestablement ce processus a été consolidé par l'engagement volontaire des jeunes dans la vie politique. Cependant, la voie institutionnelle demeure nécessaire pour garantir une participation effective des jeunes à la vie politique post-révolutionnaire. Il est donc essentiel de s'intéresser aux différentes modalités de participation des jeunes dans la vie politique.

La participation politique s'exerce aujourd'hui à travers différentes modalités d'expression : le vote, l'abstention, les manifestations, les blogs². Certes, la démocratie implique que le peuple participe à l'exercice du pouvoir. A cet effet, on relève que la participation politique des jeunes est garantie dans le processus électoral **(I)**. D'autant plus, cette démarche a été renforcée à travers la promotion de l'engagement des jeunes dans la vie politique **(II)**.

I. La participation des jeunes au processus électoral

Le processus électoral désigne les différentes étapes garantissant le bon déroulement des élections, qu'il s'agisse de la préparation des listes électorales, de l'organisation de la campagne électorale, de la tenue des bureaux de vote, des modalités de centralisation et de décompte des résultats, de l'encadrement des sondages d'opinion ou encore de l'observation des élections.

L'objectif de cette étude est de présenter le poids de la participation des jeunes dans le processus électoral, notamment durant les dernières élections législatives³, présidentielles⁴ et municipales⁵. Il est important de mesurer la participation des jeunes à travers le cycle électoral, précisément au moment du vote **(A)** et l'observation des élections **(B)**.

A- Le vote des jeunes

La participation politique constitue une valeur fondamentale, associée au concept de citoyenneté⁶, notamment à travers l'exercice du droit de vote. En effet, la voix de l'urne est au centre du système politique, elle est le socle qui légitime les pouvoirs en place.

¹ Voir : PNUD, *Améliorer la participation politique des jeunes à travers le cycle électoral*, janvier 2013.

² A. MUXEL, " L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique ? ", in *Pouvoirs*, 2007/1 n° 120, p. 48.

³ L'étude est basée sur les chiffres des élections législatives tunisiennes de 2019 qui ont lieu le [6 octobre 2019](#).

⁴ L'élection présidentielle tunisienne de 2019 a lieu de manière [anticipée](#) le 15 septembre 2019 en [Tunisie](#) et du 13 au 15 septembre à l'étranger pour le premier tour, et le 13 octobre 2019 pour le second tour.

⁵ Les *élections municipales* tunisiennes de 2018 ont lieu en *Tunisie* le 6 mai 2018.

⁶ Voir : S. LAGHMANI, Qu'est ce qu'être Tunisien ?, In *Mélanges en l'honneur de la Professeure Soukeina BOURAOU, La femme et son environnement, sa priorité...*, CPU, 2018, p.361-371.

Aux termes de l'article 3 de la Constitution tunisienne « le peuple est le titulaire de la souveraineté et la source des pouvoirs. Il les exerce à travers ses représentants élus ou par voie de référendum ». De même, la Déclaration Universelle des droits de l'Homme affirme que la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote¹. Ainsi, tous les citoyens ont le droit de participer pleinement à des élections honnêtes, crédibles, qui constituent l'expression libre de la volonté citoyenne. Toute personne a donc le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis².

L'exercice du droit de vote est garanti pour toute tunisienne ou tunisien, inscrit (e) au registre des électeurs, âgé (e) de dix-huit ans révolus le jour précédant celui du scrutin, jouissant de ses droits civils et politiques et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi électorale³. Certes, voter est un droit, «mais aussi un devoir engageant la conscience de l'individu nécessairement lié à l'intérêt général et à la destinée de la communauté»⁴. Cependant, le vote doit rester un acte libre, engageant la responsabilité d'un citoyen éclairé⁵.

A ce propos, la participation électorale des jeunes est certainement importante. Selon l'article 54 de la Constitution tunisienne « est électeur tout citoyen de nationalité tunisienne, âgé de dix-huit ans révolus et remplissant les conditions fixées par la loi électorale ». Il convient de souligner que l'abaissement à 18 ans de l'âge légal du vote a été consacré depuis la réforme constitutionnelle de 2009 de l'article 20 de la Constitution de 1959.

Il est à signaler que l'inscription des jeunes au registre des électeurs était importante. On relève que l'Instance Supérieure Indépendantes pour les Elections⁶ a inscrit fin mai 2019 910.000 personnes, dont 70% sont des jeunes âgés entre 18 et 35 ans, parmi lesquels 30% sont des étudiants ayant entre 18 et 25 ans.

Les résultats des élections de 2011 révèlent un taux d'abstention élevé chez les jeunes, ce qui les a rendu une cible prioritaire dans le discours des Politiciens se présentant aux élections de 2014. Il est à préciser que l'abstention est aussi un droit, elle est perçue comme

¹ Article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme

² Selon l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques « Tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 [c'est-à-dire basées sur : la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation] et sans restrictions déraisonnables : (a) De prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis ; (b) De voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs ; (c) d'accéder, dans des conditions générales d'égalité aux fonctions publiques de son pays».

³ Article 5 de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative à l'organisation aux élections et aux référendums, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017 et la loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019.

⁴ A. MUXEL, op, cit, p. 45.

⁵ Ibid, p. 46.

⁶ A partir d'ici ISIE.

une forme d'expression politique. L'abstention est considérée de façon négative, ou comme le signe d'un déficit démocratique¹, ceci est dû au manque de confiance à l'égard de la classe politique, mais on relève que les jeunes ont choisi d'autres formes d'expressions dans un contexte marqué par la liberté d'expression et de manifestation.

Par contre, les élections présidentielles de 2019 ont été marquées par une forte participation des jeunes. Les récentes statistiques nous informent que 90% des jeunes âgés entre 18-25 ans ont voté pour l'actuel Président, 83.8% des jeunes âgées de 26-44 ans ont aussi voté pour Kais SAID. Les chiffres annoncés montrent que 86.1% des électeurs ayant un niveau supérieur ont voté pour l'actuel Président de la République. Le poids de vote des jeunes durant ces dernières élections était déterminant. Ainsi, l'apport des jeunes était considérable tout au long du cycle électoral.

B. La participation à l'observation électorale

L'observation citoyenne représente une expression du droit de participer aux affaires publiques. L'observation impartiale des élections par des organisations citoyennes participent fortement à l'implication citoyenne dans la gestion des affaires publiques. Effectivement, «l'établissement d'un processus électoral ouvert à la supervision citoyenne reste essentiel car non seulement les citoyens ont droit à des élections authentiques, mais ils ont aussi le droit de savoir si le processus électoral a facilité la libre expression de la volonté des électeurs, et s'il a permis de refléter et de respecter de manière précise leur volonté »².

L'observation des élections permet de constater que le processus électoral s'est déroulé dans le respect du droit interne et des engagements internationaux. Elle constitue une des plus importantes garanties contribuant à la réalisation d'élections démocratiques, intègres et transparentes. En effet, la participation de la société civile et de la communauté internationale au processus électoral vise la création d'une atmosphère de sécurité et de crédibilité autour de l'opération électorale, la consolidation de la transparence du processus électoral et le renforcement de la confiance en ce processus³.

Conformément à l'article 4 de la loi du 26 mai 2014, relative aux élections et aux référendums⁴, les observateurs sont chargés de suivre le processus électoral et sa transparence. De ce fait, l'ISIE a pour mission d'accréditer les représentants des candidats

¹ A. MUXEL, op, cit, p. 46.

² Commission européenne pour la démocratie par le droit, *Déclaration des principes internationaux pour l'observation et la surveillance impartiales des élections par les organisations citoyennes et code de conduite à l'usage des citoyens observateurs et superviseurs impartiaux des élections*, Strasbourg, le 15 mai 2012.

³ Extrait du Code de conduite des observateurs nationaux et étrangers pour les élections et le referendum, Annexe à la décision n°2014-9 du 9 juin 2014, fixant les conditions et les procédures d'accréditation des journalistes nationaux et étrangers pour les élections et le référendum, telle que modifiée par la décision n° 2017-4 du 10 avril 2017.

⁴ Loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et aux référendums, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017 et la loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019.

dans les bureaux de vote, les observateurs, les hôtes, journalistes nationaux et étrangers pour le suivi des étapes du processus électoral¹.

L'ISIE a mis en place un Code de conduite relatif aux observateurs nationaux et étrangers qui comporte les différentes obligations incombant aux observateurs. Ces derniers sont tenus de s'abstenir de porter une tenue ou un sigle indiquant une quelconque appartenance politique, d'apporter un quelconque soutien à n'importe quel parti politique ou liste candidate ou candidats, de recevoir toute somme d'argent ou tout avantage matériel ou autre de la part des partis politiques ou des listes candidates ou des candidats ou de toute autre partie ayant un rapport avec les élections ou le référendum, d'éviter tout acte ou dire susceptible de porter atteinte au bon déroulement du processus électoral.

D'ailleurs, on relève la participation des jeunes pour représenter une liste candidate, un candidat, ou un parti qui intervient pour suivre le déroulement des opérations de vote, de dépouillement et de compilation des résultats, sous condition d'obtention d'une accréditation de la part de l'ISIE. Ces jeunes observateurs sont tenus de respecter le Code de conduite relatif aux listes candidates, candidats ou partis et à leurs représentants lors des élections et du référendum, établi par l'ISIE comportant les différentes obligations leur incombant².

Dans ce cadre, l'ISIE a formé les superviseurs des différentes composantes du processus électoral, et plusieurs jeunes ont été formés pour participer à l'observation du processus électoral.

On constate que ce processus d'engagement des jeunes à la vie politique a été renforcé à travers la présence des jeunes dans le Parlement et les conseils municipaux.

II. La promotion de l'engagement des jeunes en politique

La participation politique des jeunes se manifeste à travers leur présence dans les instances décisionnelles **(A)**. En outre, l'amélioration de la participation politique des jeunes dépend forcément de leur implication active dans les affaires publiques **(B)**. En revanche, l'exercice de la citoyenneté démocratique dépend étroitement de la reconnaissance des droits civils et politiques.

¹ Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-10 du 9 juin 2014 fixant les conditions et les procédures d'accréditation des journalistes nationaux et étrangers pour les élections et le référendum, telle que modifiée par la décision n° 2017-4 du 10 avril 2017.

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-29 du 13 septembre 2014 relative à l'accréditation des hôtes de l'Instance à l'occasion des élections et du référendum.

² Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n°2014-31 du 6 octobre 2014 fixant les conditions et les procédures d'accréditation des représentants des listes candidates, candidats et partis, telle que modifiée par la décision n° 2017-3 du 10 avril 2017.

A- La présence des jeunes dans les instances décisionnelles

Selon l'article 53 de la Constitution « la candidature à la députation à l'Assemblée des représentants du peuple est un droit reconnu à tout électeur de nationalité tunisienne depuis dix ans au moins, âgé d'au moins vingt-trois ans révolus, le jour de la présentation de sa candidature, et ne faisant l'objet d'aucune mesure d'interdiction prévue par la loi ».

Pour garantir la représentation des jeunes dans l'Assemblée des représentants du peuple, la loi électorale a imposé que chaque liste de candidats, notamment dans les circonscriptions électorales où le nombre de sièges est supérieur ou égal à quatre, doit obligatoirement comporter, parmi ses quatre premiers, un candidat jeune ne dépassant pas les 35 ans. En cas de non-respect de cette condition, la liste est privée de la moitié de la valeur globale de la subvention publique¹.

La loi électorale a prévu un ensemble de règles et mesures encourageant la participation des jeunes aux élections et garantissant leur représentation au sein des conseils municipaux conformément à l'article 133 de la Constitution. En effet, l'article 49 *bis* de la dite loi dispose que l'âge minimum de candidature aux élections municipales a été fixé à 18 ans révolus à la date de dépôt de la demande de candidature². De même, toute liste candidate aux élections municipales doit contenir au moins une personne âgée entre 18 et 35 ans parmi ses 3 premiers membres et dans chaque série de 6 candidats consécutifs et l'inobservation de cette condition entraîne le rejet de la candidature de la liste concernée³.

Dans le cadre des élections municipales de 2018, on constate que 52% de tous les candidats ont 35 ans ou moins, et 24% ont entre 36 et 45 ans.

Par ailleurs, la loi relative aux élections exige que les candidatures doivent être présentées sur la base du principe de parité entre femmes et hommes⁴ et de la règle d'alternance entre eux sur la liste. Ainsi, toute liste méconnaissant ce principe est rejetée, sauf en cas de contrainte imposée par un nombre impair de sièges à pourvoir dans quelques circonscriptions⁵. Le renforcement de la représentation des femmes dans les Assemblées et les conseils élus est consacré dans la Constitution Tunisienne de 2014. Ainsi, conformément à l'alinéa 2 de l'article 34 de la Constitution « l'Etat veille à garantir la représentativité de

¹ Article 25 de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative à l'organisation des élections présidentielles, des élections législatives, des élections municipales et régionales et du référendum, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017 et la loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019.

² Article 49 *bis* de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative à l'organisation des élections présidentielles, des élections législatives, des élections municipales et régionales et du référendum, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017 et loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019.

³ Art. 49 *decies* de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative à l'organisation des élections présidentielles, des élections législatives, des élections municipales et régionales et du référendum, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017 et loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019.

⁴ La parité est un principe constitutionnel d'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et fonction électives.

⁵ Article 24 de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative à l'organisation des élections présidentielles, des élections législatives, des élections municipales et régionales et du référendum, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017 et loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019.

la femme dans les assemblées élues ». L'article 46 de la Constitution ajoute que « l'Etat s'emploie à consacrer la parité entre la femme et l'homme dans les assemblées élues ».

Certes, la législation électorale a prévu des mesures qui permettent d'augmenter les chances d'accès des femmes aux fonctions de conseillers municipaux et d'assurer une certaine parité dans la composition des conseils municipaux¹. A cet effet, les listes candidates doivent respecter les principes de la parité verticale et horizontale. Selon l'article 26 de la décision de l'ISIE n° 2017-10 du 20 juillet 2017, relative aux règles et procédures de candidature aux élections municipales et régionales : « Lorsque des listes partisans ou de coalition ne respectent pas le principe de parité au niveau des têtes de listes et ne procèdent pas à la régularisation, l'Instance détermine les listes annulées en se basant sur l'antériorité du dépôt des candidatures. Pour ce faire, l'Instance doit tenir compte de la date et de l'heure du dépôt de la demande de candidature ou de sa mise à jour effectuée au cours de la période de présentation des demandes de candidature conformément à ce qui a été mentionné dans le registre des candidatures ».

Il convient de préciser que durant les élections municipales, la parité verticale a été presque respectée par l'ensemble des listes candidates, avec 50,7% d'hommes et 49,3% de femmes. Toutefois, on relève qu'au niveau des têtes de listes environ 30,3% de listes ont été dirigées par des femmes et 69,7% par des hommes. Le déséquilibre constaté provient des listes indépendantes qui comptent 3,5% de femmes tête de listes contre 49,5% pour les listes de partis et 48,4% pour les listes de coalitions². Dans l'ensemble, 37% des élus sont des jeunes et 47% sont des femmes.

La loi électorale a favorisé la participation des personnes porteuses d'un handicap à participer aux élections en tant que candidat, les listes candidates doivent inclure parmi les 10 premiers membres de la liste une personne porteuse d'un handicap physique et disposant d'une carte de handicap délivrée par les autorités tunisiennes³. Les listes candidates qui ne remplissent pas ces conditions sont admises à participer aux élections, mais ne peuvent pas prétendre à la subvention publique forfaitaire au titre de remboursement de dépenses électorales. Suite à cette disposition, 18 candidats porteurs d'un handicap, dont 5 femmes et 13 hommes, étaient à la tête d'une liste candidate⁴.

¹Article 49 *nonies* la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative à l'organisation des élections présidentielles, des élections législatives, des élections municipales et régionales et du référendum, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017 et loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019.

² Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux, Élections en Tunisie : Élections municipales de 2018 Questions fréquemment posées, 23 avril 2018, p.8.

³ Article 49 *undecies* de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative à l'organisation des élections présidentielles, des élections législatives, des élections municipales et régionales et du référendum, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2017-7 du 14 février 2017 et loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019.

⁴ Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux, Élections en Tunisie : Élections municipales de 2018 Questions fréquemment posées, 23 avril 2018, p. 9.

Cependant, la promotion de l'engagement des jeunes dans la vie politique exige la mise en place d'une stratégie qui mettra en place les moyens nécessaires à faire des jeunes tunisiens des citoyens engagés, disposant des moyens nécessaires pour devenir des citoyens et citoyennes à part entière et vivre de manière épanouie et responsable¹.

B- La mobilisation active des jeunes

Dans le contexte tunisien, la mobilisation active des jeunes peut être considérée comme un engagement en vue de réaliser les objectifs de la Révolution. Certes après la révolution, les jeunes ont adhéré à plusieurs manifestations marquant leur engagement dans la vie politique.

A cet égard, la participation politique est considérée comme un pilier de la citoyenneté active qui est entendu comme « une combinaison d'attitudes spécifiques et des accords institutionnels qui doivent être mis en place pour permettre aux individus d'exercer leur participation »². Une société citoyenne devrait donc favoriser la participation des citoyens dans les affaires publiques. Selon Ph. ARDANT, le citoyen est celui qui est appelé à participer aux affaires de la cité³.

L'exercice de la citoyenneté⁴ est basé sur la reconnaissance des droits et libertés fondamentaux. La nouvelle Constitution qualifié de « Constitution des droits et libertés »⁵ a garanti plusieurs droits et libertés, notamment la liberté d'expression⁶ et de manifestation⁷.

Certes, l'engagement politique des citoyens est sensible au contexte politique et à l'arsenal juridique de protection des droits et libertés. Il est, à cet effet, primordial de mettre en place les instruments juridiques garantissant l'exercice des différents droits et libertés.

D'autre part, la participation des jeunes dans la société civile, pourrait être considéré comme un engagement au service du bien commun et favorisant une plus grande inclusion sociale, en particulier au niveau local⁸ et parmi les jeunes défavorisés, qui sont actuellement les moins engagés⁹. L'enjeu est donc de surmonter les obstacles à l'inclusion des jeunes. Plusieurs facteurs font obstacle à l'engagement des jeunes dans la vie politique, notamment le faible niveau de connaissances politiques, le profond écart entre l'ancienne génération qui

¹ OCDE, *Pour un meilleur engagement de la jeunesse dans la vie publique en Tunisie*, Septembre 2017.

² Forum Européen de la Jeunesse. «Position sur l'apprentissage pour la Citoyenneté Active.» Adopté en Conseil des Membres, Bruxelles 26-27 avril 2002..

³ Ph. ARDANT, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, LGDJ, 2000, p.150.

⁴ La citoyenneté est le statut juridique, politique et social permettant à un individu d'être reconnu comme membre d'une communauté politique et de participer à la vie politique de celle-ci, J. PITSEYS, *Démocratie et citoyenneté*, *Dossiers du CRISP*, 2017/1 (N° 88), p.11.

⁵ V. Chapitre 2 de la Constitution : Des droits et libertés.

⁶ Article 31 de la Constitution.

⁷ Article 37 de la Constitution.

⁸ A ce titre, le Code des collectivités locales a favorisé la participation des citoyens dans la prise de décision.

⁹ Banque mondiale, *Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes*, 2014, p.19.

domine la prise de décision et les jeunes qui se sentent exclus¹. Toutefois, les jeunes ont aussi trouvé leur moyen d'expression à travers les réseaux sociaux.

L'enracinement de la culture démocratique nécessite la diffusion de la culture juridique et démocratique. A cet effet, il convient de préciser que la société civile et les partis politiques peuvent jouer un rôle déterminant dans la formation politique des jeunes. D'autant plus, « l'éducation à la citoyenneté est, elle aussi, un enjeu fondamental. Elle repose d'abord sur l'école, qui se doit de procéder à une évaluation approfondie des réformes de ces dernières années en matière d'éducation morale et civique »². Les réformes envisagées devraient contribuer au développement du « savoir-être citoyen » en vue de permettre aux jeunes d'être un véritable acteur de la démocratie.

« La jeunesse se présente comme le double vivant, la réplique des nations en construction. Elle est à la fois le présent et la promesse d'un futur de maturité et de réussite. Elle porte le possible et le souhaitable »³. Il convient, cependant, de s'engager pour préparer un avenir meilleur pour les futures générations en leur garantissant les valeurs fondamentales de la démocratie.

¹ Banque mondiale, *Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes*, 2014, p.18 et s.

² CE, *La citoyenneté : Etre citoyen aujourd'hui*, La documentation française, 2018, garantissant p.16.

³ M.DIOUF, R. Collignon, " Les jeunes du Sud et le temps du monde : identités, conflits et adaptations ", *Autrepart*, 2001/2 (n° 18), p. 7.

L'action des Organisations internationales en faveur de l'intégration des jeunes en politique

Ali Kairouani

Professeur de l'enseignement supérieur

Assistant, Université Mohammed V - Rabat

« *La jeunesse ressent un vif besoin d'admiration.[...] comme elle se dévoue aux grandes choses* ».

Honoré de Balzac ; Z. Marcas (1840)

L'ancien secrétaire général des Nations Unies dans un discours à l'occasion de la journée mondiale de la jeunesse déclarait que « *cette année marque le soixante-dixième anniversaire de la Charte des Nations Unies et le vingtième anniversaire du Programme d'action mondial pour la jeunesse. Pour aider les jeunes, qui n'ont jamais été aussi nombreux, à atteindre les buts qu'ils se sont fixés, mon Envoyé pour la jeunesse s'emploie à les mobiliser car, comme il le dit lui-même, l'engagement de la jeunesse peut faire en sorte que ce monde que nous voulons soit le monde que nous méritons. Aidons les jeunes à bâtir un avenir qui fasse en sorte de protéger notre planète et permette à tous les peuples de vivre dans la dignité* »¹. Cette déclaration laisse entrevoir les espoirs que placent les Nations Unies dans la jeunesse à l'heure actuelle. Toutefois, la population jeune demeure difficilement identifiable au sein de la société internationale. D'un côté, la catégorie des jeunes ne trouve pas de définition exacte et peut varier d'un pays à un autre ou d'une région à une autre. Au sein des Nations Unies, il s'agit de la tranche d'âge entre 15 et 24 ans mais cet âge peut se chevaucher avec celui des enfants tel que cela figure dans certains textes du système onusien à l'instar de la Convention des Nations Unies des droits de l'enfant de 1989. D'un autre côté, les jeunes représentent une richesse considérable pour tout pays qui souhaite se développer. Désormais, toutes les stratégies internationales érigent l'intégration de la jeunesse en politique comme un défi crucial. L'établissement de l'Etat de droit et de la démocratie passe obligatoirement à l'échelle internationale par une intégration de la jeunesse dans la vie politique et cela pour deux raisons. D'un point de vue, la démocratie ne peut plus être l'apanage d'une génération au détriment d'une autre mais exige d'englober les jeunes générations présentes et futures. D'un autre point de vue, les Organisations internationales font de l'intégration des jeunes en politique une priorité de leurs actions internationales. Ces institutions internationales soumises au principe de spécialité au sein de l'ordre juridique international s'intéressent à la relation des jeunes avec la politique qu'elles soient universelles ou régionales et quel que soit leur but. Tous ces éléments convergent vers la mise en place d'une stratégie par les Organisations internationales en vue de l'intégration politique des jeunes à l'échelle mondiale. Cet objectif nécessite une connaissance poussée des divers milieux socio-culturels qui composent les Etats membres de la Communauté internationale dans le respect des spécificités locales de chaque Etat afin de contribuer au succès de cette vision internationale. L'initiative de ces institutions internationales se

¹ Extrait du discours du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la journée mondiale de la jeunesse de 2015.

pour l'inclusion des jeunes en politique et peut revêtir une caractéristique participative d'après une approche transversale des différents agendas de ces organisations. L'Union africaine Organisation régionale panafricaine auquel le Maroc a été réintégré le 30 janvier 2017 quant à elle considère que la catégorie des jeunes est comprise entre 15 et 35 ans, la mise en avant du concept de « l'autonomisation des jeunes » socio-économique par l'accès des jeunes aux postes de responsabilités¹. Il faut souligner l'aspect graduel de la vision africaine de l'inclusion de la jeunesse dans la vie politique ainsi que l'action de cette Organisation régionale est située à un niveau supra-étatique pour l'inclusion des jeunes en politique². L'OCDE a conclu le 25 juin 2019 avec le Maroc un protocole relatif au renouvellement du Programme pays-Maroc, une collaboration prévue pour trois ans visant à soutenir le plan de réforme ambitieux du Maroc³. C'est dans ce sens que l'action de cette Organisation en faveur des jeunes semble intéressante. Cette Organisation considère les jeunes comme la population âgée de 15 à 29 ans et suggère une planification opérationnelle et progressive de l'inclusion des jeunes dans la vie publique, volet social, volet économique, volet politique⁴. La prise en considération de l'intersectionnalité à travers les jeunes-femmes pour éviter la double discrimination⁵. Ce constat renvoie à la nécessité de *l'affirmative action* comme un reflet de l'évolution du principe d'égalité ainsi que du principe de non-discrimination tel que cela ressort des travaux de Ronald Dworkin⁶. L'évolution normative des droits de l'Homme est constante particulièrement, à travers l'apparition de nouveaux concepts tels que la discrimination positive et l'égalité des chances qui se substituent ou complètent le principe classique d'égalité. Il s'agit d'une approche située à un niveau étatique et infra-étatique pour l'inclusion des jeunes en politique. Cette méthode adoptée cherche à inclure les jeunes quel que soit leur niveau éducatif, leur milieu social, leur emplacement sur l'ensemble du territoire étant donné que les territoires sont hétérogènes. Les disparités territoriales au sein du Maroc par exemple représentent le principal défi pour l'intégration des jeunes en politique. De là, l'intérêt d'une telle démarche visant à réduire les écarts territoriaux et imaginant l'inclusion à partir des territoires dans une subsidiarité logique et cohérente.

B- Les moyens des Organisations internationales pour l'inclusion des jeunes en politique

Les moyens employés par les différentes Organisations internationales présentées précédemment sont étroitement liés à la nature politique et juridique de ces Organisations, leur compétence qu'elle soit universelle ou régionale ainsi que les missions qu'elles poursuivent. La diversité des techniques déployées s'expliquent en partie par la démarche spécifique de chaque Organisation internationale en rapport avec son agenda normatif. Les Nations Unies combinent entre le renvoi aux bonnes pratiques mais également aux autres moyens nécessaires pour établir une inclusion des jeunes en politique. La priorité numéro 4 dans la stratégie 2030 des Nations Unies pour la jeunesse passe par la promotion des droits

¹ Décennie africaine de la jeunesse 2009-2018, « Plan d'action de l'Union africaine », pp 2-9.

² Guide de l'Union africaine 2016, p 211.

³ <https://www.oecd.org/fr/sites/mena/economies/maroc/>. Le 2/01/2020.

⁴ Programme MENA-OCDE, « Les jeunes dans la vie publique : vers un engagement ouvert et inclusif de la jeunesse au Maroc », Document de travail, septembre 2017, p 4.

⁵ Juliette ROUX, « L'égalité entre toutes les femmes et les hommes, la mutation du droit vers la protection contre les discriminations multiples et intersectionnelles », *Revue des droits de l'Homme*, n°7, 2015, Varia, <https://journals.openedition.org/revdh/1116?lang=en>.

⁶ Ronald DWORKIN, *L'empire du droit*, PUF, Paris 1994, p 416.

fondamentaux des jeunes notamment les droits civils et politiques. La participation à la vie publique et politique est une priorité et la priorité n°5 consolidation de la paix et de la résilience, aider les jeunes à s'impliquer dans la paix, la sécurité et de l'action humanitaire¹. Il semble certain que l'inclusion des jeunes en politique à savoir la priorité n°4 des Nations Unies se trouve en parfaite corrélation avec la priorité n°5 qui est celle de consolider la paix. La stabilité des Etats passe indéniablement pour les Nations Unies par l'intégration des jeunes en politique en garantissant une représentativité et une participation active de cette tranche de l'humanité. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales étant l'une des principales missions dévolues aux Nations Unies à travers la Charte des Nations Unies dans son préambule et dans son article 1. A cet égard, l'intégration des jeunes en politiques devient un but permettant de réaliser la stabilité des Etats et concourir à la paix. Le droit international qui reste le principal instrument pour mener cette politique internationale paraît comme un moyen incontournable. D'autant plus que ce droit vise à contribuer au développement et à la cohésion de la Communauté internationale dans un monde subissant des crises systémiques et en proie aux guerres asymétriques le plus souvent intra étatiques. « Ainsi l'œuvre juridique d'apaisement que s'assigne le droit international irait dans le sens de contrôle de la violence propre aux politiques internes des Etats (les guerres civiles étant plus nombreuses que les guerres interétatiques) »². Dans ce sens le programme des Nations Unies pour le développement a élaboré un programme qui vise à l'amélioration de la participation des jeunes en politique à travers tout le cycle électoral. L'âge minimum pour voter et l'âge minimum pour se présenter, l'intégration des quotas des jeunes et des femmes, le rabaissement de l'âge d'éligibilité de 30 à 25 ans. Sans oublier également la nécessité de l'examen des bonnes pratiques et des stratégies qui vont dans ce sens³. L'Union africaine dispose d'une démarche combinée ayant comme support les instruments juridiques et pour processeur les indicateurs ainsi que le financement. L'agenda 2063 de l'Union africaine place la jeunesse au centre des préoccupations de l'organisation panafricaine et consacre une bonne partie des réformes à l'intégration de la jeunesse dans la construction d'un avenir africain commun⁴. Les moyens utilisés par l'OCDE sont exclusivement basés sur des recommandations se référant aux bonnes pratiques des pays membres de l'OCDE autrement dit un renvoi à la modélisation ou à la circulation des modèles normatifs⁵. La circulation des normes devient dès lors un outil d'effectivité juridique y compris pour l'effectivité de l'intégration de la jeunesse dans la vie publique. Cette démarche s'inscrit en opposition par rapport à l'approche structurelle du droit et rappelle davantage la vision fonctionnaliste du droit qui tend vers la conception du droit comme un réseau et non comme une pyramide⁶. Cette technique est très répandue à l'heure actuelle en raison des différents besoins et de l'émergence de la concurrence des normativités ou de l'apparition des standards mondiaux. Dans cette circulation il peut être fait référence à la variété des techniques juridiques soit à travers, l'inclusion de clause

¹ Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse, « Jeunesse 2030, travailler avec et pour les jeunes », pp 13-14.

² Agnès LEJBOWICZ, « Le droit international et la guerre aujourd'hui », *Archives de philosophie*, 2000, n°63, p 423.

³ Guide de bonne pratique du PNUD, « Améliorer la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral », janvier 2013, p 38.

⁴ Agenda 2063 de l'Union africaine, « Aspiration numéro 6 », avril 2015, pp 9-10.

⁵ Charlotte GIRARD, *La lutte contre le terrorisme : l'hypothèse de la circulation des normes*, Bruylant, Bruxelles 2011, p 340.

⁶ François OST, Michel VAN DE KERCHOVE, *De la pyramide au réseau pour une nouvelle dialectique du droit*, Facultés universitaires de Saint-louis, Bruxelles 2010, p 598.

conventionnel d'harmonisation ou bien la mise en avant de la normalisation qui ne se base pas sur la volonté des Etats mais se situe sur le plan de la diffusion des bonnes pratiques à l'échelle global. Cette tendance s'inscrit dans la tendance du droit global ou de la globalisation du droit par l'émergence de certains standards constitutionnels mondiaux¹. Toutefois, cette approche ne devrait pas ignorer les spécificités locales et culturelles de chaque pays afin de pouvoir inclure toutes les catégories de la jeunesse au Maroc et en Afrique. Le fait est que les jeunes ne sont pas tous issus des mêmes milieux sociaux et culturels ce qui rend difficile une inclusion générale des jeunes. Cela nécessite une adaptation des politiques inclusions aux besoins spécifiques de chaque jeune selon son environnement socio-culturel pour permettre éviter une inclusion parcellaire.

II. L'encadrement juridique de la participation des jeunes en politique

Le droit de la participation des jeunes en politique trouve son fondement dans plusieurs normes juridiques internationales. La normativité de la participation des jeunes en politique possède une double nature juridique. D'une part, ce droit est réglementé par le droit international dur *via* les conventions internationales ou les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. D'autre part, ce droit est régulé par le droit international souple à travers les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies ou les recommandations de l'OCDE².

A. Une réglementation *Hard Law* du droit de participation des jeunes

La réglementation *Hard Law* du droit de participation des jeunes en politiques se décline de deux manières soit par le biais des conventions internationales soit à travers les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le caractère obligatoire de ces normes qu'elles soient d'une nature multilatérale pour la première ou d'une nature unilatérale pour la seconde constitue une garantie supplémentaire de l'applicabilité de ce droit. Le Maroc étant membre de l'Union africaine et ayant commencé à ratifier certains instruments conventionnels panafricains est visé directement et indirectement par la Charte africaine de la jeunesse étant donné la priorité de cette question dans les politiques publiques au Maroc. La Charte africaine de la jeunesse représente un texte inédit à côté de la Convention *Iberoraméricaine* de la jeunesse. La Charte africaine de la jeunesse consacre dans son article 11 du droit de participation des jeunes en politique qui se décline juridiquement de deux façons essentielles. *Primo*, la liberté de participer qui appartient exclusivement aux jeunes, *secundo*, l'engagement des Etats à assurer ce droit participation par la garantie de la représentativité des jeunes, garantir l'égalité entre les jeunes hommes et jeunes femmes pour accéder aux postes politiques, la mise en œuvre des politiques publiques favorables à la jeunesse. L'instrumentalisation conventionnelle de ce droit permet de l'insérer dans le cadre du multilatéralisme efficient en permettant de coordonner les ordres juridiques des Etats panafricains sur une même ligne de conduite. En effet, cette convention permet de stabiliser également ce droit en reposant sur une démarche collective de la part des Etats.

¹ Mathieu DISANT, Gregory LEWKOWIC, *Les standards constitutionnels mondiaux*, Bruylant, Bruxelles 2018, p 473.

² Dinah SHELTON, « Normative hierarchy in international law », *American journal of international law*, 1/04/2013, n°100, pp 291-323.

Cette coopération internationale des Etats sur le plan de ces sujets permet d'une manière ou d'une autre de consacrer un droit au sein de plusieurs Etats africains simultanément ce qui érige le droit de participation des jeunes en politique comme un objectif commun de la Communauté panafricaine amorcé par l'organisation panafricaine. Pour ce qui est des actes unilatéraux des Organisations internationales, ils représentent au côté des traités conclus sous l'égide de ces dernières un autre instrument normatif dur pour la réglementation du droit de participation des jeunes en politique. La principale source demeure les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies qui dispose d'un caractère obligatoire depuis la jurisprudence de la CIJ de 1972. La résolution du Conseil de sécurité 2250 adoptée en 2015 comprend un aspect normatif participatif ou ce qu'on peut appeler autrement dit par le droit de participation des jeunes en politique, à travers la mise en place d'un mécanisme d'association des jeunes aux prises de décision. A cet effet, le Conseil de sécurité dans cette résolution : « *exhorte* les États Membres à examiner les moyens d'accroître la représentation inclusive des jeunes à tous les niveaux dans les instances de décision des institutions et dispositifs locaux, nationaux, régionaux et internationaux de prévention, et de règlement des conflits, y compris ceux qui luttent contre l'extrémisme violent, qui peut faire le lit du terrorisme et à envisager s'il y a lieu de mettre en place des mécanismes internes associant véritablement les jeunes aux processus de paix et au règlement des différends » ; et un droit à l'accompagnement des jeunes par l'Etat parce qu'il « *demande instamment* aux États Membres d'agir, s'il y a lieu, en faveur d'une éducation pour la paix de qualité, qui donne aux jeunes les moyens de participer de façon constructive à la vie de la société civile et aux activités politiques inclusives »¹.

La résolution 2419 du 6 juin 2018 vient rappeler également le contenu de la résolution 2250 cité précédemment et le rôle que peuvent jouer les jeunes dans la mise en œuvre d'une politique de la paix à l'échelle globale². Cette résolution évoque la participation pleine égale et entière des jeunes aux prises de décisions. *De facto*, l'absence de droit de participation des jeunes reste étroitement liée pour les Nations Unies à la réalisation de la paix. Dès lors, la participation politique des jeunes est érigée comme un des gages de stabilité et un objectif commun au sein des Etats membres de la Communauté internationale. On peut se poser la question de savoir si le droit de participation des jeunes en politiques ne constitue pas désormais un standard international de façon à ce qu'il puisse avoir des effets à géométrie variable car « il renvoie tantôt à une norme incontestée de droit international, tantôt à des principes n'ayant pas un seuil de normativité suffisant pour répondre à la définition de norme » [...] de façon spécifique la définition de standard renvoie à une norme impliquant l'idée d'un niveau à atteindre ou d'un modèle auquel il faut se conformer et par rapport auquel l'évaluation d'une situation ou d'un comportement doit être opérée³. La standardisation de ce droit n'est que l'un des reflets de la dynamique du système juridique international qui instaure des droits ouverts. Dès lors, l'évolutionnisme substantiel de ce principe n'est que le reflet de sa nature juridique dynamique et transcendante. A cet effet, une partie de la doctrine pense qu'une forme de codification du droit des jeunes pour éviter

¹ La résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2015/935 n°2250 adopté le 9 décembre 2015.

² La résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, S/RES/2419 n° 2419 adopté le du 6 juin 2018.

³Jean SALMON, *Dictionnaire de droit international public*, Bruylant, Bruxelles 2001, p 1049.

l'émiettement normatif de ce dernier ainsi que sa stabilisation en établissant une convention internationale du droit des jeunes rendrait plus efficace les droits en question¹.

B- Une régulation *Soft Law* du droit de participation des jeunes

La régulation *Soft law* du droit de participation des jeunes se manifeste de trois façons. Primo, Il peut s'agir de résolutions n'ayant pas un caractère obligatoire entre autres celles de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette forme de normes a déjà fait l'objet d'une réflexion approfondie par la doctrine car elle pouvait constituer un danger sur la normativité du droit international et conduire à sa dilution². Ce constat semble absurde mais c'est ce qui dégage de la pratique juridique récente particulièrement en relation avec le droit international des droits de l'Homme et des droits fondamentaux³. Ce type de normes peut s'expliquer par la tendance actuelle en droit international à la mise en avant des règles souples au détriment des règles dures qui peuvent avoir moins d'effets juridiques internes. Cette prépondérance du droit international souple réside dans la liberté normative laissée aux Etats dans la reprise ou non des principes souvent énoncés. La souplesse de l'encadrement juridique du droit de participation des jeunes en politiques se décline de plusieurs manières au sein de l'ordre juridique international. Les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies possède un caractère déclaratoire et incitatif en vue de la consécration du droit de participation des jeunes à cet effet de multiples résolutions ont été adoptées dans ce sens à l'instar de la résolution 64/ 134, la résolution 2037 et la résolution 34/151. Parfois certaines Organisations telle que l'UNESCO ont participé à la publication de manuel au profit des jeunes pour l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme ce qui fut le cas du Maroc également en 2015. L'édition en 2015 d'un manuel de l'UNESCO à l'intention du Maroc s'intitulant l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme dénote parfaitement l'aspect pédagogique et incitatif de cette perspective. Cette réglementation souple se situe sur le plan pédagogique car l'explication et la simplification permettent de mieux intéresser les jeunes à la politique. Cette vision crée un effet d'entraînement de la jeunesse vis-à-vis de la politique par l'intéressement de ces derniers à des sujets généralement rébarbatifs et loin parfois de leurs centres d'intérêts. Le PNUD a quant à lui publié un guide de bonnes pratiques proposant une évaluation des cadres juridiques dans le but de vérifier s'ils sont favorables à la participation des jeunes au cycle électoral. Cela démontre la volonté sous-jacente de créer une concurrence entre les cadres juridiques afin de promouvoir les espaces normatifs les plus favorables à la participation des jeunes en politique. Ce qui consacre l'approche comparatiste dans le cadre de la diffusion du droit de participation des jeunes à l'échelle internationale tout en favorisant la circulation des modèles juridiques. *Tertio*, les recommandations de l'OCDE dispose également d'un caractère incitatif et technique qui vise à offrir aux jeunes les garanties d'une plus grande participation à la vie publique dans le cadre d'un gouvernement ouvert. L'accroissement de

¹ Nisha TIELEMAN, « Vers une convention internationale du droit des jeunes », *Journal du droit des jeunes*, 2011, pp 12-14.

² Prosper WEIL, « Vers une normativité normative en droit international », *Revue générale de droit international public*, Vol 86, 1982, p 5. René-Jean DUPUY, « Droit déclaratoire et droit programmatore : de la coutume sauvage à la « *soft law* » », Colloque Toulouse, *L'élaboration du droit international public*, SFDI, Pedone, 1975, p 132.

³ Mihaela ALINCAI, « La *Soft law* est-elle un avenir des droits fondamentaux ? », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2017, chron n°20. <http://www.revuedlf.com/droit-fondamentaux/la-soft-law-est-elle-lavenir-des-droits-fondamentaux/>, le 04/01/2020.

la sensibilisation de la jeunesse à la participation en politique à travers le vote et la présentation de candidature aux élections. L'élaboration de politiques publiques visant l'inclusion des jeunes dans la vie publique. Relevé le double défi des jeunes femmes au Maroc qui subissent une double discrimination, exemple du Portugal¹. La nuance entre ces trois approches réside dans le caractère général et impersonnel de la première et de la seconde et du caractère précis et opérationnel de la troisième. Les deux techniques de régulation molle du droit de participation des jeunes en politique convergent pour la réalisation d'une meilleure participation des jeunes en politique au Maroc ou ailleurs. Néanmoins, la volonté de l'Etat reste un facteur déterminant au côté de la stratégie qui sera mise en œuvre à l'échelle nationale pour l'internalisation de ces normes au sein de son ordre juridique.

Conclusion :

Le rôle des Organisations internationales semble très décisif et déterminant dans la consécration et la concrétisation de la participation des jeunes dans la vie publique. Cette participation est la clé qui permet aux jeunes de contribuer à l'essor et à la transformation des sociétés contemporaines. La force, la vivacité et la vitalité de la jeunesse sont des atouts considérables que les Organisations internationales à l'instar des Nations Unies, de l'Union africaine et de l'Organisation de la coopération et de développement économique tentent de mettre à profit pour un développement inclusif des Etats. Les objectifs tracés par les Organisations internationales et les moyens mis en œuvre malgré leur diversité et leur richesse convergent vers une intégration progressive des jeunes en politique quel que soit leur âge ou leur genre. Cette action est soutenue par un réseau normatif élaboré pour accompagner les programmes et stratégies en faveur de la jeunesse à l'échelle mondiale. Le Maroc un des Etats bénéficiaires de ces différents programmes est directement visé par cette dynamique institutionnelle et normative. La normativisation (*Hard Law*) et la normalisation (*Soft Law*) de la participation des jeunes en politique par les Organisations internationales représentent les principales caractéristiques de sa cinétique normative internationale. Ce processus normatif en cours possède une double explication. D'un côté, garantir l'intégration la plus large possible des jeunes dans la vie politique à l'échelle internationale. D'un autre côté, laisser aux Etats une marge de manœuvre pour pouvoir adapter cette inclusion des jeunes aux spécificités socio-culturelles de ces derniers. *Volens nolens*, cette quête fortement ambitieuse des Organisations internationales ne saura aboutir sans un effort multilatéral de l'ensemble de la Communauté internationale. L'Etat-nation à l'image du Maroc reste le lieu où ces droits en faveur de la jeunesse seront implémentés pour permettre un développement durable dans le respect des objectifs du développement durable établis par les Nations Unies.

¹ Programme MENA-OCDE pour la gouvernance, « les jeunes dans la vie publique : vers un engagement ouvert et inclusif de la jeunesse au Maroc », septembre 2017, pp 15-19.

Youth and politics in Morocco

Mohammed Taoufiq Gazouli

Associate professor / school of law / University Mohammed V - Rabat

Researcher and analyst in international relations and Conflicts

Introduction : Engaging youth in Moroccan politics

It is important and even vital for youth to take part in any public policy choices or decision – making. In this respect, for the last decade or so an ongoing debate aims at encouraging young Moroccans to become more involved in Morocco’s political life. Such argument is due to three main factors:

- the persistence of low turnout,
- the need to vote,
- the need for political parties to speak the language of young people.

Youth should be given the opportunity to voice their opinions in order to consolidate the willingness showed by the King Mohammed VI, following the 2011 amendment of the Moroccan constitution. Ever since the constitution has known a number of vital amendments in terms of Democracy and Human Rights, In addition to Gender, youngsters all over the country, and particularly within Universities, kept raising various issues such as their concerns about not knowing who to vote for about low female-representation.

In order to fully understand the main events of the modern political life and the nature of the Moroccan regime and finally why youth should become an integral part for any decision- making, it is worth mentioning different phases of modern political life , and explaining to what extent democracy in Morocco has known a setback as from 2011, the year where the king of Morocco has taken the initiative to introduce new laws and vital amendments in order to create an objective and proper atmosphere for a real democracy, which will open doors widely to youth to be part of it .

1.The Political system of The Kingdom of Morocco

According. the 1962 Constitution Morocco is a constitutional monarchy, it was equally mentioned in the other constitutions of the following years :1970, 1972, 1992, 1996 and 2011. As to the latest amended constitution of 2011, paragraph one states the following: “Morocco is a constitutional, democratic, parliamentary and social monarchy. The constitutional system of the kingdom is based on the separation, balance and collaboration of powers, as well as citizenship and participatory democracy and the principles of good governance and the correlation between responsibility and accountability”.

The King has the highest authority of the Kingdom being both the Commander of the Faithful, and highest commander of the Royal Moroccan Armed Forces. The king has other powers such as choosing the head of government from the political party, which wins the general elections, removal of ministries and termination of the parliament and government, if necessary. The king also heads the Supreme Council of the Judiciary.

The Parliament of Morocco is the bicameral legislature. It is formed of two parliamentary chambers: the House of Representatives and the House of Councilors. The House of Representatives is formed of 395 members, who are elected directly for a five-year term, while the House of Councilors has not less than 90 and not more than 120 members.

They are elected indirectly for a six-year term. The Parliament is composed of territorial groups, municipality councils, professional chambers and elected representatives.

2-The years of lead and the Arab Spring

Although all Moroccan constitutions have mentioned that Morocco is a constitutional monarchy ; in fact ever since Morocco got its independence Democracy and Human rights were both at stake and rarely implemented, until 2011, when youngsters in particular having opted to follow suit the phenomenon of the Arab spring which started of the ground from Tunisia, to express their unhappiness and even their rejection to the political and social behavior of the regime, such stand was a direct result of the years of lead and also of the willingness of Moroccan youth to take part in the political life and refused to remain marginalized..

The years of lead during the seventies and eighties of the last century are known as being the worst era of the modern history of Morocco, the state violence against militants and activists has reached the peak of dark era of Moroccan history, which led to a big number of dissidents who were arrested and imprisoned, some of them were young pupils and university students militants within the framework of the national Union of Moroccan students. In 1999 , a new era has started when king Mohammed VI took over as the new king of Morocco , following the death of his father late king Hassan II ...A new era unfolded this time, marked with more openness and freedom of speech. The first vital step taken by the new king was to inaugurate the equity and reconciliation commission to examine Human Rights abuses against political activists including young students who had been imprisoned However such measures were not enough to satisfy the needs and wishes particularly of youngsters, who claimed more opportunities in terms of political life, therefore the Arab spring which spread out all over the Arab world as a result of lack of democracy and respect of Human.

Rights, reached Morocco to push people and especially youngster aspirations to the edge The 20th February movement took out to streets in most of the main Moroccan main towns demanding for more rights, freedom, and social justice, such movement was strong enough to led to the King to act swiftly. in his speech of march 9th, he agreed to go ahead with vital political reforms, a new constitution and even a new elected parliament where young Moroccan male and female will have a better representation, in addition to more powers granted to the head of government.

3- The amended Moroccan constitution of 2011 and its impact on democracy and Human rights

The new Moroccan constitution of July 2011 lists Human Rights in the heart of the system, has recognized the international commitments related to Human Rights. It is basically granting the possibility to citizens and parties to invoke the constitutional text whenever they feel or pretend that their guaranteed rights are infringed, such as engaging youth in Moroccan politics During the Royal Speech of 9th of March 2011 , the sovereign has insisted on the necessity to “ consolidate the rule of law and the institutions , the enlargement of individual and collective liberties and the guarantee to exercise them , in addition to the consolidation of Human Rights principle in every single aspect of life, political, economical, social and cultural, also from the environment and development points of view “ .(end of quotation) .

First of all : the consolidation of constitutional guarantees of HR

Secondly : the adoption of the implementation of a national strategy which combats impunity, such a strategy should be done by means of harmonization of domestic texts with the pertinent international terms of reference .

Thirdly : the reform of the safety mechanism , the consolidation of the justice independence , and the penal justice system to the point it guarantees the effective protection of HR .

The new constitutional text has involved all these recommendations, giving the fact that the concept of good governance was for the first time included in 18 articles of the constitution, yet the National council of Human Rights is currently considered as a constitutional commission of good governance.

The Moroccan Constitution, approved by the referendum of the first July 2011, lists Human Rights in the heart of it system. It is a matter of a fundamental text dealing with liberties and fundamental rights.

It is worth mentioning that its aim is to establish a democratic law state based on moderate pluralism.

As to articles 19 to 40 of the new text of the constitution dealing entirely with rights and fundamental liberties, this constitutes a clear evolution compared with the previous constitutions, particularly those of 1992 and 1996, with these two constitutions having indeed mentioned a number of measures concerning HR, but not to the point to adjust them into full legal regime.

The word “constitutional monarchy” consecrated by the constitution, does in fact regulate from the constitution point of view, the power and the prerogatives of the King:” Morocco is a constitutional monarchy, democratic and parliamentary “(end of quotation) , cites the first article of the constitution , therefore the king is the first guarantor of the effectiveness of Human Rights as they are mentioned .

Article 42 is explicit in this context, as it grants the king to “make sure that constitution is respected to the correct performance of the constitutional institutions, and to the protection of the democratic choice, rights and freedom for all citizens, collectivities and also to the respect of international commitments of the kingdom” (end of quotation).

This applies Whether it is with regard to rights belonging to the first generation such as civil and political rights, or the ones of the second generation such as economic, social and cultural rights, or even the ones of the third generation such as solidarity rights, the right of environment.

Although such amended constitution was seen by observers as a major step towards real democracy where people from all walks of life would make use of such openness in terms of democracy and freedom of speech the problem of youth and to what extent they are able to get involved in the daily Moroccan political, economic and social life is still the ongoing debate without any practical solutions, not only from the state point of view ,but also from political parties ,the latter having lost their credibility amongst the Moroccan national opinion.

4- Alternative patterns of Youth participation in Morocco

There is no doubt that young people are detached from the current political structure . The youth voter turn out is low . Having said that established figures of Moroccan youth participation in Political parties are below the average, in fact studies confirmed that less

than three percent of youngsters are active in political parties in Morocco, it is obviously due to the general feelings within the whole Moroccan population that political parties are associated with corruption, therefore they have lost their moral values and trust Such feeling among youngsters is attributed to three main aspects :

-The lack of trust in the structure of political parties

- Frustration within youngsters because of limited opportunities to engage as main actors in public life

- No availability to alternatives of self- expression and political participation New political participation is nowadays taking place by means of communication technology , due to a feeling of frustration with limited opportunities to be directly involved in public life .

Modern technologies have become valuable means of communication ,within the framework of a new social movement

The use of social media by social movement is significant in terms of communication and information, such media offers youngsters not only in Morocco but all over the Arab world, a virtual space to communicate , exchange information , and express thoughts

5- Other New patterns of youth political participation

Digital Media: is a new way of modern and influencing tool of communication, Moroccan youngsters are relying on new digital media, that can be transmitted over the internet or computer networks, and can include text, audio and graphics including news from TV network presented on a web site .

Such modern technology has tremendously helped Moroccan youngsters to create new forms and frameworks of political and civic participation ; digital activism has equally proven able of mobilizing large number of youngsters to demonstrate in the streets. Self expression has taken various forms :

- political self-expression by means of arts , the present tendency is based on graffiti on school walls for instance, and even on walls and external facades

- social entrepreneurship is very popular in Morocco and often initiated by youngsters. In fact it is a way to work with the aim of solving societal problems, NGO's are known to adopt new programs in order to achieve social benefits, on a lasting basis

-Young people are equally responding to appeals from environmental organizations, calling consumers to boycott a number of products or to combat sexual abuse of children or domestic violence against women

These forms of expression are nothing but simple and pure Unhappiness and anger towards the current political system failure ,to adopt and encourage youth to be involved in political decision- making .If youngsters are granted the opportunity to be actively involved with political parties, they will show a high degree of commitment in the political process.

Conclusion :

Political participation is a basic and vital democratic Right, therefore political leaders of the Moroccan political parties should pave the way for youngsters to play a major role in the daily political, economic and social activities. Youth constitutes a large part of the Moroccan society, unfortunately they enjoy merely a poor representation in the Moroccan political sphere , since the political scene is monopolized by older generations, which deeply hinders the ambition of youth, who claim to have the right to be granted space in order to express their views , and come with new ideas ,new way of thinking and improve the political life to a better standard Without youth being involved in Politics and other aspects of the Moroccan society, Morocco will not advance in terms of democracy, freedom of speech, Gender , and respect of Human Rights. It goes without saying that the Moroccan youth aspire for equality, dignity and a better life.

Bibliography

- Ayoub Nehli , quelle démocratie pour le Maroc ?
- Bouazza Benachir , le Maroc entre la transition démocratique et une nouvelle renaissance socioculturelle et politique
- imagining MOROCCO , Edited BY Khalid Bekkaoui, the Moroccan cultural studies centre , (2003).
- Lamer , W (2012) , Twitter and Tyrants , new media and its effects on sovereignty in the middle east . Arab media and society
- Lexique des termes juridiques, éd . dalloz
- Maghraoui, D (2011) . Constitutial reforms in Morocco between consensus and subaltern politics . the journal of north African studies
- Mémoire pour l'obtention du diplôme de Master en Droit de l'homme : contribution a l'étude des missions du conseil national des droits de l'homme à la lumière de la reforme constitutionnelle de 2011 , réalisé par Mme maria AMAR

السلطات الوطنية والمحلية على غرار مشاريع المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، حيث مسؤولية الشباب أيضا قائمة إلى جانب المجتمع المدني من أجل الترافع على ملفات الشباب واستغلال كل الوسائل المتاحة من الديمقراطية التمثيلية والنشائية، والمساهمة في صناعة القرار الترابي والتأثير في الفعل العمومي، لضمان سياسة ترابية موجهة لهذه الفئة قادرة على الارتقاء بأدوارها في تحقيق ذاتها وتنمية ترابها المحلي.

وهكذا، يمكن القول أن الضعف الكبير الذي يعرفه حضور الشباب على مستوى السياسة الترابية، على الرغم من أهمية الأهمية الدستورية، والقانونية، يقتضي بالضرورة وجود إرادة سياسية مواكبة للتحويل الذي يعرفه المغرب على الصعيد المؤسساتي والفعل التنموي، وهي الإرادة التي يجب أن تطل مستوى تجديد النخب الجهوية والترابية، مع ضمان استقلالية جمعيات المجتمع المدني وحرص على شفافية تمويلها مع الخضوع للمراقبة والافتحاص.

لذلك، يظل المدخل السياسي حاسما في باقي المستويات الاجتماعية والاقتصادية المتعلقة بالشباب، وهي مسؤولية تتحملها بشكل كبير مؤسسات الوساطة السياسية والاجتماعية خاصة الأحزاب السياسية على مستوى الدفع بقضايا الشباب باعتبارها أولوية، بعيدا عن المنظور الضيق الذي يتوخى الضبط والإدماج والحد من مظاهر حركية المجتمع، إلى منظور أكثر شمولية قوامه التجاوب مع هذا النبض وتمكين الشباب من المشاركة الفاعلة وتحمل المسؤولية المجتمعية في ذلك كأساس لأي نموذج تنموي يمكن للمغرب اعتماده.

- جل المخططات لم توجد آلية صريحة ومستدامة لتحقيق التقائية السياسات العمومية الموجهة للشباب، في ظل تعطل البرنامج الوطني المندمج للشباب، وعدم تفعيل المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، مما يحد من إمكانية الدفع بسياسة تربية خاصة بالشباب تقودها الجماعات الترابية، ذلك أن الجماعات الترابية مطالبة بنهج سياسة تعاقدية مع الدولة يتم من خلالها تحقيق التنسيق المطلوب في الوسائل والمتدخلين مع توفير كل ظروف القيادة لفائدة الجهات؛

- استمرار ضعف التمويل الترابي لبرامج التنمية الجهوية، حيث يظل الاعتماد على تمويل الدولة ومؤسساتها¹، وهو ما يكرس هيمنة البعد المركزي على السياسات العمومية الترابية، وبالتالي صعوبة مراعاة خصوصيات الجهات من التمويل خاصة المرتبط بقضايا الشباب وفق حاجيات كل مجال، والحد من استقلالية الوحدات الترابية في تحقيق المرونة المطلوبة لإعادة توجيه التمويلات للقطاعات والمجالات ذات الأولوية؛

- غياب تمثيلية الشباب ضمن هيئات حكمة البرامج والسياسات الترابية، مما يحد من مساهمة هذه الفئة في تتبع المشاريع وتقييم السياسة الترابية في شقها المرتبط بالشباب وهو ما يعزز فرضية ضعف تأثير الشباب على هذه السياسة.

وهكذا، يمكن تصنيف حضور الشباب في السياسات العمومية الترابية، على ضوء برامج التنمية الجهوية، في المستوى الثالث أي خانة الرمز² التي تجعل من الاستعراض هو السمة الغالبة على الفعل الشبابي مع منح الشباب بعض الأدوار الثانوية في التشاور والإخبار، لكن ذلك لا يمنع من القول أن الجهات والجماعات الترابية الأخرى تساهم بشكل مهم في سد مجموعة من الحاجيات المرتبطة بالشباب بقيادة مباشرة أو بالتشارك مع

¹. و تبلغ الموارد المالية المعبأة في إطار برامج التنمية الجهوية ما مجموعه 109.06 مليار درهم، موزعة كما يلي:

- المجالس الجهوية: 29.87 مليار أي 27 بالمائة من المبلغ الإجمالي؛

- القطاعات الوزارية: 42.56 مليار درهم، أي 39 بالمائة من المبلغ الإجمالي؛

- الباقي يتراوح بين مساهمات المؤسسات العمومية 8.24 بالمائة، الجماعات الترابية الأخرى 1.03 بالمائة، إضافة إلى مساهمات

أخرى خاصة المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، صندوق التنمية السياحية، صندوق مكافحة الكوارث الطبيعية... بنسبة 26.39

بالمائة.

². Roger A. Hart, *Children's Participation: From tokenism to citizenship*, op.cit, p 12.

و صدور المرسوم المتعلق بإعداد هذه البرامج بتاريخ 14 يوليو 2016¹، حيث صدرت أغلبها بعد سنتين من التاريخ المذكور.

فبالاطلاع على مختلف برامج التنمية التي أعدتها الجهات، والتي تولي الأولوية بشكل لافت لمشاريع إعادة الهيكلة خاصة على مستوى البنيات التحتية الاقتصادية والاجتماعية، مما يجعل منها برامج للبناء والتأسيس ومحاولة تأهيل وإحياء الجهات وتحقيق الجاذبية.

أما فيما يتعلق بحضور قضايا الشباب المباشرة، فعلى الرغم من تنصيب المرسوم المتعلق بإعداد برامج التنمية الجهوية على ضرورة استشارة اللجنة الجهوية المكلفة بالشباب والتنسيق مع مؤسسة الوالي، وهو ما تم فعلا، إلا أن القراءة الأفقية لبرامج التنمية السارية المفعول، تشير إلى عدم انعكاس هذه الاستشارة بشكل واضح على مضمون ومحاور البرامج، بالنظر للحضور الباهت والمنعدم في أحيان أخرى لقضايا الشباب باعتباره نوعا اجتماعيا، يظهر ذلك انطلاقا من مجموعة من المؤشرات أهمها:

- منهجية إعداد مخططات التنمية الجهوية، من حيث التشخيص، لا تعتمد في بناءها ورصدها للحاجيات على نسبة الشباب الذي تزخر بها الجهة، بل تؤسس البرنامج على إجمالي عدد السكان، معدل البطالة، معدل الفقر، نسبة الأمية...، وهو ما يجعل من التشخيص قاصرا على الأخذ بعين الاعتبار حضور الشباب وبالتالي خصوصية الحاجيات المرتبطة بالجهة ككل، على اعتبار أن التشخيص الموضوعي والدقيق يشكل جزء أساسيا لقييم فرضيات نجاح أو فشل السياسات العمومية، خاصة إذا تعلق الأمر بفئات اجتماعية مؤثرة على مستوى هذه السياسات كالشباب والمرأة، وذوي الاحتياجات الخاصة...، لذلك، فالجهات مطالبة باستدراك هذه الوضعية من خلال منح الأولوية للبرامج ذات الانعكاس المباشر على الشباب من قبيل برامج التربية والتكوين والتشغيل والتأهيل الاجتماعي والاقتصادي؛

¹. مرسوم رقم 2.16.299 صادر بتاريخ 29 يونيو 2016 بتحديد مسطرة إعداد برنامج التنمية الجهوية وتتبعه وتقييمه وآليات الحوار والتشاور لإعداده، ج.ر عدد 6482، بتاريخ 14 يوليو 2016، ص 5341.

الصعيد الوطني أو الترابي¹، فإن مساهمة الوحدات الترابية تتعزز على صعيد السياسات العمومية خاصة الترابية منها والتي تتولى إعدادها. حيث تحتل الجهات، من حيث المبدأ، مكانة الصدارة خاصة على مستوى إعداد وتتبع برامج التنمية الجهوية، بمساعدة من الولاة والعمال، والتي تعبر عن تصور الجهات لحاجيات المجال من التنمية الاقتصادية والاجتماعية، أخذا بعين الاعتبار المجالات الأدنى، خاصة برامج تنمية العمالات والأقاليم² من جهة، وكذا، برامج عمل الجماعات³.

وهكذا، فإن قياس السياسات العمومية الترابية عموما، وحضور الشباب على مستوى هذه السياسات على وجه الخصوص، لا يمكن أن يتم إلا عبر تقييم برامج التنمية الجهوي⁴ وذلك على ضوء الفعل الترابي والموارد المخصصة لتنفيذ هذه البرامج التي عرفت تأخرا كبيرا على مستوى إعدادها بالنظر لحدثة التجربة على مستوى القوانين التنظيمية للجماعات الترابية⁵،

¹. الإطار المرجعي لتقييم السياسات العمومية، منشورات مجلس النواب، ص 32.
منشور على الرابط التالي:

https://www.chambredesrepresentants.ma/sites/default/files/cadre_referentiel.pdf

². تنص المادة 80 من القانون التنظيمي رقم 112.14 على أنه: "يضع مجلس العمالة أو الإقليم، تحت إشراف رئيس مجلسها خلال السنة الأولى من انتداب المجلس، برنامج التنمية للعمالة أو للإقليم وتعمل على تتبعه و تحيينه و تقييمه. يحدد برنامج تنمية العمالة أو الإقليم لمدة ست سنوات الأعمال التنموية المقرر برمجتها أو إنجازها بتراب العمالة أو الإقليم، اعتبارا لنوعيتها وتوطنها و كلفتها، لتحقيق تنمية مستدامة و وفق منهج تشاركي و بتتسيق مع عامل العمالة أو الإقليم بصفته مكلفا بتتسيق أنشطة المصالح اللامركزية للإدارة المركزية.

يجب أن يتضمن برنامج تنمية العمالة أو الإقليم تشخيصا لحاجيات و إمكانيات العمالة أو الإقليم و تحديدا لأولوياتها و تقييما لمواردها و نفقاتها التقديرية الخاصة بالسنوات الثلاث الأولى و أن يأخذ بعين الاعتبار مقاربة النوع".

³. المادة 78 من القانون التنظيمي 14.113 المتعلق بالجماعات.

⁴. عرفت المادة 2 من المرسوم رقم 2.16.299 صادر بتاريخ 29 يونيو 2016 بتحديد مسطرة إعداد برنامج التنمية الجهوية وتتبعه و تحيينه و تقييمه وآليات الحوار والتشاور لإعدادها، عرفت برنامج التنمية الجهوية بأنه " الوثيقة المرجعية لبرمجة المشاريع والنشطة ذات الأولوية المقرر أو المزمع إنجازها بتراب الجهة بهدف تحقيق تنمية مندمجة ومستدامة تهم على وجه الخصوص، تحسين جاذبية المجال الترابي للجهة وتقوية تنافسيته الاقتصادية".

⁵. على الرغم من التراكبات التي المغرب منذ الاستقلال فيما يخص سياسة المخططات فمن أهم المخططات التي عرفها المغرب:

المخطط الخماسي 1960-1964	المخطط الثلاثي 1965-1967	المخطط الخماسي 1968-1972
المخطط الخماسي 1977-1973	المخطط الثلاثي 1980-1978	المخطط الخماسي 1983-1987
المخطط الخماسي 1992-1988	المخطط الخماسي 2004-2000	

الانتماء المجالي (حضري/قروي)، وهو ما من شأنه تعميق التفاوتات المجالية بين الجهات وداخل نفس الجهة؛

- الإشارة إلى ضرورة تنزيل الإستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب على صعيد مختلف المستويات الترابية مع ضرورة تحقيق الانتقائية مع السياسات والاستثمارات على المستوى الوطني، بمعنى توفير تغطية أكبر ومستوى خدمات أقرب للشباب؛

هذا، وعلى الرغم من أهمية حضور البعد الترابي في السياسة العمومية المشار إليها أعلاه، إلا أن هذه الأخيرة لم يتم تنزيلها بعد علما أن المرحلة الأولى تنتهي سنة 2020، وهو ما يطرح التساؤل حول قيمة الدراسات والاستشارات المنجزة وكذا السياسة المصاغة بما لها من تكاليف مالية وسياسية، تتعكس سلبا على شريحة مهمة داخل المجتمع، كما أنها تساءل التزام السلطات العمومية سواء من خلال البرنامج الحكومي أو من خلال الالتزامات الدستورية والتعاقدية مع الشباب.

ومع ذلك، فإن الإستراتيجية المذكورة تحتاج للتحيين بالشكل الذي يعزز البعد الترابي في تناسق مع التطور اللامركزية بالمغرب، خاصة ما يتعلق بمراعاة مخططات التنمية الجهوية المنصوص عليها في القانون التنظيمي للجهات والتي تشكل المدخل الأساسي للانتقائية السياسات العمومية الوطنية وكذا الترابية، في إطار أجنداث جهوية للشباب.

وهكذا، يمكن تقييم مشاركة الشباب ضمن الإستراتيجية الوطنية للشباب، في حدود المستوى الخامس أيضا أي استشارة الشباب وإعلامهم، مع الاقتراب من المستوى السادس الذي يجعل من سلطة الشباب مشتركة مع السلطات في اتخاذ القرار، فهل تراعي السياسات العمومية الترابية حضور الشباب في جميع مراحلها ؟

المطلب الثاني: الشباب في السياسات العمومية الترابية

إذا كان الفصل 137 من الدستور المغربي قد أناط بالجهات والجماعات الترابية الأخرى مهمة تفعيل السياسة العامة للدولة، والتي تعبر عن التوجه السياسي العام للدولة سواء على

مع عدم استقرارها بشكل مستمر، إلى غاية سنة 2014، حيث تبنت وزارة الشباب والرياضة الإستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب 2015-2030، وذلك بتعاون مع اللجنة المتعددة القطاعات للشباب، فإلى أي حد استطاعت هذه الإستراتيجية استحضار البعد الترابي؟

إن القراءة المتأنية الإستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب، والتي واكبتها مجموعة من المشاورات مع مختلف الفاعلين العموميين، إلى جانب القطاع الخاص، تظهر إعادة الاعتبار، نظريا على الأقل، للبعد الترابي وذلك من خلال مجموعة من المؤشرات:

- التنصيص على ضرورة ضمان مشاركة الشباب في جميع مواقع اتخاذ القرار من خلال مجالس الشباب على المستوي الترابي على الرغم من عدم توفر هذه الأخيرة على الإطار القانوني والتنظيمي، إلا أنها تجربة جديرة بالاهتمام خاصة وأنها ترتبط بشكل مباشر بالجماعات الترابية على أدنى مستويات القرب، أي الجماعات؛

- الإشارة إلى ضرورة توضيح التزامات المنتخبين المحليين والسلطات المحلية في مجال تتبع تدابير إدماج الشباب، فعلى الرغم من أهمية هذا المقتضى في ضمان التزامات واضحة تجاه الأطراف الأساسية المتدخلة على الصعيد الترابي، إلا أن نجاحه مرتبط بتحيين النصوص القانونية المتعلقة بالجماعات الترابية، أو اللجوء إلى آلية التعاقد بين المستوى الوطني والمستويات الترابية على الأهداف ومؤشرات القياس، لضمان تنزيل الإستراتيجية المندمجة على الصعيد الترابي؛

- التنصيص على مراعاة البعد الجهوي في عروض التكوين وحاجة الجهة من التنمية، وهو ما من شأنه أن يساعد شباب الجهة على الاندماج في سوق الشغل، وعلى ضرورة امتداد هذه العملية للمستويات الترابية الأدنى، إما بشكل مباشر أو بوساطة من الجهة؛

- من الناحية المالية التأكيد على مراعاة ميزانية الجماعات الترابية لانشغالات الشباب، وهو توجه إيجابي لتفادي مجموعة من الإشكالات المالية القائمة حاليا خاصة على مستوى ضعف استقلالية الجماعات الترابية بالاعتماد بشكل كبير على مساهمات الدولة، والتي تعتمد على معيار ديموغرافي كمي أي العدد الإجمالي للسكان، ولا تراعي نسبة الشباب، ولا

"متقدمة"، لذلك سنحاول استجلاء البعد التربوي في السياسة العمومية الوطنية الموجهة للشباب (المطلب الأول)، ثم محاولة تقييم حضور الشباب على مستوى السياسة التربوية التي تقودها الجماعات التربوية (المطلب الثاني).

المطلب الأول: البعد التربوي في السياسات العمومية الموجهة للشباب

تتميز السياسات العمومية الموجهة للشباب بتعدد المتدخلين وتتنوع المجالات المرتبطة بهذه الفئة سواء تعلق الأمر بالتعليم، الصحة، التشغيل، والرعاية الاجتماعية...، وتظل السلطة الحكومية المكلفة بالشباب والرياضة¹ فاعلا أساسيا في صياغة إعداد وتنفيذ السياسة الحكومية في مجال الشباب، طبقا للتشريع الجاري به العمل².

هذا، ورغم الاهتمام المتزايد بموضوع الشباب بالمغرب مع نهاية القرن الماضي، إلا أن بلاد ظلت مفتقدة لاستراتيجية وطنية شاملة لهذه الفئة في ظل تعدد البرامج وقطاعيتها المفرطة،

-
- ¹ حاليا وزارة الثقافة والشباب والرياضة، يراجع المرسوم المحدد لاختصاصات وزير الثقافة والشباب والرياضة الجريدة الرسمية، عدد 6877، بتاريخ 27 أبريل 2020، ص 2300.
- ² تتولى السلطة الحكومية المكلفة بالشباب والرياضة، في إطار النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل، مهمة إعداد وتنفيذ السياسة الحكومية في مجالات الشباب والرياضة والطفولة والإنعاش النسوي، ولهذه الغاية تناط بها المهام التالية:
- بلورة الاستراتيجيات الكفيلة بالرفع من مستوى العمل الجمعي وتعميمه ضمانا لحماية الشباب وإدماجه في المجتمع؛
 - تنمية الأنشطة المتعلقة بالتعاون الإقليمي والجهوي والدولي في مجالات الشباب والطفولة والشؤون النسوية؛
 - إعداد سياسة الحكومة لتطوير الرياضة وتعميمها وتنسيق ومراقبة مجموع الأنشطة الرياضية على الصعيد الوطني؛
 - وضع الآليات الاستراتيجية للنهوض بالرياضة المستوى العالي؛
 - التحسيس بأهمية الرياضة في الاقتصاد الوطني وحث الفاعلين الاقتصاديين على المساهمة في تنميتها؛
 - إعداد مشاريع النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بمجالات الشباب والرياضة؛
 - إقامة الشراكات اللازمة لإنجاز منشآت ومرافق رياضية وسوسيوترابية وشبابية؛
 - السهر على وضع الآليات الكفيلة بإدارة وصيانة ومراقبة الممتلكات والمؤسسات التابعة لوزارة الشباب والرياضة أو الموضوعة رهن إشارتها؛
 - عقلنة تدبير الاعتمادات والمساعدات وتحسين المداخل قصد تطوير المنشآت الرياضية والشبابية؛
 - التنسيق لضمان مشاركة المنتخبات الرياضية الوطنية في المنافسات الرياضية الدولية والجهوية والقارية مع اللجنة الوطنية الأولمبية المغربية واللجنة الوطنية لبارالمبية المغربية والجامعات الرياضية؛
 - وضع برامج سنوية لمكافحة تعاطي المنشطات في الرياضة ومكافحة العنف أثناء المنافسات والتظاهرات الرياضية أو بمناسبةها بالتعاون مع الجهات المعنية، وتنسيق تنفيذها.
- المادة الأولى من المرسوم رقم 2.13.254 بتاريخ 21 ماي 2013 بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الشباب والرياضة، الجريدة الرسمية رقم 6158، بتاريخ 6 يونيو 2013، ص 4510.

وهكذا، يمكن تصنيف مشاركة الشباب على هذا الصعيد المؤسسي في حدود المستوى الخامس، المتعلق بالاستشارة¹، حيث آراء الشباب لها تأثير على القرارات لكن حجم التأثير في ظل المعطيات المشار إليها أعلاه لن يبلغ نسبة كبيرة خاصة على مستوى السياسة الترابية الموجهة للشباب.

المبحث الثاني: السياسة الترابية للشباب في الفعل العمومي الوطني والترابي

يرتبط الفعل العمومي للدولة بشكل وظيفي بما تنتجه من برامج وتوجهات تهدف من خلالها إلى حل مجموعة من الإشكالات الاقتصادية والاجتماعية والسياسية واستشراف الحاجيات والتراكمات التي تنتج عن تطور ودينامية المجتمع، وذلك عبر آلية السياسات العمومية باعتبارها حصيلة لما ينتجه النظام داخل مؤسسة الدولة، كإحدى مخارج هذا النظام².

وقد شككت التحولات العميقة على مستوى وظائف الدولة وتأثير عوامل من قبيل الديمقراطية والعولمة على هيمنة الدولة على إنتاج السياسات العمومية، فظهر فاعلون جدد منذ بداية الثمانينات، حيث أصبحت للوحدات الترابية المنتخبة مكانة أكبر في هذا المجال تتعدى على مستوى بعض الدول أزيد من خمسون بالمائة من الاستثمارات العمومية التي تنتمي لمجال السياسات العمومية الترابية.

هكذا، فالسياسات العمومية الترابية تهدف إلى تحقيق توزيع أفضل للسكان والأنشطة فوق مجال معين من خلال سياسة قطاعية ومجالية للتخفيف من التباينات وتحقيق نوع من التوازن المجالي وتقدمها إلى الدولة السلطات الأدنى أي الجماعات الترابية³، ذلك أن المبدأ العام كون السياسات الترابية تتبع من حاجيات المجتمع المحلي لتتفاعل مع توجهات الدولة والمجتمع الوطني فتراعى بذلك خصوصيات المجالات، لذلك فحضور الدولة أساسي في مجال السياسات العمومية الترابية خاصة في سياق دولة لازالت على درب ترسيخ لامركزية

¹. Roger A. Hart, *Children's Participation: From tokenism to citizenship*, op.cit, p 14

². حسن طارق، السياسات العمومية: مفاهيم وتطبيقات، مبادئ ومقاربات في تقييم السياسات العمومية، الوسيط من أجل الديمقراطية وحقوق الإنسان، أبريل 2014، ص 12.

³. Laurie Boussaguet, *Dictionnaire des politiques publiques*, op.cit, page 446

تأثيراً للفضاء العمومي وفق منظور شكلي لا ينفذ لجوهر المشاركة الحقيقية لفئة الشباب سواء في وضع أو تنفيذ أو تقييم ومراقبة السياسات العمومية، من جهة، كما أن السياسات الترابية من جهة أخرى لم تجد لها مكانة صريحة ضمن آليات اشتغال المجلس اللهم إمكانية الاقتراح التلقائي والتنسيق مع الهيئات الاستشارية المحدثة على صعيد الجهات.

وعليه، يمكن التأكيد أنه في ظل التأخر الكبير في إخراج المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي للوجود، يظهر جلياً أن علاقة المؤسسة الدستورية بالسياسات الترابية للشباب لم تكن قوية بالشكل الذي يسمح لهاته المؤسسة بلعب الأدوار الدستورية والمجتمعية المنتظرة منها خاصة وأن الإشكالات الاجتماعية والاقتصادية التي تعترض الشباب تعود بشكل كبير إلى عدم قدرة الوحدات الترابية والفاعل المحلي على المبادرة وامتصاص الأزمات المحلية بعيداً عن المركز، في ظل البطء الذي لازال يعتري تنزيل ورش الهوية المتقدمة وخاصة على صعيد توزيع الاختصاصات بين الدولة والجماعات الترابية، والذي يتطلب استحضار فلسفة اللامركزية المتقدمة بارتباط وثيق كما عبر عن ذلك الخطاب الملكي بمناسبة عيد العرش في 30 يوليو 2012، حيث: "تشكل الهوية المتقدمة التي أطلقناها، وكرسها الدستور الجديد، ورشا كبيراً يتعين تدبيره بكامل التأنى والتبصر، ليكون تفعيلها كفيلاً بإحداث تغيير جوهري وتدرجي، في تنظيم هياكل الدولة، وفي عالقات المركز بالجماعات الترابية. ولكسب رهانات هذا المسار، يتعين فسح المجال لتجديد النخب، والمشاركة الواسعة والمكثفة للنساء والشباب، وفتح الآفاق أمام المواطنين والمواطنات المؤهلين، المتحلين بروح المسؤولية والنزاهة"، وهي الفلسفة التي يتعين استحضارها على صعيد المؤسسات الدستورية أيضاً، وعلى رأسها تلك المرتبطة بشكل وثيق بالقضايا المحلية من قبيل المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي.

- ارتباطا بمسألة التمثيلية، فإن المجلس لم يأخذ بعين الاعتبار تمثيلية الشباب كنوع اجتماعي، بل اعتمد مقارنة شكلية مؤسساتية، من خلال الارتكاز على الهيئات المهمة بالشباب دون مراعاة الحاجة للتدقيق في مفهوم هاته "الهيئات المهمة بالشباب"، خاصة وأن المقاربة الديمقراطية غائبة عن عملية الاختيار من النسيج الجمعي، الشيء الذي كان حاضرا في أول تجربة للمجلس الوطني للشباب لسنة 1957 الذي أقر تمثيلية جمعيات الشباب المعتمدة بناء على انتخابات خاصة، إذ ينبغي أن تكون التدخلات الرامية إلى مساعدة الشباب عموما مدفوعة من قبل الشباب إلى أقصى حد ممكن، إذ يمكن لهذه التدخلات أن تشجع الشباب على المشاركة في إدارة المشاريع، وإقامة شراكات مع مبادرات يقودها الشباب، وتيسير إشراك الشباب في عمليات مشاورات وطنية وترايبية¹.

- لم تتم الإشارة إلى تحقيق مبدأ المناصفة وكذا التوازن المجالي، في تشكيلة المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، فبالعودة لتجربة المجلس الشباب والمستقبل، نجده قد منح فرصة التمثيل لفئة الشباب من خلال المنظمات الطلابية وممثلي تلاميذ وطلبة مؤسسات التكوين خاصة الجامعات، بالإضافة إلى تمثيلية الجماعات المحلية، وهي مقتضيات جديرة بالاستحضار خاصة في ظل المعطيات الدستورية المستجدة بخصوص الشباب والاهتمام الرسمي المتزايد بهذه الفئة؛

- عدم التنصيص على إمكانية إحداث مجالس جهوية ومحلية تابعة للمجلس بمهام وصلاحيات ذات طبيعة جهوية لمراعاة الحاجيات المرتبطة بالسياسة الترابية الموجهة للشباب خاصة بالعالم القروي، مع الابتعاد عن مركزة القرارات المرتبطة بهذه الفئة، وهو تراجع أيضا على مكتسبات التجربة السابقة للمجلس الوطني للشباب والمستقبل؛

- من اللافت أيضا للنظر في تصور القانون المتعلق بالمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، أن علاقة هذا الأخير بالسياسات العمومية المرتبطة بالشباب محددة في إثراء النقاش حولها²، وهو ما يطرح التساؤل حول هذا التصور الذي قد يجعل من عمل المجلس

¹. برنامج الأمم المتحدة الإنمائي، تحسين المشاركة السياسية للشباب على امتداد الدورة الانتخابية، مرجع سابق، ص 7.

². المادة الثانية من القانون رقم 89.15 المشار إليه سابقا.

المجلس الوطني للشباب والمستقبل - قد رجحت رأي المجلس على باقي المؤسسات فيما يتعلق بقضايا الشباب؛ ومع ذلك فقد فتح المشرع الباب أمام المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجموعي إلى إمكانية التصدي التلقائي من خلال منحه إمكانية تقديم اقتراحات للسلطات العمومية بما في ذلك الجماعات الترابية¹، لذلك، فمن المهم جدا أن يحمل المجلس بعد تنصيبه هم الترابي كأولوية عبر الترافع لدى الجماعات الترابية على قضايا الشباب كأولوية وخاصة على مستوى إعادة الاعتبار لشباب المجال القروي في إطار تحقيق العدالة المجالية؛

- رغم تنصيب المشرع على تنسيق المجلس مع الهيئات الاستشارية المحدثة لدى مجالس الجهات، كآلية لمحاولة إعادة الاعتبار للبعد الترابي، إلا أن هذا التنصيب رغم أهميته، لم يحدد طبيعة هذا التنسيق (المواكبة، التكوين، الدعم، الخبرة...) ومدى إلزاميته، خاصة وأن الأنظمة الداخلية للجهات المناط بها تنظيم عمل الهيئات المكلفة بقضايا الشباب لا تحيل على آلية التنسيق مع الهيئات الترابية والوطنية وهو ما سيجعل هذه الآلية في خدمة القضايا المركزية أكثر من تلك المرتبطة بالبعد الترابي؛

- من حيث تكوين المجلس، فإن سلطة التعيين وتوزيع هذه السلطة بين الملك، رئيس الحكومة، ورئيسي مجلسي البرلمان، تجعل من تأليف المجلس يبتعد بشكل كبير عن مراعاة تمثيلية الشباب على الصعيد الترابي وكذا تمثيلية الجماعات الترابية، بالإضافة إلى تمثيلية بعض المؤسسات الترابية بطبيعتها من قبيل الجامعات مؤسسات التكوين، وهو تراجع عن المكتسب الذي واكب تجربة مجلس الشباب والمستقبل بداية التعيينات، تراجع لا يواكب المستجدات المرتبطة بتعزيز البعد الجهوي والترابي للسياسات العمومية، والإكراهات التي طرحتها الساحة الشبابية التي أصبحت ذات نزعة محلية بامتياز خاصة من خلال بروز حركية اجتماعية للمجالات القروية سواء من حيث المشاركة السياسية المؤسساتية أو من خلال باقي التعبيرات الشبابية، لذلك يمكن القول أن سلطات التعيين تتحمل مسؤولية كبيرة في ضمان تشكيلة متوازنة تراعي البعد الترابي كأولوية لاشتغال المجلس؛

¹. المادة الثانية من القانون رقم 89.15 المتعلق بالمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجموعي المشار إليه سابقا.

المغربي في خطاب افتتاح الدورة الأولى من السنة التشريعية الثانية من الولاية التشريعية العشرة بتاريخ 13 أكتوبر 2017، أنه: "على غرار المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، فإننا ندعو لبلورة سياسة جديدة مندمجة للشباب تقوم بالأساس على التكوين والتشغيل، قادرة على إيجاد حلول واقعية لمشاكلهم الحقيقية، وخاصة في المناطق القروية والأحياء الهامشية والفقيرة. ولضمان شروط النجاح لهذه السياسة الجديدة، ندعو لاستلهاام مقتضيات الدستور، وإعطاء الكلمة للشباب، والانفتاح على مختلف التيارات الفكرية، والإفادة من التقارير والدراسات التي أمرنا بإعدادها، وخاصة حول "الثروة الإجمالية للمغرب" و"رؤية 2030 للتربية والتكوين"، وغيرها. وفي أفق بلورة واعتماد هذه السياسة، ندعو للإسراع بإقامة المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي كمؤسسة دستورية للنقاش وإبداء الرأي وتتبع وضعية الشباب".

وإذا كانت كل المؤشرات والمرجعيات المحيطة بإحداث المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي تحيل إلى أولوية استحضار البعد الجهوي والتراحي في تكوين هياكل المجلس وعمله خاصة على مستوى السياسات العمومية التي تهتم فئة الشباب، فإن الملاحظة الأساسية فيما يخص الإطار المؤسسي المذكور، هو الضعف الكبير على مستوى استحضار البعد التراحي، ويتجلى هذا الضعف من خلال مجموعة من المؤشرات أبرزها:

- أن الجماعات الترابية، كفاعل أساسي على مستوى السياسات العمومية الوطنية والتراحيية، بنص الدستور والقوانين التنظيمية وبحكم طبيعة اختصاصاتها التي تمس بشكل مباشر قضايا واهتمامات الشباب، وبما لها من آليات تشاركية، على مستوى الجهات، تهتم هذه الفئة؛ لم تمنح لها إمكانية اللجوء للمجلس من أجل طلب إبداء الرأي أو الدراسة أو الاستشارة، وهو عكس التوجه الذي كان ساريا في ظل تجربة المجلس الوطني للشباب والمستقبل، في تحقيق التنسيق والتفاعل المستمرين مع الوحدات الترابية من خلال التمثيليات الترابية للمجلس، وهو ما يعزز البعد اللامركزي في عمل المجلس¹، وبالتالي إمكانية المساهمة المتبادلة في صياغة سياسة ترابية موجهة للشباب، خاصة وأن هذه التجربة -

¹. ندير المومني، من أجل تفعيل المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، مرجع سابق، ص 10.

ذات البعد الترابي خاصة المرتبطة بإدماج المطالب الاجتماعية والاقتصادية المرتبطة بتنمية الأقاليم الشمالية¹، مع المساهمة في مجموعة من السياسات العمومية ذات الحمولة الترابية، خاصة المرتبطة بإنعاش الشغل في الوسط القروي، الجهة والجهوية والتشغيل²، فضلا عن تقييم مجموعة من السياسات العمومية والذي تزامن مع إعداد تقرير الخمسينية، الذي تأثر بشكل واضح بعمل وتوصيات المجلس خاصة على صعيد استحضار البعد الترابي في قضايا الشباب³.

أما فيما يخص التجربة التي أسس لها الفصلين 33 و170 من الدستور المراجع لسنة 2011، من خلال القانون رقم 89.15 المتعلق بالمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، والذي يأتي في سياق تبني فيه المغرب إصلاحات دستورية وقانونية جذرية خاصة تلك المرتبطة بالبعد الترابي الذي أصبح أساسا للسياسات العمومية، بل ولمؤسسات الدولة ككل، وهو السياق أيضا الذي يفترض أن ينعكس بشكل مباشر وقوي على تنظيم وعمل المجلس، وخاصة بعد التجربة المهمة التي تفرعت عن المجلس الوطني للشباب والمستقبل، والسياق الدستوري والمؤسساتي المحفز لبروز تجربة مؤسساتية فريدة تراعي البعد الترابي.

علاوة على ذلك، فإن المؤسسة الملكية قد أكدت في أكثر من مناسبة على ترابط البعد الترابي للسياسات العمومية، خاصة على صعيد المجالات القروية بتحقيق طموحات الشباب⁴، ومع عمل المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، وهكذا، أكد العاهل

¹. منصف السليمي، الوظيفة الاستشارية والتغيير في المغرب: تجربة المجلس الوطني للشباب والمستقبل والمستقبل، منشورات دار توبقال، الدار البيضاء، 1999، ص 168 وما بعدها.

². ندير المومني، من أجل تفعل المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، مرجع سابق، ص 11.

³. اعتبر تقرير الخمسينية بأن تعزيز إشراك الشباب يشكل أحد المحاور الأساسية للانطلاق وعملا لتسريع وتيرة التنمية البشرية، وذلك من خلا سياسات "التعليم، والتكوين والاندماج في الحقل السياسي وفي مسلسل التنمية المحلية وعبر الأجهزة الوقائية(الفقر، الانحراف، الأمراض المنقولة جنسيا، السيدا...)، وكذلك بالإجابة على الحاجيات الخاصة للشباب كالاندماج الاقتصادي والبنيات التحتية لممارسة الأنشطة الترفيهية.

⁴. تقرير حول آفاق المغرب في أفق عام : 2025 من أجل تنمية بشرية عالية، 50 سنة من التنمية البشرية مرجع سابق ص115. "هذه الآمال النابغة من التطلع لمستقبل أفضل كفيل بالاستجابة لطموحات الأجيال الصاعدة إلى المزيد من الكرامة والأمن والتقدم من خلال تمكين المواطن من العيش الكريم وتحقيق التنمية القروية، وتوفير أسباب التشغيل للشباب وذلك بخلق المزيد من الثروات في بلادنا وبالعامل على توزيعها توزيعا أكثر عدالة وإنصافا". مقتطف من الخطاب الملكي بتاريخ 30 يوليوز 2002 .

الداخلية، الصحة، الاقتصاد الوطني، الشغل والشؤون الاجتماعية)، في ظل السياق المتسم بمرحلة تعزيز السلطات المركزية بهيئاتها ومؤسساتها وصلحياتها.

أما فيما يخص المجلس الوطني للشبيبة والرياضة المحدث سنة 1971¹، الذي عرف بالإضافة إلى استمرار المركزية القوية، فإن هذه التجربة استحضرت المقاربة الأمنية التي طبعت فترة بداية السبعينيات، من خلال عضوية المدير العام للأمن الوطني، وتشديد الرقابة على إحداث الجمعيات الشبابية، دون أن تعرف أيضا هذه المرحلة استحضار البعد الترابي على الرغم من بداية توجه المغرب نحو تعزيز مسلسل اللامركزية واللامركز الإداري.

ابتداء من سنة 1991 عرف المغرب تجربة جديدة وفريدة تجسدت في المجلس الوطني للشباب والمستقبل²، الذي ظهر فيه بشكل جلي الانتقال نحو تعزيز المقاربة اللامركزية واللامتركزة، والتي تجلت أولا من خلال عضوية المجلس الذي ترأسه المغفور له الملك الحسن الثاني، وتضمن جميع أعضاء الحكومة، بالإضافة إلى مجموعة من التمثيليات ذات البعد الترابي، من بينها الجمعيات الجهوية، المكاتب الجهوية، ممثلي اقتصاديات الجهات، ممثلي الجماعات المحلية، ممثلي الجامعات ومؤسسات التأهيل الجامعي، علاوة على منظمات الطلابية، وكذا ممثلي تلاميذ وطلبة مؤسسات التأهيل³.

هذا، وقد تميزت هذه التجربة بالبعد الترابي أيضا من خلال الإمكانية التي أتاحت للمجلس بإحداث شعب تابعة له في جهات المملكة وعمالاتها وأقاليمها، بالإضافة إلى مساهمة الجماعات المحلية إلى جانب الإدارات والمؤسسات العمومية وشبه العمومية والقطاع الخاص في التمويل المالي للمجلس إما بشكل تلقائي أو بطلب من المجلس، وهما آليتين أساسيتين ساهمتا في تثمين تجربة المجلس الذي استطاع بفضل استحضار المقاربة الترابية من ترصيد مجموعة من المكتسبات سواء من خلال إنجاز مجموعة من الدراسات الإستراتيجية المهمة

¹. ظهير شريف رقم 1.70.235 بتاريخ 16 يونيو 1971 بإحداث المجلس الوطني للشبيبة والرياضة، الجريدة الرسمية عدد 3060، بتاريخ 23 يونيو 1971، ص 1353.

². الظهير الشريف رقم 1.90.190 الصادر في 20 فبراير 1991، يحدث بموجبه المجلس الوطني للشباب والمستقبل، الجريدة الرسمية عدد 4087 بتاريخ 27 فبراير 1991، ص 284

³. تراجع المادة الثالثة من الظهير الشريف رقم 1.90.190 المشار إليه أعلاه.

المطلب الثاني: الإطار المؤسسي للسياسة الترابية الموجهة للشباب

لقد خص الدستور المغربي الشباب بإطار مؤسسي خاص بهم قصد تحقيق مجموعة من الأهداف المرتبطة سواء بتوسيع وتعميم المشاركة في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والسياسية والثقافية للبلاد، ومساعدتهم على الاندماج بمختلف أبعاده، وهي أهداف لا يمكنها أن تتحقق فعليا إلا من خلال مراعاة البعد الترابية في وضع السياسات العمومية الخاصة بالشباب.

فبعد مرور أكثر من سبع سنوات على تنصيب الدستور المغربي من خلال الفصلين 33 و170 منه على إحداث المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، كهيئة استشارية في ميادين حماية الشباب والنهوض بتطوير الحياة الجموعية، صدر بتاريخ 18 يناير 2018 القانون رقم 89.15 المتعلق بتنظيم عمل المجلس¹، والذي دخل حيز التنفيذ بنفس التاريخ، إلا أن قيامه بوظائفه الأساسية يظل رهينا بتعيين رئيس المجلس وتنصيب أعضائه، وهو ما لم يتم بعد إلى غاية كتابة هذه السطور. وبغض النظر عن أسباب التأخر، فإن الزمن يلعب دورا أساسيا في كسب رهان التنمية الاقتصادية والاجتماعية والسياسية المرتبطة أساسا بتحفيز وإشراك الشباب عبر آلية المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجموعي.

هذا، وقد عرف المغرب مجموعة من التجارب السابقة لمؤسسات الشباب والتي لم يتسن لها تحقيق الأهداف المرجوة منها²، بالنظر لاعتماد مقاربة مركزية شديدة، بشكل متفاوت، تغيب فيها المحددات الترابية الكافية لعمل هذه المجالس الشبابية، ويمكن أن نتفهم ذلك في سياق المجالس السابقة التي بدأت سنة 1957 مع المجلس الوطني للشباب الذي تم إحداثه بعيد حصول المغرب على استقلاله السياسي، والذي حل محل مجلس الشباب الفرنسي في المغرب كتعبير عن إرادة الاهتمام بسياسات الشباب، وهو المجلس - أي المجلس الوطني للشباب- الذي عرف في تعيينه هيمنة القطاعات الوزارية المركزية (التربية الوطنية،

¹ القانون رقم 89.15 المتعلق بالمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجموعي الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.17.112 في 2 يناير 2018، الجريدة الرسمية عدد 6640 بتاريخ 18 يناير 2018، ص 436.

² ندير المومني، من أجل تفعيل المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجموعي دراسة مقارنة، منتدى بدائل المغرب سنة 2013، ص 8 وما بعدها.

وجود مصلحة مباشرة من موضوع العريضة أي استبعاد المصلحة المحتملة التي قد ترتبط بسياسة ترابية تهم المستويات الإستراتيجية بالنسبة للشباب دون أن يعني ذلك ارتباطا مباشرا من قبيل القضايا المشتركة مع باقي فئات وشرائح المجتمع، وهو ما يقوض من قدرة الشباب على المشاركة في صياغة السياسة الترابية، لذلك يمكن تصنيف هذا المقتضى ضمن المستوى الثالث من سلم المشاركة أي المشاركة الرمزية التي لا تنفذ للجوهر¹.

على مستوى القانونيين التنظيميين للعمليات والأقاليم وكذا الجماعات، فإن المشرع، قد استثنى هذه الوحدات الترابية من إلزامية وجود لجان خاصة بالشباب عكس ما هموا لأن عليه بالنسبة الجهات، وهو استثناء غير مبرر، على اعتبار أن المستويات المحلية هي الأقرب لمراعاة خصوصية الشباب والأكثر احتكاكا بقضاياه الأساسية كما يقتضي ذلك فعليا مبدأ التفريع، خاصة في ظل شساعة المجال الجغرافي من جهة وعدم تجانس مكوناته الديمغرافية في بعض الأحيان، علاوة على التنوع والتفاوت الحاصل بين المجالين الحضري والقروي داخل نفس الجهة، وبالتالي تباين الحاجيات.

هذا، وإذا كان المشرع قد منح الجهات مكانة الصدارة في إشراك الشباب، على حساب باقي الوحدات الترابية الأخرى، فإن هذه الصدارة لم ترق إلى مستوى تمكين فئة الشباب من نسبة تمثيلية على مستوى الهياكل المدبرة لجميع الوحدات الترابية سواء تعلق الأمر بمكاتب التسيير واللجان الدائمة أو المؤقتة، على الرغم من تبني المشرع لمقاربة النوع إزاء المرأة في هذا الباب²، في حين نجد أن بعض التشريعات المقارنة قد انتهت إلى ضرورة ضمان قواعد معيارية لفائدة تمثيل الشباب على صعيد الأجهزة التدييرية للجماعات الترابية كما هو الشأن بالنسبة للقانون التونسي الذي يفرض بالنسبة لتركيبية مختلف اللجان بالمجلس تمثيلية الشباب³.

¹ . Roger A. Hart, *Children's Participation: From tokenism to citizenship*, op.cit, p 12.

² . تنص الفقرة 3 من المادة 29 من القانون التنظيمي للجهات على أنه: " يجب أن يراعى في الترشح لرئاسة لجنة من بين اللجان الدائمة السعي إلى تحقيق مبدأ المناصفة بين الرجال والنساء المنصوص عليه في الفصل 19 من الدستور".

³ . الفصل 103 من القانون الأساسي عدد 29 لسنة 2018 مؤرخ في 9 ماي 2018 يتعلّق بمجلة الجماعات المحلية التونسية.

أما فيما يخص القانون التنظيمي للجهات، فقد تضمن آليتين أساسيتين من شأنهما تشجيع الفاعلين على إشراك الشباب في طرح قضاياهم ومناقشتها، فمن جهة، ألزم المشرع مجالس الجهات بإحداث هيئة استشارية مختصة بدراسة القضايا المتعلقة باهتمامات الشباب، إلى جانب هيئة تكافؤ الفرص ومقاربة النوع، والهيئة المكلفة بدراسة القضايا ذات الطابع الجهوي¹، أما من جهة أخرى فإن آلية تقديم العرائض الممنوحة للمواطنات والمواطنين والجمعيات² من شأنها أن تشكل دافعا لفئة الشباب النشيط مدنيا على طرح القضايا التي تهتمهم كمدخل تفاعلي مهم لصياغة سياسة ترابية موجهة للشباب على الصعيد الجهوي.

لكن، وعلى الرغم مما يحمله هذا التنصيص من إيجابيات، إلا أنه لا يخفي مع ذلك بعض النواقص التي يمكن تلخيصها من جهة في كون إلزامية إحداث الهيئة الاستشارية للشباب مع الإحالة على النظام الداخلي لكل جهة على حدا، يجعل من الضمانات المرتبطة بمدى إلزامية طلب الاستشارة، طبيعة الاستشارة، ثم الآليات المتاحة للترافع بشأنها غير دقيقة، من جهة أخرى فإن هذه الهيئة لا تمتد مهامها للمبادرة والتتبع والمراقبة وهي الآليات المعيارية التي من شأنها أن تشكل حافزا للشباب والمجتمع المدني على الاشتغال والانشغال أكثر بعمل هذه اللجنة، وهو ما يدفع للقول أن هذا المقتضى لا يتعدى المستوى الخامس في سلم المشاركة³، حيث تستأثر السلطات باتخاذ القرارات مع ضمان استشارة الشباب.

أما من جهة أخرى، فإن آلية تقديم العرائض على الصعيد الجهوي، تعترضها مجموعة من العوائق، سواء المرتبطة باقتصار العريضة على إدراج نقطة على مستوى جدول أعمال دورة مجلس الجهة دون إمكانية المساهمة والمشاركة في الدفاع والترافع عنها داخل اجتماعات الدورة، علاوة على التنصيص على مجموعة من الشروط الشكلية والموضوعية القاسية من قبيل عدد التوقيعات الكبير⁴، تغطية التوقيعات لتراب الجهة بشكل متكافئ، بالإضافة إلى

¹. الفصل 117 من القانون التنظيمي للجهات المشار إليه سابقا.

². الفصلين 120 و121 من القانون التنظيمي للجهات المشار إليه سابقا.

³. Roger A. Hart, *Children's Participation: From tokenism to citizenship*, op.cit, p 14.

⁴. 300 توقيع بالنسبة للجهات التي يبلغ عدد سكانها أقل من مليون نسمة؛

400 توقيع بالنسبة للجهات التي يتراوح عدد سكانها بين مليون و ثلاثة ملايين نسمة؛

500 توقيع بالنسبة للجهات التي يتجاوز عدد سكانها ثلاثة ملايين نسمة.

استبعاد الشباب عن المشاركة المحلية وبالتالي الحيولة دون مساهمتهم المباشرة في صناعة السياسة الترابية.

وهكذا، فقد تعامل المشرع مع موضوع حضور الشباب على الصعيد الانتخابي بنوع من الازدواجية، فإذا كان القانون التنظيمي لمجلس النواب قد عمل على تشجيع الشباب أقل من أربعين سنة ضمن اللائحة الوطنية في حدود ثلاثين مقعداً¹، فإن هذا الإجراء التحفيزي والاستثنائي غاب على تنظيم الانتخابات الترابية، وهو ما من شأنه أن يحد من أثر مشاركة الشباب على الصعيدين المحلي كما على الصعيد الوطني، فعادة ما يصبح الشباب مواطنين مهتمين ويشاركون في العملية الانتخابية إذا كانوا مشاركين فاعلين في مجتمعاتهم المحلية منذ فترة مبكرة².

وعليه، يمكن القول أن تصنيف المشاركة السياسية للشباب على الصعيد الترابي ضمن سلم المشاركة لا تتعدى خانة المستوى الأول أي التلاعب³، الذي قد يجعل من الشباب وسيلة لفئات أخرى من أجل التسلق الانتخابي سواء في البرامج الانتخابية أو في دعم الحملات الانتخابية، وهو ما يفسر أيضاً تنامي الأساليب السياسية التعبيرية غير المؤسساتية التي يلجأ لها الشباب كلما أتاحت لهم الفرصة لذلك.

هذا، وينعكس التعاطي مع موضوع المشاركة السياسية للشباب على الصعيد الترابي بشكل مباشر وحتمي على غياب سياسة ترابية موجهة لهذه الفئة، ذلك أن قيادة التغيير في السياسات العمومية الشبابية لا يمكن أن يتم إلا عن طريق هذه الفئة أو على الأقل عن طريق إشراكها بشكل مباشر في جميع المراحل المرتبطة بهذه العمليات، وهو ما يشكل حافزاً للمجتمع المحلي أيضاً لتقبل هذه السياسات والتعاطي معها بشكل إيجابي.

¹. الفقرة 2 من المادة 23 من لقانون التنظيمي رقم 27.11 المتعلق بمجلس النواب الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.11.165 صادر في 16 من ذي القعدة 1432 (14 أكتوبر 2011)، الجريدة الرسمية عدد 5987 الصادرة بتاريخ 19 ذو القعدة 1432 (17 أكتوبر 2011).

². برنامج الأمم المتحدة الإنمائي، تحسين المشاركة السياسية للشباب على امتداد الدورة الانتخابية، دليل الممارسة السليمة، يناير 2013، ص 3.

في بعض الفضاءات العامة كشعارات الملاعب التي تؤديها فرق الألتراس والتي أصبحت تحظى بشكل متزايد ولافت باهتمام الرأي العام والإعلام الوطني والدولي مما يجعلها تساءل بشكل صادم إشكالية إشراك الأحزاب السياسية للشباب.

وهكذا، تظهر أهمية وعي الأحزاب السياسية بأهمية البناء المؤسسي والسياسي القائم على إعادة الاعتبار للمجال الترابي المحلي في إشراك الشباب وبالتالي حاجة التنظيمات السياسية لإعادة بناء علاقة جديدة مع الشباب قائمة على أساس الثقة والقرب بعيدا عن هاجس الضبط و الإدماج وتحديد الدور الفاعل الذي لعبته هذه الفئة في دينامية الشارع والبحث عن إيجاد صيغ معيارية ومؤسسية لضمان إشراك فعلي للشباب في صناعة القرار المتعلق بالسياسات العمومية ككل، والسياسات العمومية الترابية على وجه الخصوص¹.

هذا، وتشكل الجماعات الترابية، من حيث المبدأ، عصب الزاوية في صياغة وتنفيذ السياسة الترابية انطلاقا من المكانة الخاصة التي أصبحت تحظى بها دستوريا وتنظيميا، حيث تحتل الجهات مكانة الصدارة، الذي يعطيها آلية الإشراف على إعداد برامج التنمية الجهوية التي تعد خارطة طريق بالنسبة لباقي الجماعات الترابية، كما أن مبدأ التدبير الحر الذي يحكم عملها يجعلها أكثر تحررا وقابلية للإبداع وتنوع آليات الإشراك لمختلف الفاعلين في اتخاذ القرار الترابي خاصة بالنسبة لفئة الشباب.

ويمكن إجمالاً تقييم تعاطي المشرع مع الشباب ضمن السياسة الترابية من خلال القانون التنظيمي المتعلق بانتخاب أعضاء مجالس الجماعات الترابية الذي يعتبر بوابة مهمة لإشراك الشباب عبر المشروعية الانتخابية في سلطة اتخاذ القرار الجهوي والترابي، بالإضافة إلى باقي القوانين التنظيمية للجهات، العمالات والأقاليم وكذا الجماعات.

فبالنسبة للقانون التنظيمي المتعلق بانتخاب أعضاء مجالس الجماعات الترابية، فهو لا يتضمن أي إشارة أو إجراء خاص بالشباب من شأنه تشجيع هذه الفئة على المشاركة السياسية على الصعيد الترابي، وهو ما قد يفهم منه بشكل أو بآخر توجه المشرع نحو

¹. معهد برومونيون للديمقراطية وحقوق الإنسان، مذكرة مقترحات معهد برومونيوس للبرنامج الحكومي 2016/2021.

- أن المشرع المغربي وإن كان قد حث على أن تعمل الأحزاب السياسية على توسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية السياسية للبلاد، إلا أن ذلك لا يمنع من القول أن هذا التنصيص يلزم الأحزاب السياسية باحترام نسبة معينة من حضور الشباب على مستوى الهياكل التدييرية لهذه الأحزاب، ولو بشكل مرحلي، لكن في المقابل ألزم المشرع كل حزب سياسي أن يحدد في نظامه الداخلي نسبة الشباب الواجب إشراكهم في الأجهزة المسيرة للحزب، تاركا بذلك الباب مفتوحا أمام هذه التنظيمات السياسية لتحديد هذه النسبة.

- لم يربط المشرع بين المجال الترابية وبين نسبة الشباب على مستوى الأحزاب السياسية، فإذا كان قد ألزم هذه الأخيرة باحترام نسبة الثلث بالنسبة للنساء داخل أجهزة الحزب الوطنية والجهوية أيضا، فإن ذلك غاب عن موضوع الشباب وهو ما من شأنه أن يخلق خريطة غير متوازنة على مستوى إشراك الأحزاب السياسية على الصعيد الترابي وهو ما يحد من الإمكانيات المرتبطة بصياغة سياسة ترابية موجهة للشباب في ظل غياب أي ارتباط لهم على المستوى الحزبي بالمجال الجهوي وهو ما يتناقض مع مقتضيات وروح الدستور التي جعلت من المجال الترابي في إطار الجهوية المتقدمة ذي أولوية في جميع القضايا بما فيها إشراك الشباب¹.

- أن المشرع من خلال المادة 26 من القانون التنظيمي للأحزاب السياسية جعل من التنمية السياسية الهدف الوحيد الذي تسعى إليه عملية إشراك الشباب، رغم أن الدستور أكد على ضرورة توسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية للبلاد²، فعلى أهمية التنمية السياسية التي اقتصر عليها المشرع، إلا أنها لا تغطي اهتمامات وحاجيات الشباب من التنمية خاصة الاجتماعية والاقتصادية منها في ظل الصعوبات البنوية التي تواجه هذه الفئة، وهو ما من شأنه أن يبعد الشباب عن العمل من خلال الأحزاب السياسية والبحث عن قنوات أخرى من شأنها أن تدمجهم في التنمية الشاملة، من قبيل الأشكال الاحتجاجية المباشرة أو عن طريق منصات وسائل التواصل الاجتماعي أو

¹. تختلف نسبة تمثيل الشباب على مستوى الهياكل التنظيمية للأحزاب السياسية فتتراوح بين الربع بالنسبة لحزب الأصالة والمعاصرة،

20 بالمائة بالنسبة لحزب التجمع الوطني للأحرار، وحزب الاستقلال .

². الفقرة الأولى من الفصل 33 من الدستور المغربي.

انخراطهم في الحياة الوطنية، وفي تدبير الشأن العام، كما تساهم في التعبير عن إرادة الناخبين، والمشاركة في ممارسة السلطة¹.

وانطلاقاً من هذه المهام الجسيمة التي أولتها الوثيقة الدستورية بالمؤسسات الحزبية سواء التأطيرية منها، أو التمثيلية وكذا التدبيرية، فإن الشباب يوجد في قلب الاستهداف المرتبط بعمل الأحزاب السياسية كقوة دافعة للعملية الديمقراطية وكذا لعملية المشاركة في صناعة القرار السياسي ومعه السياسيات العمومية الاقتصادية والاجتماعية على وجه الخصوص، لذلك تظهر الحاجة إلى استيعاب متجدد لمتطلبات هذه الفئة وتطلعاتها من قبل الأحزاب السياسية، عبر إشراكها في هياكلها التنظيمية ومنحها الفرص الحقيقية للقيادة والتجديد خاصة على المستويات الترابية.

وإذا كان القانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية قد حاول إشراك الشباب في الهياكل المسيرة لهذه الأخيرة، إلا أنه كان محتشماً بشكل كبير في صيغة الإشراك التي تبناها، والتي لا ترقى للمكانة التي خصها الدستور المغربي للشباب، بل ولا تساعد على انبثاق سياسة ترابية موجهة لفائدة هذه الفئة، وذلك لعدة اعتبارات أهمها:

- أن هاجس المشرع المغربي في التعامل مع قضايا النوع الاجتماعي عموماً لم تحظى بنفس المقاربة إذا ما تمت مقارنة المكانة الخاصة التي خصها القانون التنظيمي للأحزاب السياسية للمبدأ الدستوري المرتبط بالمنصفة من خلال حثه للأحزاب السياسية على مراعاته²، مروراً عبر آلية التدرج الإدماجي أي إلزام الأحزاب السياسية ببلوغ نسبة الثلث مرحلياً داخل الأجهزة المسيرة للأحزاب السياسية سواء على الصعيد الوطني وكذا الجهوي³؛

¹. يراجع الفصل 7 من الدستور المغربي.

². تجدر الإشارة بهذا الخصوص إلى أن المشرع قد استعمل لفظين مختلفين حين الحديث عن الشباب والنساء حيث إنه حين الحديث عن النساء استعمل المشرع مصطلح "يسعى" كل حزب الأمر الذي يعني اتحاد وسائل دون ضمان النتائج، أما عند الحديث عن الشباب فقد استعمل مصطلح "يتعين" الأمر الذي يفيد بالزامية الأمر وهذا ما يجعلنا نتساءل عن السر في هذا التباين الدلالي.

³. يراجع الفصل 26 من القانون التنظيمي للأحزاب السياسية المشار إليه سالفاً.

مداخل مهمة للفاعل العمومي الوطني والترابي قصد التوجه نحو ربط المجال الترابية بقضايا الشباب كنوع اجتماعي خاصة من خلال الآلة التشريعية.

وعليه، يمكن تقييم المقترضات الدستورية المرتبطة بالشباب عموماً، والبعد الترابية الموجه لهذه الفئة على وجه الخصوص، على ضوء سلم "هارت" لمشاركة الشباب، بتراوحها بين المستوى الثالث أي الرمزية والاستعراض، والمستوى الخامس أي الاستشارة¹.

ولعل أهم النصوص القانونية ذات الأولوية في تفعيل الحقوق الدستورية السياسية والاجتماعية والثقافية المرتبطة بالشباب، والتي من شأن مضامينها أن تشكل أرضية خصبة لصياغة سياسات عمومية ترابية موجهة لهذه الفئة، القانون التنظيمي للأحزاب السياسية²، إلى جانب القوانين المرتبطة بالجماعات الترابية³ ولانتخاب مجالسها⁴.

فإذا كانت الأحزاب السياسية من أهم التنظيمات السياسية داخل الدولة والتي اكتسبت هذه القوة عبر تاريخها، وانطلاقاً من تطور مفهوم الدولة تطور الحياة البرلمانية بها⁵، فإن الدستور المغربي لسنة 2011 حاول تكريس هذه المكانة المهمة للتنظيمات السياسية باعتبارها مؤسسات دستورية فارقتي بتنظيمها من القانون العادي إلى القانون التنظيمي، حيث جعل مهمتها الأساسية تأطير المواطنين والمواطنات وتكوينهم السياسي، وكذا تعزيز

¹ . Roger A. Hart, *Children's Participation: From tokenism to citizenship*, op.cit, p 14.

² . القانون التنظيمي رقم 29.11 المتعلق بالأحزاب السياسية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.11.166 صادر في 24 من ذي القعدة 1432 (22 أكتوبر 2011)، الجريدة الرسمية عدد 5989 الصادرة بتاريخ 26 ذو القعدة 1432 (24 أكتوبر 2011).

³ . القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.83 صادر في 20 من رمضان 1436 (7 يوليو 2015)، الجريدة الرسمية عدد 6380 الصادرة بتاريخ 6 شوال 1436 (23 يوليو 2015).

- القانون التنظيمي رقم 112.14 المتعلق بالعمالات والأقاليم الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.84 صادر في 20 من رمضان 1436 (7 يوليو 2015)، الجريدة الرسمية عدد 6380 الصادرة بتاريخ 6 شوال 1436 (23 يوليو 2015).

- القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.85 صادر في 20 من رمضان 1436 (7 يوليو 2015)، الجريدة الرسمية عدد 6380 الصادرة بتاريخ 6 شوال 1436 (23 يوليو 2015).

⁴ . القانون التنظيمي رقم 59.11 المتعلق بانتخاب أعضاء مجالس الجماعات الترابية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.11.173 صادر في 24 من ذي الحجة 1432 (21 نوفمبر 2011)، الجريدة الرسمية عدد 5997 مكرر الصادرة بتاريخ 25 ذو الحجة 1432 (22 نوفمبر 2011).

⁵ . محمد الحاج قاسم، القانون الدستوري والمؤسسات الدستورية، المفاهيم الأساسية والنظم السياسية، دار النشر المغربية، الطبعة الخامسة، سنة 2013، ص118.

صياغة وتنزيل السياسة الترابية الملائمة للشبيبات، ولانتماءاتهم الجغرافية وتطلعاتهم المستقبلية، في إطار تفعيل المبدأ الدستوري المرتبط بالإنصاف الجغرافي¹؛

هذا، وعلى الرغم مما قد يبدو من عدم تخصيص المشرع الدستوري السريع على ربط قضايا الشباب بسياسة ترابية موجهة، إلا أن ذلك لا يمنع من التأكيد على أن القراءة الأفقية للوثيقة الأساسية للمملكة تحيل على مجموعة من المداخل الممكنة لتعزيز هذه السياسة، انطلاقاً أولاً مما حسم فيه الدستور من كون التنظيم الترابي للمملكة تنظيم لامركزي يقوم على الجهوية المتقدمة² وهو ما يجعل من البعد الترابي فعلاً محددًا ومفترضًا في تدخلات السلطات العمومية، ويقضي من حيث المبدأ— أن هذه السياسات العمومية لا بد لها أن تراعي البعد المجالي، وهي صلاحية اعترف بها الدستور للجهات والجماعات الترابية³، في احترام تام للآليات التشاركية للحوار والتشاور⁴ باعتبارها مدخلا مهما لإشراك المواطنين عموماً وخاصة فئة الشباب منهم في إعداد برامج التنمية الترابية وتتبعها، دون تنفيذها ومراقبتها، كما تسمح أيضاً آلية تقديم العرائض للسلطات العمومية الترابية للشباب من جهة أخرى للاطلاع بأدوار مهمة، ولوفي ظل تحفظ القيد الدستوري الجوهري المرتبط بالاقتصار على إدراج نقطة تدخل في اختصاصات الجماعات الترابية ضمن جدول أعمالها⁵.

هكذا، وعلى الرغم من عدم تقديم الدستور المغربي لحقوق حصرية للشباب سواء منها ذات الطبيعة السياسية (نسبة من التمثيلية الانتخابية مثلاً) أو الاجتماعية كالحق في التعويض عن البطالة، أو كفالة الدولة للأطفال واليتامى كما أنه لم يحسم التوجه القائم على توجيه السياسة الترابية لخدمة قضايا الشباب، إلا أن الأرضية الدستورية لا تمنع ذلك، بل وتوفر

¹. تراجع الفقرة الأولى من الفصل 154 من الدستور المغربي.

². الفقرة الأخيرة من الفصل الأول من الدستور المغربي.

³. ينص الفصل 137 من الدستور المغربي على أنه: "تساهم الجهات والجماعات الترابية الأخرى في تفعيل السياسة العامة للدولة، وفي إعداد السياسات الترابية، من خلال ممثليها في مجلس المستشارين."

⁴. ينص الفصل 13 من الدستور المغربي على أنه: "تعمل السلطات العمومية على إحداث هيئات للتشاور، قصد إشراك مختلف الفاعلين الاجتماعيين، في إعداد السياسات العمومية وتفعيلها وتنفيذها وتقييمها."

⁵. ينص الفصل 139 من الدستور المغربي على أنه: "تضع مجالس الجهات، والجماعات الترابية الأخرى، آليات تشاركية للحوار والتشاور، لتيسير مساهمة المواطنين والمواطنات والجمعيات في إعداد برامج التنمية وتتبعها. يمكن للمواطنين والجمعيات تقديم عرائض، الهدف منها مطالبة المجلس بإدراج نقطة تدخل في اختصاصه ضمن جدول أعماله."

الانتخابي يضمن تمثيلية الشباب في مجالس الجماعات المحلية، وهو نفس النهج الذي سار عليه الدستور المصري أيضاً¹؛

- أن المشرع الدستوري قد تأثر بشكل أو بآخر بسياق إعداد الدستور إبان فترة الحراك الشبابي لسنة 2011، ويظهر ذلك من خلال اللجوء لأسلوب الإلزام والوجوب التي تظهر من خلال عبارة "على السلطات العمومية" عكس عبارات أخرى أقل قوة تم اللجوء إليها في فصول أخرى ولو كانت تهم أيضاً الشباب وهو ما قد يخلق مفارقة دستورية تجعل من عنصر الإلزام الوارد في الفصل 33 يصطدم بعبارات أخرى مقيدة له في قضايا تهم الشباب أيضاً كالحق في الحماية الاجتماعية، التغطية الصحية، التعليم العصري الميسر وذي جودة، السكن اللائق، الشغل، وغيرها من الحقوق الأساسية²، وهو ما يدفعنا للقول أن الكتلة الدستورية المرتبطة بالشباب لازلت في حاجة لمزيد من التدقيق والارتقاء؛

- أن المشرع الدستوري باستعماله لعبارة " على السلطات العمومية اتخاذ التدابير الملائمة" فيما يخص قضايا الشباب المرتبطة بالمشاركة في التنمية، والمساعدة على الاندماج، وتيسير الولوج إلى الثقافة والعلم والتكنولوجيا...، تدفع في اتجاه منح سلطة تقديرية لهذه السلطات قصد اختيار أساليب ووسائل التدخل لتحقيق الأهداف المرتبطة بالنهوض بالشباب الذي يتعين تفسيره باعتباره التزاماً بتحقيق النتائج خاصة من خلال فسخ المجال للجماعات الترابية باعتبارها الوحدات الأقرب لقضايا الشباب وبالتالي القادرة على إشراكهم بشكل مباشر في

¹. ينص الفصل 180 من الدستور المصري على أنه: "تنتخب كل وحدة محلية مجلساً بالاقتراع العام السري المباشر، لمدة أربع سنوات، ويشترط في المترشح ألا يقل سنه عن إحدى وعشرين سنة ميلادية، وينظم القانون شروط الترشح الأخرى، وإجراءات الانتخاب، على أن يُخصص ربع عدد المقاعد للشباب دون سن خمس وثلاثين سنة، وربع العدد للمرأة، على ألا تقل نسبة تمثيل العمال والفلاحين عن خمسين بالمائة من إجمالي عدد المقاعد، وأن تتضمن تلك النسبة تمثيلاً مناسباً للمسيحيين وذوي الإعاقة وتختص المجالس المحلية بمتابعة تنفيذ خطة التنمية، ومراقبة أوجه النشاط المختلفة، وممارسة أدوات الرقابة على السلطة التنفيذية من اقتراحات، وتوجيه أسئلة، وطلبات إحاطة، واستجابات وغيرها، وفي سحب الثقة من رؤساء الوحدات المحلية، على النحو الذي ينظمه القانون. ويحدد القانون اختصاصات المجالس المحلية الأخرى، ومواردها المالية وضمانات أعضائها واستقلالها".

². يراجع الفصل 31 و32 من الدستور المغربي.

خاصة المرتبطة بالحقوق الاجتماعية، من قبيل الفصل 31¹، حيث استعان فيه بعبارة الدولة والمؤسسات العمومية والجماعات الترابية، ولعل هذا التنصيص الدستوري وإن كان يبدو متطابقاً على اعتبار أن الدولة والمؤسسات العمومية والجماعات الترابية هي أبرز مكونات السلطات العمومية، إلا أن ذلك يمكن تفسيره في اتجاه الدستور المغربي نحو تبني مقارنة ذات طبيعة وظيفية تساعد على إشراك أكبر قدر من الفاعلين العموميين في قضايا وسياسات الشباب بما في ذلك هيئات الحكامة والسلطات المستقلة بالإضافة إلى الهيئات الخاصة الموكول لها تدبير المرافق العمومية بالمفهوم الوظيفي، وهي نفس العبارة التي استعملها المشرع الدستوري في فصول أساسية من قبيل الفصل السادس²، لكن ذلك لا يمنع من القول أن المقارنة الترابية تقتضي من الدستور الإشارة لها بشكل صريح فيما يتعلق بقضايا الشباب طالما أن التنظيم الترابي للمملكة، من حيث المبدأ، تنظيم لامركزي يقوم على الجهوية المتقدمة كما تصرح بذلك الفقرة الرابعة من الفصل الأول من الدستور، التي لم تتعكس على قضايا الشباب، عكس بعض الدساتير المعاصرة للدستور المغربي من قبيل الدستور التونسي مثل الذي عكس إشراك الشباب في السياسة الترابية بشكل مباشر من خلال الاعتراف به "كقوة فاعلة في بناء الوطن"³، حيث يؤكد الفصل 133 على أن القانون

¹. ينص الفصل 31 من الدستور على أنه: "تعمل الدولة والمؤسسات العمومية والجماعات الترابية، على تعبئة كل الوسائل المتاحة، لتيسير أسباب استفادة المواطنين والمواطنات، على قدم المساواة، من الحق في:

- العلاج والعناية الصحية ؛
- الحماية الاجتماعية والتغطية الصحية، والتضامن التعاضدي أو المنظم من لدن الدولة ؛
- الحصول على تعليم عصري ميسر الولوج وذي جودة ؛
- التنشئة على التثبث بالهوية المغربية، والثوابت الوطنية الراسخة ؛
- التكوين المهني والاستفادة من التربية البدنية والفنية ؛
- السكن اللائق ؛
- الشغل والدعم من طرف السلطات العمومية في البحث عن منصب شغل، أو في التشغيل الذاتي ؛
- لوج الوظائف العمومية حسب الاستحقاق ؛
- الحصول على الماء والعيش في بيئة سليمة ؛
- التنمية المستدامة".

². تنص الفقرة 2 من الفصل السادس من الدستور على أنه: "تعمل السلطات العمومية على توفير الظروف التي تمكن من تعميم الطابع الفعلي لحرية المواطنين والمواطنات، والمساواة بينهم، ومن مشاركتهم في الحياة السياسية والاقتصادية والثقافية والاجتماعية".

³. الفصل 8 من الدستور التونسي.

لذلك إن بعض الفصول تبدو ذات ارتباط مباشر بقضايا واهتمامات الشباب كما هو الحال بالنسبة للتخصيص على الحق في الشغل¹، بغض النظر عما يطرحه هذا التخصيص من إشكالات على مستوى طبيعة التزام الدول بضمان بعض الحقوق خاصة الاجتماعية منها، إذا ما قوبلت بما تفرضه بعض الالتزامات الدولية²، فإن ذلك لا يمنع من القول أن الدستور المغربي حاول إعادة الاعتبار لهذه الفئة باعتبارها ركيزة أساسية لأي مجتمع سواء في حاضره كما في مستقبله، في محاولة دستورية لتوفير الأرضية الملائمة للارتقاء بوضعية الشباب الذي يشكل أزيد من 34 بالمائة من مجموع السكان³.

وهكذا، فقد أكد الدستور المغربي وهو يتوجه للسلطات العمومية على ضرورة اتخاذ التدابير الملائمة قصد توسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية للبلاد، ومساعدة الشباب على الاندماج في الحياة النشيطة والجموعية، وتقديم المساعدة لأولئك الذين تعترضهم صعوبة في التكيف المدرسي أو الاجتماعي أو المهني، بالإضافة إلى تيسير ولوج الشباب للثقافة والعلم والتكنولوجيا، والفن والرياضة والأنشطة الترفيهية، مع توفير الظروف المواتية لتفوق طاقاتهم الخلاقة والإبداعية في كل هذه المجالات، كما أكد الفصل ذاته من جهة أخرى على إحداث مجلس استشاري للشباب والعمل الجموعي، من أجل تحقيق الأهداف السالفة الذكر⁴.

ولعل هذه المقترحات التي ترد لأول مرة في الدستور المغربي تثير مجموعة من الملاحظات خاصة في علاقتها مع السياسة الترابية، أبرزها:

- أن المشرع الدستوري يخاطب السلطات العمومية بصيغة المطلق، دون تخصيص في الخطاب، مقارنة بأسلوب آخر استعمله القانون الأساسي في العديد من الفصول الأخرى

¹. حسن طارق وآخرون، تقييم السياسات العمومية ذات الصلة بالشباب، تقرير تم إنجازه بدعم من مؤسسة الصندوق الوطني للديمقراطية، الوسيط من أجل الديمقراطية وحقوق الإنسان، الرباط، في 10 يونيو 2010، ص 15.

². رضوان اعميمي، تلقي الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان في العمل القضائي الإداري، ستون سنة من الحريات العامة بالمغرب، مؤلف جماعي، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، سلسلة مواضيع الساعة، عدد 107، سنة 2019، ص 174 وما بعدها.

³. تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، مبادرة وطنية جديدة مندمجة لفائدة الشباب المغربي، مرجع سابق، ص 24.

⁴. الفصل 33 من الدستور المغربي.

المبحث الأول: الإطار القانوني والمؤسسي للسياسة الترابية الموجهة للشباب: الفرص والتحديات

إذا كانت الإصلاحات الدستورية والتشريعية التي عرفها المغرب ابتداء من سنة 2011 قد أعادت النظر في مجموعة من المقترحات والقواعد والمبادئ الأساسية بشكل متفاوت، فإن التعاطي مع موضوع الشباب قد حظي باهتمام واسع (المطلب الأول)، في حين أن الجانب المؤسسي المرتبط بهذه الفئة ظل محدودا (المطلب الثاني).

المطلب الأول: الإطار الدستوري والقانوني للسياسة الترابية للشباب

لقد أسس الدستور المغربي المراجع سنة 2011 من خلال مجموعة من المقترحات الدستورية لمجموعة من المؤشرات ذات المرتبطة بالشباب والتي من شأنها تدعيم البعد المجالي للسياسات العمومية الموجهة لهذه الفئة، كما حاول المشرع عبر مجموعة من النصوص التأسيس لسياسة ترابية خاصة بالشباب.

هنالك ملاحظة أولية وأساسية يتعين الإدلاء بها فيما يخص حضور السياسة الترابية الموجهة للشباب في الدستور المغربي أولاً، وتتعلق هذه الملاحظة بغياب أي ارتباط وثيق ومباشر بين موضوع الشباب داخل الدستور والسياسة الترابية، حيث يبدو من خلال هندسة الدستور سواء من حيث الشكل أو المضمون أن البراديكيم المعتمد من قبل المشرع الدستوري يفصل بين الموضوعين رغم الارتباط الواقعي بين الجانبين الذي ارتبط به سياق إعداد الدستور، وأبرزته أيضا التجربة والدراسات السابقة على ذلك.

لكن هذه الملاحظة الأولية، لا تلغي حقيقة أخرى في المقابل مرتبطة أساسا بمحاولة الدستور الارتقاء بأدوار الشباب داخل المجتمع من جهة، بالإضافة إلى تعزيز مكانة البعد الترابية داخل الدولة كخيار استراتيجي، من جهة أخرى.

ففيما يتعلق بحضور الشباب بشكل مباشر داخل الدستور المغربي، وعلى الرغم من عدم تأكده الحصري على حقوق ذات طبيعة فئوية مرتبطة حصريا بالشباب باعتباره نوعا اجتماعيا فهو صراحة على ضمان العديد من الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية،

الاجتماعية الأساسية، التكوين، والإدماج التكنولوجي...، وهو ما قد يفسر في بعض الحالات عجز القنوات المؤسسية الترابية وبالتالي الانتقال إلى أساليب تواصلية أخرى من قبيل الاحتجاجات الاجتماعية التي أخذت في السنوات الأخيرة أبعاد ترابية/محلية بفئاتها ومطالبها¹، بالإضافة إلى امتدادها للمجالات القروية² التي تتعمق فيها أكثر أزمة الشباب في ظل التفاوتات المجالية كإحدى الإشكالات الأساسية التي تسعى السياسة الترابية لحلها.

هذا، وقد بدأت السلطات العمومية تنتبه أكثر فأكثر، على الأقل في صياغة التصورات والسياسات العمومية، إلى أولوية البعد الترابية لهذه السياسات، وهو ما ظهر بشكل تدريجي ابتداء من سنة 2014 تاريخ صياغة الإستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب 2015-2030، التي بدأ الاشتغال على تحيينها ابتداء من سنة 2017³.

هكذا، وفي ظل تعدد وتنوع المبادرات التي همت الشباب ببلادنا يبدو أن التساؤل مشروع حول البعد الترابي لهذه السياسات، من خلال فحص الفرص التي يتيحها الإطار القانوني والمؤسسي لرسم معالم سياسة ترابية موجهة للشباب (المبحث الأول)، وإلى أي حد استطاعت السلطات العمومية والترابية في صياغة سياسة وطنية وترابية قادرة على محاكاة تطور وضعية واحتياجات الشباب المغربي في ظل التحديات الاقتصادية والاجتماعية (المبحث الثاني).

ولقياس مدى فعالية النصوص القانونية والمؤسسية إلى جانب السياسات العمومية الموجهة للشباب ستم الاستعانة بنموذج التفكير المسمى سلم "هارت" لمشاركة الشباب⁴.

¹. احتجاجات الريف سنة 2016، جريدة سنة 2017.

². احتجاجات مجموعة من القرى نواحي مدينة زاكورة سنة 2017.

³. تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، مبادرة وطنية جديدة مندمجة لفائدة الشباب المغربي، إحالة رقم 2018/23.

⁴. سلم مشاركة الشباب صاغه عالم الاجتماع Roger Hart سنة 1992 باسم منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة UNESCO من خلال إنشاء نموذج للتفكير في مشاركة الشباب انطلاقا من مجموعة مترابطة من الأنشطة يحمل اسم سلم المشاركة.

Roger A. Hart, Children's Participation: From tokenism to citizenship, Papers inness 92/6, Innocenti Essay, 1992.

وقد انطلقت منذ سنوات مجموعة من المبادرات والسياسات العمومية ذات البعد الشبابي من قبيل المبادرة الوطنية للتنمية البشرية ابتداء من سنة 2005، المخطط التنموي لعام 2008، ثم الحوار الوطني للشباب لسنة 2010.

وابتداء من سنة 2011 فرض الحراك الاجتماعي الذي تزعمته حركة 20 فبراير خلال نفس السنة، والذي قاده الشباب، وحضرت فيه المطالب الشبابية بقوة سواء في أبعادها السياسية، الاقتصادية وكذا الاجتماعية (مكافحة الفساد، التشغيل، إصلاح الإدارة، تخليق الحياة العامة...)، فرض الاهتمام بشكل أكبر بقضايا الشباب ضمن أجندة السياسات العمومية¹، حيث التقطت المراجعة الدستورية لسنة 2011² إشارة الشارع المغربي من خلال توسيع مجال الحقوق والحريات، تعزيز المنظومة المؤسساتية المرتبطة بالشباب³، علاوة على التنصيص على هيئات الحكامة الجيدة⁴ وآليات الديمقراطية التشاركية⁵.

من جهة أخرى، ساهمت الإصلاحات الدستورية والتشريعية في إعادة النظر في سياسة اللامركزية من خلال دسترة الجهوية المتقدمة⁶، وتعزيز مكانة الجهات والجماعات الترابية باعتبارها الفضاءات الملائمة لوضع وتنفيذ السياسات العمومية الترابية، خاصة في ظل تعزيز المشروعية التمثيلية المباشرة للوحدات الترابية⁷.

إلا أن هذه الإصلاحات برمتها، رغم أهميتها، لازالت تطرح مجموعة من الأسئلة والإشكالات الحقيقية في علاقتها بواقع الشباب خاصة في ظل عدم قدرة السياسة الترابية على الإجابة على مجموعة من التطلعات المشروعة لهذه الشريحة المجتمعية من قبيل التشغيل، الخدمات

¹ . Aziz Mechouat, *Le mouvement du 20 février au Maroc – Identité, organisation et discours*, PUF, 2018, p 18.

² . ظهير شريف رقم 1-11-91 صادر في 27 من شعبان 1432 (29 يوليو 2011) بتنفيذ نص الدستور، الجريدة الرسمية عدد 5964 مكرر الصادرة بتاريخ 28 شعبان 1432 (30 يوليو 2011)، ص

³ . تراجع الفصلين 33 و170 من الدستور.

⁴ . تراجع الفصول 165، 166، و167 من الدستور.

⁵ . تراجع الفصول 12، 14، و15 من الدستور.

⁶ . تنص الفقرة الرابعة من الفصل الأول من الدستور على أن: "التنظيم الترابي للمملكة تنظيم لا مركزي، يقوم على الجهوية المتقدمة".

⁷ . يراجع الباب التاسع من الدستور.

الشباب والسياسة الترابية بالمغرب

ذ. رضوان اعيمي

أستاذ باحث بكلية العلوم القانونية

والاقتصادية والاجتماعية أكادال - الرباط

تشكل تيمة الشباب بالمغرب كما في مجموعة من التجارب الأخرى، إحدى الموضوعات الشائكة التي تتداخل فيها الأبعاد السياسية، الاقتصادية، الثقافية، التقنية، وغيرها. فمنذ حصول المغرب على استقلاله السياسي، ظلت شعارات الاهتمام بالشباب عناوين لمجموعة من الخطابات والمناظرات والسياسات والمخططات العمومية منها، كما الحزبية، إلا أنها لم تقطع بشكل جذري مع نظرة الشفقة على هذه الفئة الاجتماعية والانتقال إلى إدماج حقيقي وفعلي لها، سواء من خلال تعزيز حقها في المشاركة المدنية والسياسية والثقافية... من جهة أو من خلال تحسين وضعيتها الاجتماعية والاقتصادية، وهو ما فسره العديد من الباحثين، في نهاية القرن الماضي، كنتيجة حتمية للإحباط والتمزق الذي عانت منه فئة عريضة من الشباب¹.

هذا، وقد ظل للسياسة الترابية² نصيبا مهما من المسؤولية في تقييم السياسات العمومية الموجهة للشباب، حيث اعترف تقرير الخمسينية، أنه طيلة خمسة عقود الموالية للاستقلال لم يحتل الشباب مكانته اللازمة في مسيرة التنمية في ظل محدودية إدماجه الاجتماعي والاقتصادي، وذلك بسبب قصور التأطير وضعف الانخراط في الحقل السياسي والثقافي والرياضي، ويرجع ذلك أساسا لضعف أو انعدام إدماج المجالات الترابية خاصة الجهات في المسار التنموي³.

¹. Bourqia, R, El Ayyadi, El Harras et Rachik , **Les Jeunes et les valeurs religieuses**. CODESRIA – EDDIF, 2000, p24.

². تهدف السياسة الترابية تهدف إلى تحقيق توزيع أفضل للسكان و الأنشطة فوق مجال معين من خلال سياسة قطاعية ومجالية للتخفيف من التباينات وتحقيق نوع من التوازن المجالي.

Voir : Laurie Boussaguet, *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2010, .p446

³. تقرير حول آفاق المغرب في أفق عام 2025 : من أجل تنمية بشرية عالية، 50 سنة من التنمية البشرية.

خاتمة:

يواجه الشباب المغربي اليوم تحديا كبيرا للمشاركة في الحياة العامة والمحلية، ويتمثل في ضياع المفهوم أمام غياب بنيات مدنية شبابية ديمقراطية محلية ووطنية مستقلة سواء على شكل مجالس الشباب المحلية أو من خلال هيئة دستورية تأخذ شكل المجلس الوطني للشباب كقمة اعتبارية تحدد مكانة وموقع الشباب على مستوى الهيئات التمثيلية التي تعزز مشاركة الشباب في عملية الإدماج في صناعة القرارات التي تؤثر على حياتهم، وتضمن مساهمتهم في تحديد احتياجاتهم الشخصية واحتياج مجتمعهم، مع طرح الحلول واقتراح أساليب التدخل التي تعمل على تطوير وتحديث مجتمعهم وعلى المشاركة في المصير الوطني المشترك الذي يتأسس على اختيارات الديمقراطية، والحرية، والتضامن، والذي لن يكتب له النجاح إلا بإشراك الشباب العنصر الضامن لما سيكون عليه مجتمعنا غدا.

وهو ما يستلزم إعادة الاعتبار للعلاقات الاجتماعية على المستوى المحلي وإنشاء مساحات للتداول على المشاركة في اتخاذ القرار، بشرط تحديد البعد الديمقراطي لهذه لمساحات من أجل مشاركة فاعلة، الاجتهاد في إيجاد آليات استشارية يعبرون من خلالها عن تصوراتهم وآرائهم إزاء البرامج والسياسات الوطنية الكبرى لبلادهم، تعزيز جهود التمكين من التعرف على القيم الديمقراطية وترجمتها إلى أفعال في إطار مشاركة نشطة للشباب في اتخاذ القرارات والإجراءات على المستوى المحلي والوطني، مع ضرورة التركيز على إرساء مقومات المجتمع ديمقراطية ووطنيا ومحليا، وليس فقط اختزال مشاركة الشباب في التصويت أو الترشح للانتخابات، بل المشاركة بما تعنيه من مواطننا نشطا يتمتع بالحق في المشاركة في اتخاذ القرارات والتأثير في المستقبل لبناء مجتمع أفضل، مبني على الحق في التنمية والمشاركة إلى جانب السلطات المحلية والإقليمية الأقرب إلى الشباب والتي لها دور مهم جدا تقوم به في تعزيز حقوقهم في المشاركة، وانطلاق الفعل العمومي والتراحي من أن الديمقراطية تعني الحق في فرص للتجربة وتمثل القيم حتى لا تقتصر مشاركة الشباب فقط في تطوير المواطنة أو بناء دولة ديمقراطية من أجل المستقبل، بل تعطي للمشاركة المغزى والمضمون، الذي يعطي للشباب إمكانية التأثير على القرارات والإجراءات، في بعدها التنموي.

إطار الاستمرارية¹، بما يجعل الاكراهات القانونية والعملية البنوية تحد من حق المواطنين والمواطنين من ممارسة الحق في التظاهر السلمي².

كما ان واقع الاحتجاج السلمي بالمغرب الحديث عرف مسار حافل، بدأ الحركات الاحتجاجية الشعبية في بداية الثمانينات (العنف المتبادل الدولة والمحتجين)، وما جسده الحركات الاحتجاجية المنظمة من طرف الأحزاب والنقابات على الخيارات الحكومية، وما مثلته حركة التنسيق المحلية من أشكال جديدة للاحتجاج في فترة التسعينيات، وصولا الى الاحتجاجات المتزامنة مع الربيع العربي منذ 2011 (حركة 20 فبراير / احتجاجات الريف)، وعموما فإن السمات الرئيسية التي طبعت الاحتجاج خلال العقدين الأخيرين أنه عرف، في المغرب كما في معظم أنحاء العالم، قطيعة مع الاحتجاج المسلح أو المدعوم بأدوات بسيطة لكنها تحدث أذى في الناس وفي ممتلكات الخواص وممتلكات الدولة، وهو يعرف الآن انتقالا من الاحتجاج الصدامي إلى الاحتجاج السلمي، ولأن الأمر يتعلق بانتقال، فإن الانفلاتات أو الانزلاقات، سواء على مستوى الأمن أو على مستوى أفراد من بين المحتجين، تبقى دائما غير محسومة التوقعات، كما أن الاحتجاج في الظرفية الحالية بقدر ما يتزامن من جهة، مع التوسع الذي يشهده هامش الحريات بالنسبة للأفراد والمجموعات في المغرب ومع ازدياد ترسخ الرأسمالية وزحف العولمة وتآزم الأحوال الاجتماعية، ومن جهة ثانية يؤشر على تراجع الدور التأسيري للأحزاب السياسية والمنظمات النقابية للمواطنين كما للشغيلة، كما أن الاحتجاج في المغرب كما في غيره من البلدان لم يعد مجرد ظاهرة آيلة للزوال، يكفي مقارعتها بالإجراءات الأمنية، بل وسيلة متعددة الأشكال والأساليب للمشاركة المتساوية في التعبير والجهر بالحاجات غير المشبعة ولإبداء الرأي في طرق وسبل معالجتها.

¹ الحبيب استاتي زين الدين، الحركات الاحتجاجية في المغرب ودينامية التغيير ضمن الاستمرارية، مرجع سابق، ص 372.

² مذكرة حرية الجمعيات بالمغرب، مقدمة من طرف المجلس الوطني لحقوق الانسان، نونبر 2015.

وقد أطرت القوانين المغربية الحق في التجمع والتظاهر السلمي، في عدد من القوانين، حيث نصت أسمى وثيقة في البلاد وهي الدستور، على أن حرية الاجتماع والتجمع والتظاهر السلمي هي مضمونة بقوة الدستور، وأن شروط ممارستها والاستفادة منها تحدد في قانون¹، وأكدت الوثيقة الدستورية على أنه لا يجوز المساس بالسلامة الجسدية أو المعنوية لأي شخص وفي أي ظرف ومن قبل أي جهة كانت، وكذلك أن حرية الرأي والتعبير هي مضمونة بشتى الطرق والتي من بينها الاحتجاج والتظاهر²، وعملت مدونة الحريات العامة كأول وثيقة قانون نظم هذا الحق³، وتم تعديل وتنميط الظهير المتعلق بالتجمعات العمومية بالقانون رقم 76.00 الصادر في 23 يوليوز 2002 والمتعلق بالتجمعات العمومية، وميز هذا القانون بين التجمعات العمومية والتظاهر بالطرق العمومية والتجمع، حيث عرف التجمعات العمومية بأنها "كل جمع مؤقت مباح للعموم وتدرس خلاله مسائل مدرجة في جدول أعمال محددة من قبل"، كما طرح القانون المنظم للحق في التجمع والتظاهر السلمي شروطا وقيودا لا بد من توفرها، حيث حظر كل التجمعات على الطرق العمومية، واعتبر أنه لا يمكن السماح بها إلا لفائدة الأحزاب السياسية والمنظمات النقابية والهيئات المهنية والجمعيات المصرح لها بصفة قانونية، والتي تكون قدمت تصاريح من أجل هذه التجمعات⁴، وهذا الإطار القانوني الغير متلائم مع الوثيقة الدستورية والغير ملائم لواقع الاحتجاجات في المغرب، وهو ما يطرح ثنائية الحق في الاحتجاج السلمي وواجب احترام النظام العام، وهي ثنائية يعكسها عمليا صعوبات نجاح القضاء في مهمة التوفيق بين إكراهات السلطة ومستلزمات الحرية في ظل مجتمع تراهن ديناميته على إحداث التغيير في

¹ الفصل 29 من الدستور.

² الفصل 22 و 25 من الدستور.

³ الظهير رقم 1.58.376 الصادر في 15 نونبر 1958 يحدد بموجبه حق تأسيس الجمعيات، الجريدة الرسمية عدد 2404 مكرر، بتاريخ 27 نونبر 1958.

-الظهير رقم 1.58.377 الصادر في 15 نونبر 1958 يحدد بموجبه التجمعات العمومية، الجريدة الرسمية عدد 2404 مكرر، بتاريخ 27 نونبر 1958.

-الظهير رقم 1.58.378 الصادر في 15 نونبر 1958 بشأن قانون الصحافة، الجريدة الرسمية عدد 2404 مكرر، بتاريخ 27 نونبر 1958.
⁴ الفصلين 11 و 12 من الظهير رقم 1.58.377 الصادر في 15 نونبر 1958 يحدد بموجبه التجمعات العمومية.

عرائض الإحتجاج، وإعداد منشورات مرئية ومسموعة وفيديوهات، وهي اليات تبين قدرت مواقع التواصل الاجتماعي على التعبئة والحشد الرأي العام، لكن مقابل ذلك تعترض هذه الحركات الاحتجاجية الرقمية صعوبات من قبل إمكانية استعمالها لغير أغراض اليقظة الاجتماعية وتعزيز الديمقراطية وحرية الرأي كما يحدث في الحملات الموجهة (الذباب الالكتروني)، ناهيك عن إمكانية ملاحقة السلطات العمومية لنشطاء مواقع التواصل الاجتماعي، وإعمال تقنيات حجب مواقع الكترونية¹.

4. مدخل الإحتجاجي السلمي

الإحتجاج هو واحد من وسائل التعبير وإبداء الرأي الأربعة المتمثلة في وسائل فردية ووسائل جماعية ووسائل شفوية وأخرى مكتوبة، وهي وسائل رغم ما يبدو عليها من انفصال عن بعضها فإنها، على الأخص، في حالة الإحتجاج تتداخل بحيث يتم الجمع بين التعبير الشفهي أو التصويري، وذلك بالإضافة إلى أن الإحتجاج يتم مصحوبا بهذه الوسائل التعبيرية في الشارع العام، في شكل وقفة أو اعتصام أو مسيرة أو تجمع خطابي، على مرأى وسمع ممن حضره، وقد حظي الحركات الاحتجاجية عبر التاريخ بعناية المؤرخين والباحثين على المستويين الخارجي والداخلي بفعل عوامل ترتبط بحدة المواجهة والعنف المتبادل بين تيارات الحركة الوطنية والمؤسسة الملكية (سنوات الرصاص)، وصولا إلى فهم طبيعة التغيير الذي مس الفعل الإحتجاجي بانتقاله من رفض الفاعل السياسي تمظهرات القهر والتحكم في السلطة وتوجيه دفتها خلال سنوات الإحتجاج الممنوع، إلى ظهور فاعلين جدد أكسبوا هذا الفعل سلطة رمزية لها القدرة على المساءلة والضغط والتنبية إلى ضعف الاختيارات التنموية للحكومات المتعاقبة، على نحو يشير إلى ميلاد وعي جديد في إطار ما يمكن أن نطلق عليه المقاربة الانفتاحية على المعارضة في العقد الأخير من القرن العشرين، بضرورة بناء دولة المواطنة، والتحرر من التبعية وإقرار الديمقراطية وتحقيق التنمية².

¹ بلاغ وزير الثقافة والاتصال، بتاريخ 15 غشت 2018 أن المهلة التي منحتها الحكومة للمواقع الإلكترونية لتفتين أوضاعها وفقا للقانون رقم 88.13 المتعلق بالصحافة والنشر قد انتهت وأفاد الوزير أنه من بين 850 موقعا إلكترونيا وضع ملف التصريح لدى النيابة العامة، توجد اليوم 314 صحيفة إلكترونية حصلت على الملائمة، بينما أزيد من 500 موقع إلكتروني يوجد في وضعية غير قانونية.

² الحبيب استاتي زين الدين، الحركات الاحتجاجية في المغرب ودينامية التغيير ضمن الاستمرارية، منشورات المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات، الدوحة بيروت، سنة 2019، ص 287.

البلدان منذ 2011، عبر حشيد الجماهير ودفعها إلى النزول إلى الشوارع للدفاع عن مطالب اقتصادية واجتماعية بحمولات سياسية¹.

ومع تزايد عدد مستخدمي هذه المواقع الافتراضية على نحو غير عادي، لما توفرها لبعضهم من فرص للترويج عن النفس والترفيه، وفضاء للتعبير والتنقيف عبر تبادل المعلومات ومناقشة مواضيع مختلفة للبعض الآخر، بعيدا عن أعين السلطات ومقاصد رقابتهم، ويحتل المغرب في المركز الخامس في إفريقيا خلف مصر (37 مليون) والجزائر (20 مليون) ونيجيريا (18 مليون) وجنوب إفريقيا (17 مليون)، حيث بلغ عدد المستخدمين النشيطين في المغرب حوالي 16 مليون مستخدم، يتصل 15 مليونا بالفيسبوك عبر الهاتف المحمول، وتتراوح أعمارهم " سكان العالم الأزرق بين 18 و 34 سنة حوالي الثلثين (64%) هم من الذكور²، وهي أرقام تجعل يزكيها واقع حيث أصبح للانترنت عموما تأثير واضحا على النظام السياسي وأداء المؤسسات الوسيطة بل وتجاوز دورها مثل الأحزاب السياسية والمجتمع المدني والمؤسسات التشريعية عن طرق القدرة على التأثير على صنع السياسة الحكومية بدلا من الدور التقليدي للنظام السياسي والنخبة³، حيث عرفت العشر سنوات الأخيرة بقظة رقمية مغربية بدأ بدعم حراك 20 فبراير و احتجاجات الريف، واطلق حملات تدعو إلى مقاطعة بعض المنتجات (ماء سيدي علي / حليب سنطرال / ووقود الغاز إفريقيا)، وصولا الى حركة الاحتجاج الرقمي على مضامين مشروع القانون رقم 20.22 المتعلق باستعمال وسائل التواصل الاجتماعي وشبكات البث المفتوح والشبكات المماثلة، والذي صادقة عليه الحكومة وتراجعة عنه تحت تأثير حملة الرفض عبر مواقع التواصل الاجتماعية.

وعموما يظهر أن بعض الاحتجاجات الإلكترونية لا يتجاوز المجال الافتراضي ومنه البعض الذي يتوخي الخروج من العالم الافتراضي إلى الواقع حيث تتعدد أشكال الاحتجاج الإلكتروني حسب ما تقتضيه الحالة إما عبر تدوينة على مواقع التواصل الاجتماعي وتوقيع

¹ الشباب والانتقال الديمقراطي في البلدان العربية، مؤلف جماعي من منشورات المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات، 10 نونبر 2019، ص 85.

² نتائج دراسة تحت عنوان " 2018 مواقع التواصل الاجتماعي بخير، رغم عدم الثقة"، من إنجاز (We Are Social)، ماي 2018.

³ عادل عبد الصادق، الفضاء الإلكتروني والديموقراطية: بين التحولات والتحديات، منشورات العربي لأبحاث الفضاء الإلكتروني، سنة 2012، ص 31.

الجماعاتي من المجتمع المدني من أن يشكل هذا الأخير رافدا وحليفا لمطالب الحركات الاحتجاجية وبالضبط في أن يتحول إلى سلطة مضادة، مما ينتج عنه هشاشة الديمقراطية التشاركية وعدم قدرتها على التخلص من هاجس التحكم والضبط وتغليب المقاربة الأمنية على حساب الهم التنموي وبفائها أسيرة أجندة السلطة المركزية¹.

مما جعل حصيلة الديمقراطية التشاركية عبر مختلف ألياتها رغم المجهودات المبذولة المتعلقة ما تزال متواضعة ودون الانتظارات والطموحات، حيث منذ صدور القانون التنظيمي للعرائض والملمتسات لم يتوصل رئيس الحكومة إلا ب 6 عرائض، خمس منها لا تتوفر على الشروط القانونية، مقابل عريضة واحدة تم وضعها لدى رئيس الحكومة، وهي تلك المتعلقة بإحداث صندوق مكافحة السرطان، التي تجاوزت 50 ألف توقيع²، أما بخصوص العرائض المحلية لم تتجاوز 166 عريضة قدمت من قبل جمعيات المجتمع المدني، في حين تم تقديم 46 عريضة من قبل المواطنين والمواطنات، وقد تم تقديم هذه العرائض إلى 97 جماعة ترابية من أصل 1590 جماعة، أي بنسبة 6%، مما يعكس حادثة تجربة الديمقراطية التشاركية وتأثرها بالإكراهات القانونية والواقعية والمجتمعية³.

3. مدخل النضال الرقمي أو ديمقراطية الانترنت

ساهم ظهور مواقع التواصل الاجتماعي في التأثير بشكل كبير في نواح عدة من حياتنا، وكان لها الفضل الأكبر في تطوير ميكانيزمات العملية التواصلية بين أفراد المجتمع الواحد وأيضا بين أفراد المجتمعات المختلفة والتي تفصل بينها الآلاف من الكيلومترات. فهي إذا تذهب في اتجاه تقريب ما أبعدته الجغرافيا وتسعى إلى تيسير ما يعسر الواقع، كما لعبت مواقع التواصل الاجتماعي دورا أساسيا في تغيير الأوضاع الاجتماعية والسياسية لكثير من

¹ عبد الله ساعف، المجتمع المدني بالمغرب: الوضعية والآفاق، حوار منشور بجريدة اخبار اليوم الأربعاء 12 سونيو 2019، عدد 2916، ص 8. إلى المعلومة والمشاركة في الحياة العامة، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية REMALD، عدد 114 يناير - فبراير 2014، ص 11.

² مداخلة وزير الدولة المكلف بحقوق الانسان والعلاقات مع البرلمان، في الندوة حول موضوع: " الديمقراطية التشاركية بين إشكالية الواقع وآفاق التطوير"، المنظمة من طرف لجنة العرائض بمجلس النواب، بتاريخ 25 فبراير 2020.

³ الديمقراطية التشاركية المحلية تقديم العرائض للجماعات الترابية كنموذج، دراسة من أصدرته وزارة الداخلية المديرية العام للجماعات المحلية، فبراير 2020.

بدراسة القضايا المتعلقة بتفعيل مبادئ المساواة وتكافؤ الفرص ومقاربة النوع تسمى " هيئة المساواة وتكافؤ الفرص ومقاربة النوع"¹.

هذا الخيار المدني يواجه الكثير من المشاكل المرتبطة أولاً بطبيعة النص التشريعي نفسه والذي لم يتبنى التفسير الديمقراطي للدستور، حيث ولم يلتزم بتوصيات اللجنة الوطنية للحوار الوطني حول المجتمع المدني والأدوار الدستورية الجديدة²، عبر وضع شروط قانونية تعجيزية وغير قابلة للتطبيق، من قبيل العدد (اشتراط 500 مواطن من أجل تقديم العريضة إلى المجلس الجهوي و2500 من أجل تقديم ملمات في مجال التشريع)، وشرط الانتساب (اشتراط في مقدم الملمات والعرائض ان يكونوا من سكان الجهة أو يمارس فيها نشاط صناعيا أو تجاريا أو مهنيا)³، مما جعل الترسانة القانونية ذات الصلت بالديمقراطية التشاركية عموما تتنافى مع مرتكزات الوثيقة الدستورية القاضية بتبني مبدأ الديمقراطية التشاركية كخيار دستوري ووطني، بالإضافة الى مشاكل مرتبطة ببنية الفاعل الجمعي على مستوى ضعف توفر الفاعل الجمعي على خبرات وكفاءات ذات تكوين قانوني تساعد الجمعيات في أداء المهام وخصوصا في مجال تقديم العرائض وملتمسات التشريع، بالإضافة الى مشكل الحكامة وضعف التمويل والدعم العمومي والقدرة على تعبئة الموارد، مع تسجيل عوائق أخرى مرتبطة بضعف الديمقراطية الداخلية داخل الجسم الجمعي والحكامه والشفافية في التدبير الإداري للعديد من الجمعيات، وعدم قدرة الفاعل الجمعي الحصول على المعلومة، وتفعيل الحق في الوصول إليها كما ينص على ذلك الدستور⁴، كل هذه المعوقات البنيوية ينضاف إليها عزوف كبير من المواطنين عن الدخول للفعل الجمعي رغم الانتشار الواسع للجمعيات وهيئات المجتمع المدني، بالإضافة الى سيطرة قيم اجتماعية وثقافية تقليدية تقف حجر عثرة في طريق تحقيق التنمية المحلية، فحضور نمط العلاقات القبلية العشائرية والقرابة من النظم الاجتماعية التي تعرقل مسارات ومجهودات إعداد وتفعيل السياسات العمومية، كما أن الديمقراطية التشاركية كخيار دستوري يقابله توجس وتخوف الدولة والفاعل

¹ المادة 120 من القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات.

² توصيات اللجنة الوطنية للحوار الوطني حول المجتمع المدني وادواره الدستورية الجديدة، ابريل 2014.

³ خليل السعدي، المجتمع المدني، الديمقراطية التشاركية أية علاقة، مقال منشور بموقع العلوم القانونية الالكترونية على الرابط www.marocdroit.com، تاريخ الزيارة الاربعاء 3 يونيو 2020.

⁴ احمد مفيد، الحق في الوصول إلى المعلومة والمشاركة في الحياة العامة، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية REMALD، عدد 114 يناير - فبراير 2014، ص 11.

المواطنات والمواطنين والجمعيات في تقديم العرائض الهدف منها مطالبة المجلس بإدراج نقطة تدخل في اختصاصه ضمن جدول أعماله¹.

ويمكن الوقوف عند 3 آليات أساسية في علاقة بتقوية مشاركة الشباب في السياسة ومساهمته في السياسات العمومية الوطنية والترايبية:

- **آلية تقديم العرائض:** يمكننا تعريف العريضة بكونها رسالة مفتوحة وموقعة وموجهة إلى سلطات أو مؤسسات عمومية لتغيير أو إقرار أو استفسار على وضع ما أو قانون أو مرسوم إداري ما، فالمشرع الدستوري حاول أن يبوء الفرد مكانة متميزة وذلك بالاعتراف له بحقوق دستورية يمكن أن يمارسها دون وساطة أو توجيه من أحد خصوصا بعد أن ازداد وعي المواطن المغربي بالتعاطي مع الشؤون الإدارية والسياسية والمحلية والوطنية².
- **آلية تقديم الملتزمات من المواطنين كفاعلين للمجتمع المدني:** لقد وعى المشرع الدستوري التغييرات الجارية على صعيد المفاهيم الكبرى للسياسة، فأدخل مفهوم الملتزمات الذي تم التنصيص عليه في الفصل 14 من الدستور من شأن تفعيل هذه الآلية زيادة المشاركة الشعبية، فحق تقديم الملتزمات من طرف المواطنين مكسب ديمقراطي تاريخي سيساهم لامحالة في إشراك المواطنين في توجيه السياسات العمومية المحلية.
- **الآليات التشاركية للحوار والتشاور:** وهي الآلية التي تم تبنيها من طرف مجالس الجماعات كآلية لتيسير مساهمة المواطنات والمواطنين والجمعيات في إعداد برامج العمل وتتبعها³، بالإضافة إلى إحداث هيئة استشارية بشراكة مع فعاليات المجتمع المدني تختص

¹ الفصل 139 من الدستور المغربي.

² ظهر شريف رقم 1.15.85 صادر في 20 من رمضان 1436 (7 يوليو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات، جريدة رسمية عدد 6380 بتاريخ 6 شوال 1436 (23 يوليو 2015)، ص 6660.

■ المادة 123 من القانون التنظيمي رقم 113.14 تنص على أنه: " يجب أن يستوفي مقدمو العريضة من المواطنات والمواطنين الشروط التالية: -أن يكونوا من ساكنة الجماعة المعنية أو يمارسوا بها نشاطا اقتصاديا أو تجاريا أو مهنيا؛ -أن يكونوا مسجلين في اللوائح الانتخابية العامة؛ - أن تكون لهم مصلحة مباشرة مشتركة في تقديم العريضة؛ -أن لا يقل عدد الموقعين منهم عن مائة (100) ناخب فيما يخص الجماعات التي يقل عدد سكانها عن 35000 نسمة و 200 ناخب بالنسبة لغيرها من الجماعات، غير أنه يجب أن لا يقل عدد الموقعين عن 450 ناخب بالنسبة للجماعات ذات نظام المقاطعات".

■ المادة 124 من القانون التنظيمي رقم 113.14 تنص على أنه " يجب على الجمعيات التي تقدم العريضة استيفاء الشروط التالية: - أن تكون الجمعية معترفا بها ومؤسسة بالمغرب طبقا للتشريع الجاري به العمل لمدة تزيد على ثالث (3) سنوات، وتعمل طبقا للمبادئ الديمقراطية وأنظمتها الأساسية؛ - أن تكون في وضعية سليمة إزاء القوانين والانظمة الجاري بها العمل؛ - أن يكون مقرها أو أحد فروعها واقعا بتراب الجماعة المعنية بالعريضة؛ - أن يكون نشاطها مرتبطا بموضوع العريضة".

³ المادة 119 من القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات.

الدوائر المحلية)، بما يتطلب الكثير من الجهود من أجل إعادة الثقة في الأحزاب السياسية والمؤسسات التمثيلية وكذا تعزيز حضور الشباب في العملية الديمقراطية وطنيا ومحليا.

2. المدخل المدني أو مدخل الديمقراطية التشاركية

المدخل المدني لتعزيز مشاركة الشباب المغربي ينطلق من فرضية تقوية وتشجيع انخراط الشباب في العمل الجمعي والمدني، وتعزيز التراكم الإيجابي الذي حققه الفعل المدني المغربي منذ الاستقلال، بالإضافة إلى تهمين أدوار الجمعيات الشبابية الوطنية والمحلية، وتقوية التشبيك المدني، ويرتكز هذا الخيار على الاستفادة من الإمكانيات الدستورية التي تتيحها الوثيقة الدستورية لسنة 2011 وخصوصا في علاقة بالدور الأساسي للمجتمع المدني في إطار الديمقراطية التشاركية، وأكدت على دوره في تقديم العرائض وملتمسات تشريعية والمساهمة في بلورة السياسات العمومية الوطنية والترايبية، والتي تؤكد على خيار المشاركة المدنية في إطار الديمقراطية التشاركية حيث أقر الدستور مبدأ حرية تأسيس جمعيات المجتمع المدني والمنظمات الغير حكومية وقاعدة ممارسة الأنشطة المدنية بحرية في نطاق احترام الدستور والقانون، وأناط بالجمعيات المهمة بقضايا الشأن العام والمنظمات غير الحكومية مهمة المساهمة في إعداد قرارات ومشاريع لدى المؤسسات المنتخبة والسلطات العمومية وكذا في تفعيلها وتقييمها في إطار الديمقراطية التشاركية¹، كما ألزمت الوثيقة الدستورية السلطات العمومية بإحداث هيئات للتشاور، قصد إشراك مختلف الفاعلين الاجتماعيين، في إعداد السياسات العمومية وتفعيلها وتنفيذها وتقييمها، حيث تبقى الصيغة الوحيدة لإشراك الجمعيات في القرار الجماعي خارج إمكانيات الشراكة أو الدعم أو المساندة هي لجنة المساواة وتكافؤ الفرص²، ولتعزيز المشاركة المواطنة أسست الوثيقة الدستورية لحق للمواطنين والمواطنات في تقديم عرائض إلى السلطات العمومية ضمن شروط وكيفيات يحددها قانون تنظيمي، وكذا الحق في تقديم اقتراحات في مجال التشريع³، فضلا عن حق

¹ الفصل 12 من الدستور المغربي.

² الفصل 13 من الدستور المغربي.

³ الفصل 14 و 15 من الدستور المغربي.

التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية والذي أناط بالأحزاب السياسية مسؤولية توسيع وتعميم مشاركة النساء والشباب في التتمية السياسية للبلاد، وللوصول إلى هذه الغاية، يسعى كل حزب سياسي لبلوغ نسبة الثلث لفائدة النساء داخل أجهزته المسيرة وطنيا وجهويا، في أفق التحقيق التدريجي لمبدأ المناصفة بين النساء والرجال، كما يتعين على كل حزب سياسي أن يحدد في نظامه الأساسي نسبة الشباب الواجب إشراكهم في الأجهزة المسيرة للحزب¹.

لكن هذا المدخل تقف أمامه العديد من العراقيل الواقعية، بدأ بمشكل ثقة الشباب في العمل الحزبي، نتيجة طبيعة الفاعلين وإشكالية انغلاق البنية الحزبية التقليدية، حيث يسجل إحساس مرتفع جدا بعدم الثقة في السياسيين والمؤسسات المنتخبة، حسب دراسة حديثة حول مؤشرات الثقة وجودة المؤسسات²، فقد بلغت نسبة الذين صرحوا بعدم ثقتهم في الأحزاب السياسية 86.8%، في حين بلغت نسبة الذين لا يتقنون في الحكومة 68.7%، والذين لا يتقنون في مؤسسة البرلمان 57.5%، بالإضافة إلى مشكل محدودية المشاركة السياسية للشباب، حيث تسجل إحصائيات الانتخابات الجماعية³ لسنة 2015 ضعف على مستوى انخراط الشباب في العمل الجماعي حيث لا تتجاوز نسبة 16.6% المنتخبين الجماعيين الذين يقل سنهم عن 35 سنة، بينما 80.39% من المنتخبين الجماعيين معدل سنهم أكثر من 35 سنة، وهو الأمر الذي تم تداركه على مستوى الانتخابات التشريعية⁴ لسنة 2016 على مستوى الدائرة الانتخابية الوطنية عبر إقرار اللائحة الوطنية للشباب والتي تتضمن ثلاثين (30) مرشحا من الجنسين لا تزيد سنهم على أربعين سنة شمسية⁵، لتصل نسبة حضور الشباب أقل من 35 سنة في مجلس النواب إلى 28.89% (في الوقت الذي لم تقدم أي إحصائيات رسمية حول حضور الشباب أقل من 40 سنة والفائزين على مستوى

¹ المادة 26 من ظهير شريف رقم 1.11.166 صادر في 24 من ذي القعدة 1432 (22 أكتوبر 2011)، بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 29.11 المتعلق بالأحزاب السياسية، الجريدة الرسمية عدد 5989 الصادرة بتاريخ 26 ذو القعدة 1432 (24 أكتوبر 2011)، ص 5172.

² دراسة مؤشرات الثقة وجودة المؤسسات، المعهد المغربي لتحليل السياسات، تم تقديم نتائجها الأولية في ندوة صحفية يوم الثلاثاء 03 دجنبر 2019، نتائج الدراسة موجودة على الموقع الإلكتروني للمعهد. **Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** تاريخ الزيارة الأربعاء 3 يونيو 2020.

³ إحصائيات رسمية لوزارة الداخلية منشورة على الموقع الإلكتروني لانتخابات www.elections.ma تاريخ الزيارة الأربعاء 3 يونيو 2020.

⁴ إحصائيات رسمية لوزارة الداخلية منشورة على الموقع الإلكتروني لانتخابات www.elections.ma تاريخ الزيارة الأربعاء 3 يونيو 2020.

⁵ المادة 23 من ظهير شريف رقم 1.11.165 صادر في 16 من ذي القعدة 1432 (14 أكتوبر 2011)، بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 27.11 المتعلق بمجلس النواب، الجريدة الرسمية عدد 5987 بتاريخ 19 ذو القعدة 1432 (17 أكتوبر 2011)، ص 50535.

ثانياً: المداخل الممكنة لتعزيز موقع ودور الشباب في السياسة

يقصد بالمشاركة تمكين فئة عريضة من المجتمع ألا وهي شريحة الشباب، من الإسهام بدرجة أو بأخرى في إعداد وتنفيذ سياسات التنمية، سواء بجهودهم الذاتية أو بالشراكة والتعاون مع القطاعات والأجهزة الحكومية والسلطات المحلية المنتخبة. إنها عملية اقتسام تدبير الشأن العام المحلي والوطني، بخلق آليات قانونية تمنح هامش المساهمة في صنع القرار على مختلف المستويات، وفي السياق المغربي يمكن الوقوف عند أربع مداخل ممكنة لتقوية وتعزيز موقع وادوار الشباب في الحياة السياسية الوطنية والترايبية.

1. المدخل السياسي أو مدخل الديمقراطية التمثيلية

إن العملية الديمقراطية تتطلب مشاركة الأحزاب السياسية الفعالة في الحياة العامة للدولة، كما أن الأحزاب هي منظمات فريدة تقوم بعدد من المهام المترابطة والمركزية لعملية الحكم الديمقراطي، وتشتمل مهامها على التنافس في الانتخابات وتحقيق الفوز فيها سعياً للحصول على قدر من السيطرة على المرافق والمؤسسات الحكومية والسعي للوصول إلى السلطة، بالإضافة إلى حشد المصالح الاجتماعية وتمثيلها، وطرح بدائل للسياسات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، والتحقق من نزاهة القادة السياسيين الذين سيكون لهم دور في حكم المجتمع وتدريبهم، وهو ما يتطلب تعزيز مشاركة الشباب في الحياة السياسية وانخراطه في الأحزاب السياسية بما يضمن اسماع صوته ومطالبه داخل الهياكل السياسية والمؤسسات المنتخبة وطنياً، وخصوصاً جهوياً ومحلياً.

وهذا المدخل يكرسه الدستور المغربي، الذي نص على مركزية دور الأحزاب السياسية في النظام المغربي حيث تعمل الأحزاب السياسية على تأطير المواطنين والمواطنات وتكوينهم السياسي، وتعزيز انخراطهم في الحياة الوطنية، وفي تدبير الشأن العام، وتساهم في التعبير عن إرادة الناخبين، والمشاركة في ممارسة السلطة، على أساس التعددية والتناوب، بالوسائل الديمقراطية، وفي نطاق المؤسسات الدستورية¹، كما كرس هذا الخيار الدستوري القانون

¹ الفصل 7 من الدستور المغربي، ظهير شريف رقم 1.11.91 صادر في 27 من شعبان 1432 (29 يوليو 2011)، الجريدة الرسمية عدد 5964 مكرر، بتاريخ 28 شعبان 1432 (30 يوليو 2011)، ص 3600.

إنطلاقاً من التجارب الدولية ذات الصلة بإشراك الشباب¹ يمكن استخلاص مجموعة من المنطلقات من أجل دور أساسي للشباب في السياسات العمومية:

- لا يجب اختزال مفهوم الشباب في كتلة واحدة توجه إليهم سياسات متماثلة بل هم قطاعات متعددة في داخل الدولة الواحدة وداخل نفس الوحدة الترابية للدولة؛
- أن معالجة احتياجات الشباب ترتبط بالقلق على مستقبلهم، مما يتطلب إشراك الشركاء في الدينامية العامة لهذه السياسات من أجل تنمية القيم والمهارات للشباب لجعلهم في مستوى طموحات المجتمع؛
- لا يمكن أن تكون سياسة للشباب من دون إرادة سياسية، تعترف أن الشباب لهم كامل لإمكانات فقط ينتظرون التعبير عن أنفسهم، وتمكنهم من الاستفادة من الفرص المتاحة له؛
- الانطلاق من أن العمل الحكومة لا يمكنها مواجهة جميع التحديات، وكذلك الشأن بالنسبة للبرامج التنموية المحلية والجهوية؛
- يجب على سياسات الشباب التركيز على الاستقلال الذاتي للشباب، وهذا يعني قدرتهم على إدارة حياتهم الخاصة فكرياً ومادياً والتي تخول لهم بكل ثقة ومسؤولية المساهمة في دينامية المجتمع؛
- سياسات الشباب هي التي تقدم جواباً حول كيفية دعم الشباب وكيفية المساعدة في بناء مشروع حياتهم، وإيجاد حلول ممكنة لتنفيذ سياسة الشباب؛
- يجب أن تعتمد السياسات العمومية للشباب نقل الصلاحيات إلى السلطات المحلية تحت تأثير القوانين ولللامركزية، من أجل ترجمة السياسات الوطنية للشباب على المستوى المحلي الصرف، وأن تراعي هذه السياسات ظروف الشباب المحلية واحتياجاتهم؛
- لإرساء لبنات السياسة المحلية الحقيقية للشباب يتمثل في تكريس مفهوم القرب كمقاربة تعيد الشرعية للمؤسسات من الأسفل وتعطي للعمل المحلي مكانة متميزة لجيل الشباب باعتبارهم مستقبل واعد.

¹ مبادرة وطنية جديدة منمجة لفائدة الشباب المغربي، تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، والذي وقف عند العديد من التجارب الدولية المقارنة (الارجنتين / بوليفيا / البرازيل / شيلي/ كولومبيا / كوبا / بيرو ...)، ص 33 الى 36.

الشباب والقائم على تركز نظرة دنيوية لأوضاع الشباب والنظر إليه كعبء على سياسة الدولة بما يبطل مفعوله كقوة دافعة نحو تحقيق التقدم والتنمية.

4. إشراك الشباب في السياسة يمر عبر فعلية السياسة العمومية للشباب

إن إشراك الشباب يجب أن ينطلق من حيث الأصل من ضرورة تعزيز الالتزام بحقوق الإنسان والديمقراطية، وتعتبر فرص مشاركتهم في عملية اتخاذ القرار التي تساعد في تطوير بيئتهم الاقتصادية والاجتماعية والسياسية والثقافية الوسيلة الأنجع لتمكين الشباب من ممارسة مواطنته المسؤولة إزاء وطنه، فحتى الآن مازال الاهتمام بالشباب المغربي محصورا في إطار المعالجات الظرفية دون التشخيص الحقيقي لواقع هؤلاء الشباب، وما يعانونه من اختلالات فكرية تارة وسلوكية تارة أخرى واقتصادية وسياسية أو اجتماعية، نظرا لصعوبة الإجابة على ماذا نريد من الشباب؟ وماذا يريد الشباب منا؟، ففي خضم هذا التضارب بين متطلبات الشباب واستجابة السياسات العمومية لها تزداد الفجوة بين الشباب وحقه في التنمية، لذلك فالسياسات التي تهتم بالشباب عليها ان تسعى إلى غابيتين:

- تحديد التهديدات التي تحدق بالشباب وما ينجم عنها من أخطار محتملة يمكن أن يتعرضوا لها؛
- تحديد القيم التي يجب تدميتها في حياتهم مع الأخذ في الحسبان الآثار الاجتماعية المتوقعة إذا لم يتم تنفيذ هذه السياسات؛

وبالتالي الاشراك يعني وجود سياسة عمومية تجيب عن الاحتياجات الاقتصادية والاجتماعية والسياسية والثقافية التي إذا لم تلب فستؤدي بالشباب إلى الاغتراب والعزلة وسهولة استقطابه وانحرافه وتطرفه، على اعتبار ان تراكم هذه الأخطار تعتبر معيقا للتنمية والاستقرار السياسي والديمقراطي للبلاد.

دعوة ملكية تفاعلت معها الحكومي¹ عبر اعداد وثيقة تحت عنوان "السياسة الوطنية المندمجة للشباب"²، تحدد كهدف عام الرفع من فرص الإدماج المجتمعي للشباب من خلال تطوير قدراتهم على الابتكار والإبداع، وكذا اعتبار الشباب مكونا وفاعلا أساسيا يوجد في صلب النموذج التنموي الجديد للمملكة، عبر الاستثمار الأكمل لإمكاناته وطاقاته، بما يحقق مساهمته الفاعلة والإيجابية في بناء المستقبل، أعدتها وزارة الشباب والرياضة في غياب أي تشارك وصادق عليها المجلس الحكومي³.

ورغم هذه المجهودات الحكومية فإنها تظل غير كافية، ونهجها لا يسمح بتلبية جميع التحديات التي تواجه الشباب المغربي، نظرا لضعفها وعدم قدرتها على التصدي لأشكال التهميش والإقصاء، وافتقارها لمبدأ تكافؤ الفرص والمساواة بين الشباب، وعدم التقائية السياسات القطاعية في مجال الشباب، والتي لم تستطع أن تتحول إلى منهج عمل قابل للتحقيق والقياس، بما يجعلها عاجزة على صياغة أجندة وطنية لتنمية الشباب وتوفير ظروف أفضل لهم، مع تسجيل افتقارها لرؤية شمولية ومندمجة مما جعلها متخلفة عن استيعاب التحديات التي تواجه هذه الفئة، فعلى مستوى المواطنة فقط 1% من الشباب منخرطون في حزب سياسي أو نقابة، ومن 10% الى 15% يشاركون في الحياة الجمعوية، كما تؤكد الأرقام الرسمية أن 75% من الشباب لا يتوفرون على تغطية صحية، شاب من كل 5 شبان يعانون من اضطرابات نفسية، وعلى مستوى الانخراط في منظومة التعليم والتكوين يسجل أن شابين من أصل ثلاثة شباب في حالة انقطاع عن الدراسة، أما رفاه الشباب يسجل أن ما يزيد عن 72% من وقت الشباب يتم قضاؤه في أنشطة غير منتجة للرفاه الاجتماعي، وما يقدر بـ 82% من الشباب لا يمارسون أي نشاط، كما ترتفع معدلات البطالة في صفوف الشباب لتصل إلى 20%، وما يناهز 50% من الشباب المنخرطين في سوق الشغل يشتغلون بأجور زهيدة⁴، من خلال هذه الأرقام يظهر أن التعاطي الرسمي مع

¹ بما يعني تراجع الحكومة على برنامجها الحكومي المرتبط أساسا بتنزيل وتنفيذ استراتيجية وطنية ومندمجة للشباب.

² وهي وثيقة غير منشورة وغير متداولة ولا نجد لها أي أثر في الموقع الرسمي للحكومة المغربية ولا في الرسمي لوزارة الشباب والرياضة، بما يجعل البحث حول تنفيذها واعمالها كسياسة عمومية غير ممكن علميا وعمليا وواقعيًا.

³ المجلس الحكومي المنعقد يوم الخميس 09 ماي 2019، والذي صادق على السياسة المندمجة للشباب، والتي أعدتها وزارة الشباب والرياضة.

⁴ مبادرة وطنية جديدة مندمجة لفائدة الشباب المغربي، تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، إحالة رقم 2018/23، ص 24.

3. واقع واحد مقلق للشباب المغربي ومبادرات حكومية متعددة وبدون أثر

فبالرغم مما شهدته السنوات الأخيرة من زيادة الاعتراف بالحاجة إلى تعبئة الإبداع والرؤية ووجهات النظر المؤيدة لضمان حق الشباب في التنمية وإدماجهم في بناء المجتمع، وأيضاً ما عرفته من اهتمام بقضايا الشباب وما واكبها من تنفيذ التشريعات الوطنية والاستراتيجيات التي تستهدف بلورة مخططات وطنية لفائدة الشباب، بدأ من "الاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب" والتي استغرق اعداد 5 سنوات (من سنة 2009 الى سنة 2014)، واعتبرت الوثيقة المحورية للالتزامات الحكومية حول بعدما تم اعتمادها والمصادقة عليها في المجلس الحكومي¹ سنة 2014، كما نص البرنامج الحكومي² (2016 - 2021) على مجموعة من التدابير المزمع اتخاذها لفائدة الشباب، والتي ستشرف على تنفيذها مؤسسات مختلفة (الوزارة الوصاية أو القطاعات الوزارية الأخرى). وتشمل هذه التدابير، على وجه الخصوص، تنزيل وتنفيذ استراتيجية وطنية مدمجة للشباب، وتفعيل المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، بالإضافة إلى تأهيل وتطوير البنيات التحتية لـ 1000 مؤسسة لدور الشباب ومراكز التكوين والتخميم، ومراكز الاستقبال والطفولة، فضلاً عن إرساء شركات بين الأطراف المعنية.

وواقعياً ومنذ تاريخ اعتماد الاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب وحتى بعد التصريح الحكومي لم يتم تفعيل هذا الاستراتيجية وهو ما سجلته العديد من التقارير الدولية³ والوطنية ومرافعات الجمعيات الوطنية المطالبة بتنفيذ الاستراتيجية، وهو الامر الذي أثاره وبقلق وشدة خطاب ثورة الملك والشعب⁴ الموجه للأمة بتاريخ 20 غشت 2019، والذي أكد على ضرورة وضع قضايا الشباب في صلب النموذج التنموي الجديد، بما يعني النهوض بأحوال الشباب المغربي من خلال الدعوة لإعداد استراتيجية مدمجة للشباب والتفكير في انجع السبل للنهوض بأحواله، بما يعني عدم فعالية ونجاعة الاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب، وهي

¹ المجلس الحكومي المنعقد يوم الخميس 03 ابريل 2014، والذي صادق على الاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب 2015 - 2030 شبيبة مواطنة ومبادرة سعيدة ومنفتحة، والتي أعدتها وزارة الشباب والرياضة بتعاون مع اللجنة المتعددة القطاعات للشباب.

² البرنامج الحكومي الولاية التشريعية 2016 - 2021، ابريل 2017.

³ صنف المغرب في سنة 2016 في المرتبة 120 من أصل 183 بلدا في مؤشر تنمية الشباب، وجاء خلف غالبية دول منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا (الصادر عن رابطة الكومنولث).

⁴ الخطاب الملكي بمناسبة ثورة الملك والشعب بتاريخ 20 غشت 2019.

مقولة العزوف بصيغة الشباب، حيث مثل الاحتجاج جزء من المشاركة الشبابية باعتبار المشاركة تعني ممارسة المواطن للمواطنة حقوقا واجبات وهي سلوك تطوعي إرادي مكتسب إيجابي واقعي ملموس.

كما عمل دستور 2011 على الإستجاب لمطالب العديد من الفعاليات الشبابية التي شاركت في اعداده، وكذلك انصف باقي الشباب المغربي، حيث قرر بين فصوله العديد من الحقوق للشباب سيما ما تضمنه الفصل 33 من الدستور¹، والذي على مسؤولية السلطات العمومية اتخاذ التدابير الملائمة لتوسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية للبلاد، ومساعدة الشباب على الاندماج في الحياة النشيطة والجموعية، وتقديم المساعدة لأولئك الذين تعترضهم صعوبة في التكيف المدرسي أو الاجتماعي أو المهني، وتيسير ولوج الشباب للثقافة والعلم والتكنولوجية، والفن والرياضة والأنشطة الترفيهية، مع توفير الظروف المواتية لتفتق طاقاتهم الخلاقة والابداعية في كل هذه المجالات، كما نص بصراحة على إحداث مجلس استشاري للشباب والعمل الجموعي، والذي اعتبره الفصل 170 من الدستور هيئة استشارية في ميادين حماية الشباب والنهوض بتطوير الحياة الجموعية، مكلف بدراسة وتتبع المسائل التي تهم هذه الميادين، وتقديم اقتراحات حول كل موضوع اقتصادي واجتماعي وثقافي، يهم مباشرة النهوض بأوضاع الشباب والعمل الجموعي، وتنمية طاقاتهم الإبداعية، وتحفيزهم على الانخراط في الحياة الوطنية، بروح المواطنة المسؤولة، وهو المجلس الذي مازال مشروع قانون في طور المصادقة بمجلس النواب².

¹ نص على السلطات العمومية اتخاذ التدابير الملائمة لتحقيق ما يلي:

- توسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية للبلاد.
- مساعدة الشباب على الاندماج في الحياة النشيطة والجموعية، وتقديم المساعدة لأولئك الذين تعترضهم صعوبة في التكيف المدرسي أو الاجتماعي أو المهني.
- تيسير ولوج الشباب للثقافة والعلم والتكنولوجية، والفن والرياضة والأنشطة الترفيهية، مع توفير الظروف المواتية لتفتق طاقاتهم الخلاقة والابداعية في كل هذه المجالات.
- يُحدث مجلس استشاري للشباب والعمل الجموعي، من أجل تحقيق هذه الأهداف "
- ² مشروع قانون رقم 89.15 يتعلق بالمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجموعي.

1. شباب أفريقيا والشرق الأوسط في قلب معادلة صعبة

يتموقع الشباب في ظل التحولات التي يعرفها شمال أفريقيا والشرق الأوسط في معادلة صعبة، تجمع بين سيناريو هين، سيناريو التفاؤل والإدماج والمشاركة والاستثمار والتطلع نحو غد أفضل، وسيناريو التهميش والإقصاء وعدم المشاركة تكون النتيجة الثورة على كل شيء (القيم / النظام الاجتماعي / السلطة السياسية) 1، حيث تعتبر الفئة الشبابية أكثر حساسية على المستوى الاجتماعي بالنظر إلى ما يميز وضعها فهي الأكثر توجها نحو المستقبل إلا أنها في الوقت ذاته الأكثر تعرضا للآزمات والتحديات، حيث تبقى في حلقة محصورة بالمشاكل والإكراهات والصعوبات، كما أنها تشكل عبئا ثقيلا في السياسات العامة في نظر صانعي القرار. عبء يشمل مجالات متعددة يتقاطع فيها السياسي بالإقتصادي والاجتماعي والتعليمي والثقافي وغيرها، حيث شكلت الثورات والاحتجاجات في شمال أفريقيا والشرق الأوسط مؤشرا حقيقيا وجوبا سياسيا عن مقولة عزوف الشباب، ورسالة حول محدودية وفشل السياسات العمومية الموجهة للشباب في بلدان الربيع عموما.

2. الشباب المغربي بين حراك 20 فبراير ودستور 2011

وفي السياق المغربي اعتبر تقرير الخمسينية بأن تعزيز إشراك الشباب أحد المحاور الرئيسية للانطلاق وعاملا من عوامل تسريع وثيرة التنمية البشرية، وذلك عبر سياسات "التعليم، والتكوين والاندماج في الحقل السياسي وفي مسلسل التنمية المحلية وعبر الأجهزة الوقائية من الفقر والانحراف، الأمراض المنقولة جنسيا، السيدا، وكذلك بالإجابة على الحاجيات الخاصة للشباب كالاندماج الإقتصادي وتوفير البنيات التحتية لممارسة الأنشطة الترفيهية²، كما ان حراك 20 فبراير ودستور 2011 شكل مدخلا أساسيا لإعادة الاسئلة حول موضوع الشباب في علاقة بالمجال العام وبالمشاركة السياسية والمجتمعية، فالحراك كان حراك الشباب والدستور جاء لتقديم أجوبة عن أسئلة الحراك، وهي لحظة شكل فيها الشباب بالفعل الوعاء الإيديولوجي للآمال والقلق الذي يخترق المجتمع، وجواب كذلك على

¹ نتائج دراسة حول "الشباب في الشرق الأوسط وشمال أفريقيا المجهول والإيمان بالذات"، منشورات مؤسسة فريدريك ايبيرت، بيروت دار الساقى 2018.

² تقرير الخمسينية، تقرير حول آفاق المغرب في افق عام 2025 من اجل تنمية بشرية مرتقعة، ص 142.

التعريف المتعارف عليه والفروق الدقيقة لمصطلح "الشباب" يختلف من بلد إلى آخر، وهذا يتوقف على تناسب بعض العوامل الاجتماعية والثقافية والمؤسسية والاقتصادية والسياسية لكل مجتمع¹، ويوجد حوالي 1.2 مليار شاب تتراوح أعمارهم بين 15 و 24 سنة، يمثلون 16 في المائة من سكان العالم. ومن المتوقع أن يرتفع عدد الشباب بنسبة 7 في المائة بحلول عام 2030، ليصل إلى حوالي 1.3 مليار شاب وشابة²، ويشكل الشباب في البلدان النامية ما نسبته 85% من مجموع السكان، تواجه نسبة كبيرة منهم مجموعة من التحديات (تحدي الوصول المحدود إلى الموارد / الرعاية الصحية / التعليم / التدريب / التشغيل....)، كما تعتبر الفئة العمرية بين 18 و 25 سنة هي أقل إقبالاً على العمل المدني والسياسي في العالم بشكل عام، وعلى مستوى المغرب فإن نسبة البالغين من دون سن الثلاثين تصل إلى أزيد من 60% من الساكنة، في حين يمثل البالغون ما بين 15 و 34 سنة 40% 3، وهي قاعدة هرمية من الشباب، تمثل مؤهلاً ثميناً بالنسبة للبلاد وفرصته نحو المستقبل، ويمثلون إمكاناً بشرياً مهماً، يعد تلميحه بمثابة تحد وطني، وهو ما يطرح مشروعية المداخل الممكنة لتعزيز مساهمة الشباب المغربي في السياسة؟

أولاً: من أجل الفهم المشترك لواقع المشاركة السياسية للشباب بالمغرب

لطالما كانت للشباب المغربي أدوار مهمة في الشأن السياسي منذ الصراع من أجل الاستقلال، وخلال مختلف مراحل بناء الدولة الوطنية، وخلال الحراك العربي الذي أعاد عبه الشباب المغربي الانتباه لمفهوم المشاركة بصيغة أخرى، حيث يمثل الشباب المغربي رصيلاً استراتيجياً كبيراً، فنسبته من مجموع السكان تتجاوز 65%، فالمغرب الذي يعرف تحولا في اتجاه الديمقراطية، ويحث الخطى نحو آفاق الحرية والكرامة الإنسانية، بما يجعل حتمية مشاركة الشباب شرطا أساسيا ومحويا لمستقبل المغرب.

¹ ABC des Nations Unies, 42e Édition, Nations Unies, 23 May 2018, P14.

² احصائيات من الموقع الرسمي للأمم المتحدة www.un.org وثيقة بعنوان "الشباب"، تاريخ الزيارة الاربعاء 3 يونيو 2020.

³ مؤشرات مأخوذة من عرض وزير الشباب والرياضة المغربي حول متابعة مشروع السياسة المندمجة للشباب أمام البرلمان المغربي سنة 2017.

عند إقرار هذا الحق، وعمل على توضيح ضرورة التحديد الدقيق لأي قيود مفروضة على هذا الحق الأساسي، فلا يجوز فرض أي قيد على ممارسة هذا الحق، باستثناء تلك التي ينص عليها القانون، وتلك التي تعتبر ضرورية في أي مجتمع ديمقراطي، تأميناً لمصالح الأمن القومي أو السلامة العامة، والنظام العام، وحماية الصحة العامة أو الأخلاقيات، أو حماية حقوق الآخرين وحرياتهم، وليس غريباً في الأنظمة الديمقراطية أن تمنع الأحزاب العنيفة أو العنصرية من الترشيح للانتخابات¹.

وبالتالي فإن مفهوم المشاركة السياسية يندرج في إطار التعبير السياسي والشعبي وتسيير الشأن العام من قبل أطراف المجتمع سواء النساء أو الرجال ومن مختلف الأعمار، وهي أرقى تعبير للديمقراطية لأنها تقوم على مساهمة المواطنين والمواطنات في قضايا الدولة والمدينة أو الحي أو المؤسسة، إذ إن كل فرد من أفراد المجتمع يحق له المشاركة في العملية التتموية، والاستفادة من ثمارها والحصول على فرص متساوية ومتكافئة، وهو حق يقوم على الاعتراف بالحقوق المتساوية للجماعات والأفراد على السواء، وعلى الاعتراف بالآخر واعتباره متكافئاً ومتساوياً مع جميع نظرائه بصرف النظر عن الجنس أو الدين أو العرق أو النوع الاجتماعي.

وفي علاقة بمشاركة الشباب في السياسة، يصعب الأمر بداية على المستوى العالمي لعدم وجود تعريف دولي متفق عليه عالمياً للفئة العمرية للشباب، إلا أن الأمم المتحدة ولأغراض إحصائية ودون المساس بأي تعاريف أخرى تضعها الدول الأعضاء، تعرف "الشباب" على أنهم الأشخاص ممن تتراوح أعمارهم بين 15 و 24 عاماً، وبالمقابل تقوم العديد من الدول أيضاً بوضع معايير لتعريف الشباب فيما يتعلق بالعمر الذي يتم فيه معاملة الشخص على قدم المساواة مع البالغين بموجب القانون "سن الرشد"، وهو عادة 18 عاماً، في العديد من البلدان، ولا يعتبر الشخص بالغاً إلى أن يدرك هذا العمر. ومع ذلك، فإن

¹ نحو تطوير المعايير الدولية للهيئات التشريعية الديمقراطية، وثيقة للمناقشة تراجعها الهيئات التشريعية والجهات المانحة والمنظمات الدولية المعنية، المعهد الديمقراطي الوطني للشؤون الدولية، يناير 2007، ص: 32.

² نشأ هذا التعريف في سياق الأعمال التحضيرية للسنة الدولية للشباب (1985)، وأقرته الجمعية العامة في قرارها 36/28 لعام 1981. وتستند جميع إحصاءات الأمم المتحدة بشأن الشباب إلى هذا التعريف، كما توضح الحولية السنوية للإحصاءات التي تنشرها منظومة الأمم المتحدة حول الديموغرافيا والتعليم والعمل والصحة.

تقديم:

تتأسس المشاركة كمفهوم على الاعتراف بالحقوق المتساوية للجماعات والأفراد في إدارة شؤونهم والتحكم بمصائرهم، وعلى القبول بالآخر واعتباره كامل الأهلية والإنسانية بصرف النظر عن الجنس أو الدين أو العرق أو اللون...، ويشمل مفهوم المشاركة السياسية مجمل النشاطات التي تهدف إلى التأثير على صانعي القرار السياسي (كالسلطة التشريعية والتنفيذية والأحزاب) وتأتي أهمية المشاركة السياسية في أنها توفر الأشكال المختلفة للحضور في مواقع صنع القرار ومواقع التأثير، حيث تمكن الناس من الحصول على حقوقهم ومصالحهم أو الدفاع عنها، الأمر الذي يعطيهم في النهاية قدرة للتحكم بأمر حياتهم والمساهمة في توجيه حياة المجتمع بشكل عام¹.

كما عملت المرجعيات الدولية لحقوق الانسان على تكريس الحق في المشاركة السياسية انطلاقاً من اعتبار الحق في حرية التجمع أحد حقوق الإنسان التي لا يمكن انتهاكها²، وتكريس الحرية في الانضمام إلى حزب سياسي، وهو حق يجد أصدق تعبير عنه في إعلان وارسو، الخاص بمجتمع الديمقراطيات، الذي يتطرق إلى: "حق كل شخص في حرية التجمع بشكل سلمي، بما في ذلك تأسيس حزبه الخاص أو الانضمام إلى حزب معين"³، كما تبناه الاتحاد البرلماني الدولي من خلال الإعلان حول الديمقراطية، الذي ينص على ضرورة تمتع الجميع " بحق تنظيم الأحزاب السياسية وتنفيذ النشاطات السياسية"⁴.

حيث ان الحق في المشاركة يجد تجسيده في الانخراط فالأحزاب السياسية، والتي هي في أغلب الأحيان، المحفز على العمليات الديمقراطية التنافسية، فهي تزود المواطنين الأفراد بفرصة جمع الموارد، والتنافس بين مجموعات المصلحة، مما جعل الإعلان العالمي لحقوق الإنسان ينص على حرية كل شخص في تشكيل حزب سياسي، أو الانضمام إليه، أو الانتساب له، وهو نفس النهج الذي سار على منواله العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية

¹ تحسين المشاركة السياسية للشباب على امتداد الدورة الانتخابية، دليل الممارسات السلمية، منشورات الأمم المتحدة الإنمائي، سنة 2013، ص 3.

² المادة 20 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان.

³ المادة 22 من إعلان وارسو.

⁴ المادة 12 من إعلان حول الديمقراطية الصادر عن الاتحاد البرلماني الدولي.

المداخل الممكنة لتعزيز موقع وأدوار الشباب في السياسة

ذ.محمد طارق

أستاذ القانون بكلية الحقوق المحمدية
جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء

تصميم المقال

مقدمة

أولاً: من أجل الفهم المشترك لواقع المشاركة السياسية للشباب بالمغرب

- (1) شباب افريقيا والشرق الأوسط في قلب معادلة صعبة
- (2) الشباب المغربي بين حراك 20 فبراير ودستور 2011
- (3) واقع واحد مقلق للشباب المغربي ومبادرات حكومية متعددة وبدون أثر
- (4) إشراك الشباب في السياسة يمر عبر فعلية السياسة العمومية للشباب

ثانياً: المداخل الممكنة لتعزيز موقع ودور الشباب في السياسة

- (1) المدخل السياسي أو مدخل الديمقراطية التمثيلية
- (2) المدخل المدني أو مدخل الديمقراطية التشاركية
- (3) مدخل النضال الرقمي أو ديمقراطية الانترنت
- (4) مدخل الاحتجاجي السلمي

خاتمة

جميع المستويات في المؤسسات والآليات المحلية والوطنية والإقليمية والدولية لمنع نشوب النزاعات وحلها...¹.

استنادا إلى كل هذه المعطيات يظهر أن تقوية حضور الشباب في الحياة العامة سيبقى مطلباً أساسياً، وأن الأمر ليس ترفاً وإنما مسألة حيوية ليس لهذه الفئة فحسب، وإنما للدولة والمجتمع بأكمله، وأن التنمية والديمقراطية كمطلبين رئيسين يرتبطان بتحقيق متطلبات هذه الفئة، ومنها أن يصبح الشباب مشاركا فعليا في صناعة السياسات العمومية وتنفيذها وتقييمها.

¹قرار مجلس الأمن رقم 2250 التابع للأمم المتحدة بشأن الشباب والسلام والأمن الذي اتخذته مجلس الأمن في جلسة 7573 المنعقدة في 9 كانون الأول 2015.

محدودا في الديمقراطية التشاركية، وأبرزها التعبئة الشبابية الحالية لعريضة الموجهة لرئيس الحكومة من أجل إحداث صندوق مكافحة السرطان.

وتقوم الوسائل الأخرى للتعبير الشبابي في المجال السياسي في استثمار وسائل التواصل الاجتماعي للتعبير عن مطالبها، وفي الملاعب الرياضية من خلال ما يسجل من تعبيرات ورسائل " الألترسات" التي أخذت في بعض تعبيراتها تتخذ طابعا سياسيا. وهو واقع يعبر عن أزمة الوسائط التقليدية.

في مجمل القول، أنه بالرغم من الوضعية الحالية لمشاركة الشباب في الحياة العامة، فإن الواقع يظهر أن النهوض بحماية الشباب هو طموح مستمر، وأن تحقيق انتظارات هذه الفئة يقوم على ثلاثة مبادئ توجيهية تقوم عليها جميع مجالات التدخل، وأن توجيه العمل يجب أن يسير نحو تحقيق ثلاث مرتكزات: مشاركة الشباب في اتخاذ القرار، الإنصاف وتكافؤ الفرص بين المواطنين والمواطنين الشباب وذلك من أجل بلوغ هدف عام متعلق بضمان تنمية مندمجة للشباب، ووجود حكاماة متجانسة ومندمجة على المستويين الوطني والترابي¹.

وهو مطلب يحظى بدعم أطراف متعددة، فقد لاحظ رئيس مجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة أن تعزيز مشاركة الشباب في الشؤون العامة ينبغي أن يكون هدفا أساسيا لأي مجتمع يطمح إلى بناء مؤسسات جامعة وديمقراطية تحترم حقوق الإنسان، كما عبر مفوض الأمم المتحدة السامي لحقوق الإنسان أن الأجيال الصاعدة ليست ممثلة تمثيلا كافيا في المؤسسات السياسية كالبرلمانات وفي الأحزاب السياسية والإدارات العامة، وهو ما يجعل من الضروري تقوية مشاركة هذه الفئة².

وفي محاولة تجاوز هذه الوضعية حث مجلس الأمن الدول الأعضاء في القرار رقم 2250 على " النظر في السبل الكفيلة بزيادة التمثيل الشامل للشباب في عمليات صنع القرارات على

¹المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، مبادرة وطنية جديدة...، مرجع سابق، ص 14.
²وردت خلال أشغال الدورة 34 لمجلس حقوق الإنسان بجنيف في مارس 2017 والتي خصصت للشباب.

وما يؤكد هذا الوضع أنه خلال جلستين من الأسئلة الشهرية المتعلقة بالسياسة العامة التي خصصت للشباب لوحظ تركيز الحكومة في الاهتمام بهذه الفئات على مجالات أخرى غير تدعيم وصولها إلى مراكز المسؤولية، فمن خلال الوقوف عند جواب رئيس الحكومة في الولاية التشريعية الحالية خلال جلستين شهريتين متعلقة بالسياسة العامة ذات الصلة بالشباب، لوحظ أن اهتمام الحكومة بهذه الفئة يسير بالتركيز أساسا على استعراض جهودها للإدماج الاقتصادي للشباب وتأهيله لولوج سوق الشغل، اتخاذ الإجراءات الضامنة للإدماج الاجتماعي لهذه الفئة، ومن خلال بلورة سياسة مندمجة للشباب تتوزع بين الترفيه والتكوين والتمكين الاقتصادي والتنشئة الاجتماعية والرعاية الاجتماعية والصحية والمشاركة المواطنة، ومواكبة الحياة المهنية¹.

ويرتبط المتغير الرابع بالمعوقات الذاتية التي تواجه الشباب، إذ أن هذه الفئة تعاني من إقصاء متعدد، ووفقا لما أشار إليه تقرير التنمية الإنسانية العربية للعام 2016، أن جوانب عدة تضعف فئة الشباب في المنطقة العربية أهمها ضعف التعليم، استقلال مالي صعب في مواجهة معدلات بطالة مرتفعة ووظائف غير مستقرة، الإقصاء المستمر للشابات، التأخر في تكوين الأسرة، وأن التحديات الصحية الكبيرة مستمرة.

ويزداد الوضع تعقيدا بالنسبة للشابات في المنطقة، بحيث مما تعانیه إضافة إلى العناصر المشار إليها: وجود حواجز قانونية أمام المساواة، هيمنة تأنيث للفقر، هيمنة الهدر المدرسي لدى الفتيات، واستمرار العنف القائم على النوع الاجتماعي.

في خلاصة لحضور الشباب في مراكز القرار العمومي يسجل الواقع، وكما أظهرته المؤشرات المقدمة، استمرارية محدودية الشباب في التأثير في الحياة العامة، وأن هذه الفئة لم تتمكن من فرض وجودها وحضورها في المؤسسات الدستورية سواء على المستويين الوطني والدولي بالشكل المطلوب. لكن هذه الملاحظة لا تنفي حضور هذه الفئة في الحياة العامة والتي تأخذ تعبيرات متعددة، من بينها استثمار بعض المقنضيات الدستورية، كالاتخراط، وإن يظل

¹ للتفصيل، راجع جواب رئيس الحكومة خلال جلستي 20 يونيو 2017 و30 أكتوبر 2017 بمجلس النواب حول الأسئلة المتعلقة بالسياسة العامة وفقا للفصل 100 من الدستور والتي تمحورت على التوالي حول الموضوعين التاليين:

- السياسة المنتهجة من قبل الحكومة في مجال إدماج الشباب.

- السياسة العامة المتعلقة بالشباب.

يمكن الاطلاع على محتوى الجوابين في موقع رئيس الحكومة بالإنترنت: www.pm.gov.ma

الخطاب السائد حول هذه المؤسسات وغياب تأثيرها، فإنه لا يمكن إغفال أهمية وجودها، بحيث لا يمكن تصور ديمقراطية أو حياة سياسية بدون أحزاب سياسية¹.

يزيد من ذلك عدم توجه العديد من الشباب للتسجيل في اللوائح الانتخابية، مما يفوت عليهم فرصة المشاركة المواطنية في العمليات الانتخابية، أو في الانخراط في الديمقراطية التشاركية من خلال اعتماد العرائض على المستويين الوطني والمحلي، أو تقديم ملامتسات التشريع على نحو ما أطرها كل من الدستور والقوانين التنظيمية التي تعرضت لهما.

ويرتبط المتغير الثاني الذي يحد من أدوار الشباب وحضورهم في الفعل العمومي بالسياق العام الذي يتحكم في المشهد السياسي، والذي في جزء منه، رغم العديد من مؤشرات التطور الإيجابي المفيدة لفئة الشباب، لا يساهم في تشجيع الشباب على مزيد من الانخراط في الحياة العامة.

وخير تعبير عن دلالة هذا المتغير التوصيف الذي قدمه تقرير التنمية الإنسانية العربية للعام 2016 عن مشاركة الشباب في الحياة العامة في المنطقة العربية، فمما ورد في التقرير أنه: "تظل المشاركة المدنية والسياسية ضعيفة بين الشباب في المنطقة بسبب مزيج من القيود المؤسساتية والهيكلية تعيق انخراطهم الإيجابي في أنشطة المجال العام، وتترك أكثر البلدان العربية في جملة من الخصائص ونواحي التصور المؤسساتية والتشريعية المشتركة، تميزها الحريات المقيدة، والفجوات بين القانون والممارسة، والمشاركة المحدودة في السلطات، خصوصا في قوانين الانتخابات وتلك المتعلقة بحرية تكوين الجمعيات"².

ويقوم المتغير الثالث على أن النظرة السائدة للسلطات العمومية لفئة الشباب تقوم على التأكيد على أهمية حماية هذه الفئة، وعلى ضرورة اتخاذ السياسات العمومية للإجابة على مطالبها المتعددة من تعليم وصحة وتكوين مهني وتشغيل وتمكينها من حقوق أخرى، وهي لا تختلف في نظرتها تلك عما تنتظر إليه للأطفال على الرغم الاختلاف بين الفئتين.

¹ جواد النوحى، الأحزاب السياسية في الدستور المغربي لعام 2011، منشورات مؤسسة كونارد إدنور، تنسيق محمد زكرياء أبو الذهب وهيلميت رايفلد، 2017.

² تقرير التنمية الإنسانية العربية للعام 2016، مرجع سابق، ص. 53.

2. تفسير محدودية حضور الشباب في المؤسسات الدستورية

إن ما تقدم من مؤشرات يبين حدود دستور 2011 في تقوية دور الشباب في مراكز عدة للقرار العمومي، وأن التطور المسجل لا يواكب التحولات الديمغرافية، ولا يستجيب لمطالب فئة عريضة من المجتمع، يمثل حجمها ما يزيد عن ثلث السكان، وتعد في قلب القضايا المطروحة.

ومع تعدد العوامل المفسرة لهذا المعطى، تبدو ثلاث متغيرات أساسية في قراءة هذه المحدودية المشار إليها. تتمثل أول هذه المتغيرات في العلاقة بين الشباب والفاعلين السياسيين، إذ بالرغم من الخطاب المعلن من طرف الأحزاب السياسية على سبيل المثال على أهمية الشباب وعلى ضرورة انخراطه في الحياة العامة، فإن الواقع يبين عدم توجهات هذا الفاعل، مع وجود استثناءات، إلى إشراك فعلي لهذه الفئة في أجهزة الأحزاب السياسية، وكذا في وضع الثقة فيهم في عملية التزكية للمحطات الانتخابية أو لتحمل مسؤولية تدبير الشأن العمومي، وأن الخطاب الذي يسودها يتحكم فيه عامل الخبرة والتجربة والتوقع في القيادة الحزبية كعامل محدد للانتقاء لمناصب المسؤولية، وعلى وجود الإمكانيات المادية والنفوذ الاجتماعي كمحدد للترشيح سواء في انتخابات مجالس الجماعات أو في الانتخابات التشريعية. ذلك أن الواقع يبين عدم اتجاه الأحزاب السياسية لانتخاب قيادات شابة بشكل كبير في الأجهزة التقريرية لها.

ويزيد من وضعية المحدودية في حجم حضور الشباب في اختيارات الأحزاب السياسية للانتقاء إلى مناصب المسؤولية على المستويين المحلي والوطني، هو غياب انخراط فئات عريضة من الشباب في هذه المؤسسات. ذلك أنه وفقا للأرقام المسجلة لقياس المواطنة التي اعتمدها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي أظهرت أن 1 في المائة من الشباب منخرطون في حزب سياسي أو نقابة، وأن فقط من 10 إلى 15 في المائة يشاركون في الحياة الجمعوية¹.

وبهذا الواقع، يثار تساؤل مركزي، كيف يمكن للشباب أن يطالبوا بمزيد من المسؤولية في الأجهزة الحزبية، وهي في نفس الوقت تمتنع عن الانخراط في هذه المؤسسات؟ وحتى مع

¹ المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، مبادرة وطنية جديدة مندمجة لفائدة الشباب المغربي.



المصدر: وزارة الداخلية

موقع: www.elections.ma

وبخصوص الانتخابات الجهوية يسجل وفقا للمعطيات الرسمية لتوزيع المنتخبين حسب الفئات العمرية، أن الفئات من المنتخبين لأقل من 35 سنة بلغت فقط 10,32 بالمائة. الرسم التالي يبين توزيع المنتخبين حسب الفئات العمرية في مجالس الجهات على ضوء انتخابات 4 أكتوبر 2015.



المصدر: وزارة الداخلية

موقع: www.elections.ma

وفيما يخص المؤشر الثاني، والمرتبب بأعضاء مجلس النواب تظهر الأرقام أن فئة الشباب، وفقا للسن الذي اعتمده المقالة، بلغت في مجلس النواب خلال الانتخابات التشريعية ل7 أكتوبر 2016، 28,89 بالمائة. الرسم الحالي يبرز توزيع الفئات العمرية لأعضاء مجلس النواب عقب الانتخابات التشريعية ل7 أكتوبر 2016.



المصدر: وزارة الداخلية

موقع: www.elections.ma

أما بالنسبة للانتخابات الجماعية ل4 أكتوبر 2015 يظهر من خلال النتائج المحصل عليها لتوزيع المنتخبين حسب الفئات العمرية، أن فئة المنتخبين لأقل من 35 سنة بلغت 19,6 بالمائة. الرسم التالي يبين توزيع الفئة العمرية لأعضاء مجالس الجماعات على ضوء الانتخابات الجماعية ل4 أكتوبر 2015.

قبل طرح المؤشرات التي سيتم اعتمادها للإجابة على السؤال المطروح، يقتضي قياس الشباب في المؤشرات الثلاث، الاتفاق على السن المعتمد للدلالة على الشباب، ذلك أنه إذا كان المشرع في القانون التنظيمي لمجلس النواب قد حدده في أقل من أربعين سنة في تاريخ الاقتراح، فإن الأمر ليس هو المعتمد من طرف المؤسسات الدولية والوطنية، ذلك أن هناك اختلاف في تحديد الفئات العمرية للشباب، فتعريف الأمم المتحدة يحدد الشباب في الفئة التي تتراوح أعمارهم بين 15 و 24 سنة، وهذا هو التعريف الذي تعتمده المندوبية السامية للتخطيط. وفي مقابل هذا الطرح تتخذ مؤسسات أخرى تحديداً آخر، بحيث حددته مبادرة شباب الشرق الأوسط بأنهم ذوي الأعمار من 15 إلى 29 سنة. وقد تبنت وزارة الشباب والرياضة هذه الأعمار في تحديد فئات الشباب المعنية بالاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب 2015 .¹2030

تقوم الدراسة في تحديد الفئة العمرية للشباب على الأعمار لأقل من خمس وثلاثين سنة، وهو الذي يبدو الأقرب لتحديد المقصود بفئة الشباب، وإن كان يختلف مع ما اعتمده المشرع في القانون التنظيمي لمجلس النواب الذي حدد هذه الفئة العمرية في أقل من أربعين سنة عند تاريخ الاقتراح، والذي هم انتخابات مجلس النواب لـ 25 نونبر 2011 و 7 أكتوبر 2016.

تتركز عناصر القياس على ثلاث مؤشرات رئيسية: أولها، حجم الشباب في الحكومات المتتالية منذ دستور 2011. ثانيها، حجم الشباب في تركيبة مجلسي النواب والمستشارين عقب الانتخابات التشريعية التي تم إجراؤها خلال الفترة، وثالثها، حجم الشباب في مجالس الجماعات بعد الانتخابات الجماعية والجهوية لسنة 2015.

على مستوى المؤشر الأول، يسجل أنه من أصل 82 وزيرا يتضمن رئيسين للحكومة والوزراء وكتاب الدولة الذين تم تعيينهم على امتداد الفترة من بداية 2012، مع تشكيل أول حكومة في ظل دستور 2011 إلى نهاية 2019، شخص واحد يقل عمره عن خمسة وثلاثين سنة. وبذلك يمكن القول غياب تشييب أعضاء الحكومة.

¹وزارة الشباب والرياضة، الاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب 2015 - 2030.

المكاسب التي حققها لفئة الشباب، يظل دون المطلوب، بحيث لم يقدم مقتضيات قوية وملزمة لتحفيز مختلف الفاعلين على وضع الثقة في هذه الفئة لتحتمل المسؤولية. لكن هذا الانتقاد الموجه للنصوص القانونية المشار إليها، لا يحول دون القول إن هذه التشريعات قد تشكل مدخلا لتعزيز مكانة هذه الفئة، وأن الممارسة تعد المحك لتصور السلطات العمومية لتحقيق مطالب هذه الفئة في تمكينها أن تكون حاضرة في مراكز القرار العمومي.

ثانيا: تمثيلية الشباب في المؤسسات الدستورية: الواقع والحدود

بعد مرور ما يزيد عن ثماني سنوات من محطة 2011، والتي كانت القوى الشبابية أحد محرکها، يبدو من المفيد معرفة مدى استجابة السلطات العمومية لأحد مطالب الشباب في تعزيز حضورهم في مؤسسات الدولة والجماعات الترابية، بحيث أن قراءة حجم الشباب في بعض مراكز المسؤولية خلال هذه الفترة كفيّلة بإعطاء صورة عن حجم الشباب ومدى تغير عقلية الفاعل السياسي والمواطن في ضمان تمثيلية أكبر للشباب في المؤسسات الدستورية، وبما يتجاوز الوضعية التي كانت عليه قبل دستور 2011، ومدى تجاوز المقاربة التي تنتصر إلى القول بأهمية الخبرة والتجربة كمدخل لتحمل العديد من المسؤوليات.

1. حجم تمثيلية الشباب في المؤسسات الدستورية

إذا كان للقانون دور في تمتيع الفئات ذات الوضع الخاص مثل الشباب أو المرأة أو الأشخاص ذوي الإعاقة بالعديد من الحقوق والضمانات من بينها الوصول إلى مراكز القرار على المستوى الوطني أو المحلي، فإن الممارسة هي المحدد الرئيسي لمدى وجود تجاوب فعلي من طرف مؤسسات الدولة والقوى السياسية، ووجود قبول للمجتمع للأدوار التي يمكن أن تضطلع بها هذه الفئات.

وفي هذا المنحى يبرز قياس مدى أثر الدستور والقوانين في تطوير تمثيلية الشباب في المؤسسات الدستورية، بناء عليه يقتضي هذا القياس القيام برصد لتطور تمثيلية هذه الفئة في بعض مراكز القرار العمومي.

اختصاصات هيئة من الهيئات الثلاث الاستشارية التي نص على إحداثها، لدراسة القضايا المتعلقة باهتمامات الشباب، وأناط بالنظام الداخلي للمجلس تسمية الهيئة، وكيفية تأليفها وتسييرها¹.

كما حملت القوانين التنظيمية الثلاث إشارة رمزية لإعطاء الثقة في الشباب في تحمل مسؤولية تدبير الشأن المحلي، يبرز ذلك من خلال ما نص عليه القوانين التنظيمية الثلاث أنه في حال تعادل الأصوات خلال الدور الثالث لانتخاب رئيس المجلس المعني، يعين المترشح الأصغر سناً فائزاً².

ويبقى القانون الرابع الذي صدر بعد دستور 2011، والذي يعزز أدوار الشباب في الفضاء العمومي، القانون رقم 89.15 المتعلق بالمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجموعي³، والذي حدد اختصاصات المجلس فيما يتطابق ومقتضيات الفصلين 33 و171 من الدستور، بصفته هيئة دستورية استشارية تهتم بتنمية أدوار الشباب، وبما يمكن من النهوض بالحياة الجموعية، على أن يشكل إطاراً مؤسسياً للنقاش حول هذه القضايا، على نحو ما أنيط به من اختصاصات حددتها المادة 2 من القانون.

مما لا شك فيه أن كلا من المشرع الدستوري والمشرع العادي وضع أرضية لتنمية دور الشباب في مراكز القرار العمومي، لكن ما تم التنصيص عليه من كلا المشرعين، بالرغم من

¹ تطبيقاً لهذا المقتضى نص النظام الداخلي لمجلس جهة طنجة- تطوان الحسيمة وفقاً لآخر التعديلات بتاريخ 1 يوليوز 2019، على أن الهيئة الاستشارية مع الشباب تتكون من شخصيات تنتمي إلى جمعيات ومنظمات الشباب والطفولة على الصعيد الجهوي، ومن فعاليات مهتمة بقضايا الشباب. وقد حصر اختصاص الهيئة في إبداء الرأي بطلب من المجلس أو رئيسه، فقط في القضايا أو المشاريع المعروضة عليه، والمرتبطة بالشباب (المادة 85).

كما حصر اختيار أعضاء اللجنة وفقاً لأربع معايير: مقارنة النوع؛ إعطاء الأولوية للعناصر الشابة دون 40 سنة؛ التجربة في الأنشطة ذات الطابع الشبابي؛ والارتباط بالجهة، أي من خلال الإقامة الدائمة داخل ترابها (المادة 86). ووفقاً للنظام الداخلي للهيئة حصر عدد أعضائها في 35 عضواً.

وقد تم تحديد اختصاصات اللجنة، والتي تعتبر آراؤها استشارية، في كل من إعداد دراسات واقعية حول الشباب؛ تقديم اقتراحات حول المواضيع ذات الصلة بالحياة الاقتصادية والاجتماعية والثقافية التي تهم النهوض بأوضاع الشباب، وتتبع وتقييم السياسات العمومية الجهوية الموجهة للشباب.

انظر:
- النظام الداخلي لمجلس جهة طنجة تطوان الحسيمة وفق آخر التعديلات بتاريخ 1 يوليوز 2019.

- النظام الداخلي للهيئة الاستشارية مع الشباب بجهة طنجة تطوان الحسيمة بتاريخ 20 يوليوز 2019.
ومن خلال قراءة إجمالية لهذه الهيئات يسجل أن هناك نوع من التهميش لحضور الشباب في هذه الهيئات، بحيث بدا أنها مخصصة للخبراء وأعضاء المجتمع المدني المهتمين بقضايا الشباب، وليس للشباب.

² المادة 15 من القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات، المادة 14 من القانون التنظيمي رقم 112.14 المتعلق بالمحالات والأقاليم، والمادة 13 من القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات.

³ ظهير شريف رقم 1.17.112 صادر في 14 من ربيع الآخر 1439 (2 يناير 2018) بتنفيذ القانون رقم 89.15 المتعلق بالمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجموعي، ج. ر، عدد 6640 - 30 ربيع الآخر 1439 (18 يناير 2018).

الأكيد أن نص القانون التنظيمي المتعلق بمجلس النواب الصادر في سنة 2011، والمعدل في 2016 أحدث تحولا إيجابيا لتمكين الشباب من ولوج الوظائف الانتخابية اعتبر تحولا إيجابيا، لكن يسجل عدم مسايرة القانون التنظيمي لمجلس المستشارين لهذا التوجه، حيث خلا من وضع مقتضيات من شأنها تعزيز وجود الشباب في هذه المؤسسة.

لكن ما يثار فعليا بخصوص توجه القانون التنظيمي المتعلق بمجلس النواب، هو السن المعتمد لتحديد هذه الفئة والذي حدد في أقل من أربعين سنة في تاريخ الاقتراع، إذ يبرز أنه لا يتناسب والتعريفات المقدمة للشباب، والسن المعتمد لتحديد هذه الفئة، كما أوردته العديد من القرارات الدولية، ففي قرار مجلس الأمن رقم 2250 الذي اعتمده مجلس الأمن بالإجماع حول الشباب والسلم والأمن الدوليين في 9 دجنبر 2015، حدد المقصود بالشباب في سياق هذا القرار هو الفئة العمرية التي تشمل الأشخاص من سن 18 إلى 29 عاما، مع تحويل الدول تحديد سن الشباب حسب خصوصيتها، بحيث لاحظ ما قد يكون لهذا المصطلح من تعريفات متباينة على المستويين الوطني والدولي، كما في ذلك قرار الجمعية العامة 50/81 و56/117.

وهم ثاني نص قانوني الذي تطرق إلى تحفيز دور الشباب، القانون التنظيمي رقم 29.11 يتعلق بالأحزاب السياسية¹، إذ دعا في المادة 26 منه إلى أن على كل حزب سياسي عليه العمل على توسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية السياسية، ولأجل ذلك فهي مدعوة وفقا لنفس المادة إلى تحديد نسبة الشباب الذين يتعين إشراكهم في أجهزته المسيرة. لكن الملاحظ أنه لم يتبن نفس المقاربة التي اعتمدها لتدعيم النساء في أجهزة الأحزاب، حيث دعا القانون التنظيمي في نفس المادة الأحزاب السياسية لبلوغ النساء على الأقل نسبة الثلث في أجهزته المسيرة وطنيا أو جهويا، في أفق التحقيق التدريجي لمبدأ المناصفة بين الجنسين.

ولم تخلو القوانين التنظيمية للجماعات الترابية² من إشارات، وإن كانت محتشمة لتعزيز دور الشباب في الحياة العامة. هكذا أولى القانون التنظيمي للجهات رقم 111.14 أهمية لضرورة اهتمام مجالس الجهة بقضايا الشباب، بحيث نص في المادة 117 منه، على تحديد

¹ظهير شريف رقم 1.11.166 صادر في 24 من ذي القعدة 1432 (22 أكتوبر 2011) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 29.11 المتعلق بالأحزاب السياسية، ج. ر، عدد 5989 - 26 ذو القعدة 1432 (24 أكتوبر 2011).

²ظهير شريف رقم 1.15.83 صادر في 20 من رمضان 1436 (7 يوليو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات، ج. ر، عدد 6380 - 6 شوال 1436 (23 يوليو 2015).

منها أسماء ثلاثين مترشحا من الجنسين لا تزيد سنهم على أربعين سنة شمسية في تاريخ الاقتراع".

وفي قراءة القانونين التنظيميين أكد القاضي الدستوري على تجاوب المشرع العادي مع إرادة المشرع الدستوري، وأقر أنه ليس فيها ما يخالف الدستور. لكن القاضي الدستوري اعتبر أن تلك المقترضات يجب أن تبقى تدابير استثنائية ومحدودة في الزمن، ففي القرار رقم 817/2011¹ أكد المجلس الدستوري: " وحيث إن المشرع بمقتضى الفقرة الثانية من المادة 23 من هذا القانون التنظيمي عندما خصص للمرشحين الذكور الذين لا يزيد سنهم عن أربعين سنة شمن الدائرة الانتخابية الوطنية ثلاثين مقعدا، يكون قد سن تدابير ملائمة لتحقيق توسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية السياسية للبلاد...

...بجب أن يكون تدابير استثنائية محدودة في الزمن يتوقف العمل بها بمجرد تحقق الأهداف التي بررت اللجوء إليها".

وقد اعتبر المجلس الدستوري خلال نظره في القانون التنظيمي رقم 20.16 المشار إليه أن تعديل المادة 23 بما ضمن مشاركة النساء في اللائحة المخصصة للشباب ليس فيها ما يخالف الدستور، بل يتجاوب مع نص وروح الدستور الذي يهدف إلى تعزيز تواجد المرأة في المؤسسة التشريعية، فمما ورد في قرار المجلس رقم 16 / 1012²: " وحيث إن تمكين الإناث من الترشح ضمن الجزء الثاني من لائحة الترشيح المتعلق بالدائرة الانتخابية الوطنية إلى جانب الذكور، يعتبر إجراء إضافيا لدعم تمثيلية النساء بمجلس النواب، إعمالا لما ورد في الفقرة الأولى من الفصل 30 من الدستور، من أن القانون ينص على مقتضيات من شأنها تشجيع تكافؤ الفرص بين النساء والرجال في ولوج الوظائف الانتخابية، ويعد خطوة أخرى في النهج الذي يجب أن تسعى الدولة من خلاله إلى تحقيق مبدأ المناصفة، بين الرجال والنساء، طبقا لأحكام الفقرة الثانية من الفصل 19 من الدستور".

¹ للاطلاع على محتوى القرار راجع موقع المحكمة الدستورية في الأنترنت www.cour.constitutionnelle.ma -
² نفس المرجع.

2. المقتضيات المتعلقة بالشباب في النصوص القانونية

أظهرت مرحلة ما بعد دستور 2011 الحاجة الماسة إلى تمكين الشباب من الدخول إلى المؤسسات الدستورية، فقد أحييت الوثيقة النقاش حول مكانة هذه الفئة في دواليب القرار العمومي، بالخصوص أنه في كل محطة انتخابية، أو مع تشكيل أي حكومة إلا ويثار التساؤل عن حضور الشباب، وزادت وسائل التواصل الاجتماعي من حجم النقاش في الموضوع.

ومن تم يبدو من الجلي التساؤل عن مدى اتجاه المشرع للاستفادة من الوثيقة الدستورية في ضمان حضور الشباب في مراكز القرار.

بعد القيام بفحص التشريعات المصادق عليها منذ صدور الوثيقة الدستورية، نجد أربع نصوص قانونية وضعت أحكام متعلقة بتعزيز دور الشباب، يتعلق الأمر بكل من القانون التنظيمي لمجلس النواب، القوانين التنظيمية للجماعات الترابية، القانون التنظيمي للأحزاب السياسية، ثم القانون رقم 98.15 المتعلق بالمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجماعي.

برز أول تأثير للنص الدستوري لتعزيز دور الشباب في البرلمان في القانون التنظيمي رقم 27.11 المتعلق بمجلس النواب¹، حيث تم التنصيص على تخصيص 30 مقعدا لهذه الفئة، حيث ورد في المادة 23 على أنه: " فيما يخص الانتخابات على صعيد الدائرة الانتخابية الوطنية،.... يجب أن تشمل لائحة الترشيح على جزأين يتضمن الجزء الأول منها أسماء ستيين (60) مترشحة مع بيان ترتيبهم. ويتضمن الجزء الثاني منها أسماء ثلاثين (30) مترشحا ذكرا لا تزيد سنهم على أربعين سنة شمسية في تاريخ الاقتراع مع بيان ترتيبهم".

وقد تمت مراجعة المادة 23 (الفقرة الثانية) بموجب القانون التنظيمي رقم 20.16 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 27.11 المتعلق بمجلس النواب²، بما يضمن حضور الشابات ضمن الفئة المخصصة للشباب، حيث أكد التعديل على أنه: " يتضمن الجزء الثاني

¹ظهير شريف رقم 1.11.165 صادر في 16 من ذي القعدة 1432 (14 أكتوبر 2011) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 27.11 المتعلق بمجلس النواب، ج. ر، عدد 5987 - 19 ذو القعدة 1432 (17 أكتوبر 2011).

²ظهير شريف رقم 1.16.118 صادر في 6 ذي القعدة 1437 (10 أغسطس 2016) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 20.16 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 27.11 المتعلق بمجلس النواب، ج. ر، عدد 6490 - 7 ذو القعدة 1437 (11 أغسطس 2016).

هذا الواقع ميز تعامل معظم الدساتير العالمية التي تطرقت لحقوق الشباب، ليبقى الدستور الكيني الحالي أحد الاستثناءات في مقاربة الدساتير العالمية للدفع بحضور الشباب في المؤسسات التمثيلية، بحيث وضع مقتضى ينص على تعزيز تمثيلية الشباب في البرلمان، وإن كانت النسبة التي خصصها تبقى محدودة.

هكذا، نص في المقتضيات المتعلقة بتكوين البرلمان وعضويته على أنه:

97. عضوية المجلس الوطني

1. يتكون المجلس الوطني من:

.....

2. اثني عشر عضوا ترشحهم الأحزاب السياسية البرلمانية طبقا لنسبة أعضائها في المجلس الوطني، بما يتفق والمادة 90، لتمثيل المصالح الخاصة، من بينها الشباب والأشخاص ذوي الإعاقة والعمال؛....".

98. يتشكل مجلس الشيوخ من:

...

ج . عضوية: أحدهما رجل والآخر سيدة يمثلان الشباب".

واستنادا إلى ما تمت الإشارة إليه بخصوص الدستور المغربي الحالي، أنه بالرغم من الملاحظات التي تم ذكرها، فإن هذه الوثيقة وضعت إطارا قانونيا يمكن السلطات العمومية من اتخاذ تدابير من شأنها ضمان تواجد الشباب في مراكز القرار العمومي، بالخصوص تلك المتعلقة بالمؤسسات التمثيلية، كما أن مقتضيات الفصل 33 تعد موجها للمقررين لبناء سياسات عمومية فاعلة للشباب، وحماية حقوقهم.

"يعتبر المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، المحدث بموجب الفصل 33 من هذا الدستور، هيئة استشارية في ميادين حماية الشباب والنهوض بتطوير الحياة الجموعية. وهو مكلف بدراسة وتتبع المسائل التي تهم هذه الميادين، وتقديم اقتراحات حول كل موضوع اقتصادي واجتماعي وثقافي، يهم مباشرة النهوض بأوضاع الشباب والعمل الجمعي، وتنمية طاقاتهم الإبداعية، وتحفيزهم على الانخراط في الحياة الوطنية، بروح المواطنة المسؤولة".

يسجل مما قدم من أحكام تتعلق بدور الشباب في الفصلين المشار إليهما، أن دستور 2011 على خلاف الدساتير السابقة، وتماشيا مع توجه توسيع الحقوق ودسترة العديد من مؤسسات الحكامة، نص على ضرورة حماية هذه الفئة والنهوض بها، وأن السلطات العمومية ملزمة بضمان حقوق هذه الفئة وتحقيق التمكين لها في مختلف المجالات.

حكم هذا التوجه العديد من دساتير البلدان العربية فيما بعد " ثورات الربيع العربي"، فالدستور التونسي لسنة 2014 نص في المادة 8 على أن: " الشباب قوة فاعلة في بناء الوطن. تحرص الدولة على توفير الظروف الكفيلة بتنمية قدرات الشباب وتفعيل طاقاته وتعمل على تحمله المسؤولية وعلى توسيع إسهامه في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية". ودفع الدستور المصري لسنة 2014 في المادة 82 بضرورة أن: " تكفل الدولة رعاية الشباب والنشئ، وتعمل على اكتشاف مواهبهم، وتنمية قدراتهم الثقافية والعلمية والنفسية والبدنية والإبداعية، وتشجيعهم على العمل الجماعي والتطوعي، وتمكينهم من المشاركة في الحياة العامة".

وبذلك فمختلف الدساتير الثلاث وضعت مقتضيات عامة لتنمية قدرات الشباب وجعل الدولة ملزمة بالاهتمام بهذه الفئة الجوهرية في المجتمع، وتمكينها من المشاركة الفعلية في التدبير العمومي، وهو أحد المطالب الرئيسية للقوة الشبابية المعبر عنها في الشارع خلال مرحلة احتجاجات 2011، وأيضا من خلال مطالب العديد من القوى السياسية والمجتمعية. لكن لم تضع تدابير إجرائية ولم تنص على أحكام ومقتضيات تحدد حضور الشباب في مؤسسات الدولة.

للإجابة على عناصر السؤال المطروح، يتوقف التحليل عند نقطتين، تعرض النقطة الأولى للإطار القانوني المعتمد لتدعيم الشباب في القرار العمومي في مرحلة ما بعد دستور 2011، وتتطرق النقطة الثانية إلى قياس حجم تمثيلية الشباب في بعض المؤسسات الدستورية على المستويين الوطني والترابي.

أولاً: الإطار القانوني لتدعيم الشباب في القرار العمومي

شكل دستور 2011، وما تلاه من بعض القوانين محطة أساسية في تفعيل دور الشباب في القرار العمومي، إذ عمد هذا الدستور إلى وضع مقتضيات تهم تنمية دور الشباب في الحياة العامة، والتنصيب على إحداث مؤسسة دستورية تهتم بقضايا الشباب، واكب ذلك سعي العديد من التشريعات إلى وضع مقتضيات التي من شأنها تحقيق مرامي النص الدستوري في حماية الشباب والنهوض بهم.

1. المقتضيات المتعلقة بالشباب في الدستور

خصص دستور 2011¹ فصلين لفئة الشباب والاهتمام بقضاياها بشكل مباشر، إذ نص الفصل 33 منه على أن "يتعين على السلطات العمومية اتخاذ التدابير الملائمة لتحقيق ما يلي:

- توسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية للبلاد؛
- مساعدة الشباب على الاندماج في الحياة النشيطة والجموعية، وتقديم المساعدة لأولئك الذين تعترضهم صعوبة في التكيف المدرسي أو الاجتماعي أو المهني؛
- تيسير ولوج الشباب للثقافة والعلم والتكنولوجيا، والفن والرياضة والأنشطة الترفيهية، مع توفير الظروف المواتية لتفتق طاقاتهم الخلاقة والإبداعية في كل هذه المجالات.

يحدث مجلس استشاري للشباب والعمل الجموعي، من أجل تحقيق هذه الأهداف".

ولترجمة فعلياً المجلس المشار إليه في الفصل 33، تم التنصيب في الفصل 170 ضمن الباب الخاص بهيئات النهوض بالتنمية البشرية والمستدامة والديمقراطية التشاركية على أنه:

¹ظهير شريف رقم 1.11.91 صادر في 27 من شعبان 1432 (29 يوليو 2011) بتنفيذ نص الدستور، ج، عدد 5964 مكرر- 28 شعبان 1432 (30 يوليو 2011).

أن: " الإقصاء الاقتصادي والسياسي لكثير من الشباب الذين حرّموا التأثير في السياسات العامة خصوصا ممثلون بصورة ضعيفة في المجال العام. ونتيجة لذلك، لم تجد سياسات تنمية الشباب طريقها إلى جداول أعمال الحكومات العربية وواضعي السياسات العرب. وقد مثلت الاحتجاجات والحركات الثورية الأخيرة، المستوحاة من الشباب، تعبيراً عن الإحباط والاعتزاز للجيل الحالي من الشباب العرب"¹.

إن هذه الفقرة المقتبسة من التقرير المشار إليه تلخص وضعية الشباب العربي في المنطقة العربية، بما فيها المغرب خلال فترة ما عرف " بموجة الربيع العربي"، والتي يمكن تجسيدها في ثلاث معطيات:

أولاً: وجود اقضاء اقتصادي واجتماعي وسياسي للشباب العربي، وأن ما يقدم من أرقام ومعطيات يشير أن الغالب على سياسات بلدان المنطقة هو عدم الاهتمام الكافي بوضعيتها، وأن الجهود المبذولة تبقى غير كافية لتحويل هذه المعطى الديمغرافي إلى عنصر إيجابي، في تحسين التنمية لهذه البلدان.

ثانياً: غياب أو على الأقل محدودية في سياسات تنمية الشباب، فأجندة دول المنطقة لا تهتم بشكل كافي بحقوق هذه الفئة، فليس هناك سياسات عمومية فعالة لتمكين هذه الفئة في مختلف المستويات، وضمان حضورها في الفضاء العام.

ثالثاً: هذه الفئة تعيش الإحباط والتوتر، وهو ما يقوي فرضية الاحتجاج والاعتزاز لهذه الفئة، وعدم الثقة في مؤسسات الدولة، وفي عملية المشاركة السياسية.

الأکید أن جوانب معالجة قضايا الشباب تبقى متعددة، تركز هذه الورقة على مشاركة الشباب في القرار العمومي، من خلال التساؤل عن مدى تأثير دستور 2011 والقوانين اللاحقة له في تطوير تمثيلية الشباب في المؤسسات الدستورية، وفي مراكز القرار العمومي.

¹ تقرير التنمية الإنسانية العربية للعام 2016، الشباب و آفاق التنمية الإنسانية في واقع متغير، ص.18.

تمثيلية الشباب المغربي في المؤسسات الدستورية وفي مراكز القرار العمومي بعد محطة دستور 2011

ذ. جواد النوحى، أستاذ بكلية الحقوق أكادال الرباط

يمثل الشباب قوة أساسية في مختلف بلدان المعمور، فوفقا لمعطيات الإحصاء العام للسكان في المغرب لسنة 2014، مثلت نسبة الشباب المتراوحة أعمارهم بين 15 و34 سنة نسبة 34 بالمائة من مجموع الساكنة، بلغت نسبة الإناث فيها 51 بالمائة من مجموع الشباب، 60 بالمائة منهم في الوسط الحضري¹. كما أن الأرقام الحديثة للمندوبية السامية للتخطيط تبين استمرار أهمية هذه الفئة في الهرم السكاني، إذ يبلغ عدد السكان في الفئة العمرية بين 15 و34 سنة 33,28 بالمائة حسب معطيات 2018².

هذا الوضع يجعل من هذه الفئة قوة فاعلة في المجتمع لها طموحات وانتظارات، ولها مطالب، بحيث أن فعالية أي دولة تتوقف على مدى الاستجابة لمطالب الشباب وعلى القدرة لحل المشاكل التي تصادفهم في مجالات عدة، أساسا التعليم، الصحة، السكن والشغل. وهو موضوع أضحى محل اهتمام واسع لدى المعنيين سواء على المستوى الوطني أو الدولي³.

وفي توصيف لدور هذه الفئة وأثرها على الفعل العمومي، ربط تقرير التنمية الإنسانية العربية لعام 2016 ما حدث في المنطقة العربية عام 2011 بالتحولات الديمغرافية، إذ قدم قراءة بالأرقام أنه لم يكن في المنطقة حصة من الشباب مثل ما كان خلال تلك السنة، حيث بلغ عدد الشباب العربي المتراوحة أعمارهم بين 15 و29 سنة نحو 30 بالمائة، أي ما يقابله 105 ملايين شخص، وأن هذا الوضع أثر في مطالب الشارع العربي، إذ أن هذه الفئة هي التي تترجم المشاكل الاجتماعية إلى حالة من التوتر⁴، وخلص التقرير إلى أن الانتفاضات العربية أكدت

¹ المندوبية السامية للتخطيط، نتائج الإحصاء العام للسكان والسكنى 2014.

² المندوبية السامية للتخطيط، المغرب في أرقام، 2019.

³ انظر على سبيل المثال وثيقة مجلس أوروبا:

Résolution CM/ RES (2020) relative à la stratégie du conseil de l'Europe pour le secteur jeunesse à l'horizon 2030 adoptée par le comité des Ministres les 22 janvier 2020, lors de la 1365 réunion des délégués des Ministres.

Search.coe.int/cm/pages/result_details.aspx? objectId. Council of Europe portal, committee of Ministers. Consulté le 2/ 2/ 2020.

⁴ تقرير التنمية الإنسانية العربية للعام 2016، الشباب وأفاق التنمية الإنسانية في واقع متغير، ص.18.

(10)- بدعم من الحكومة انطلق برنامج مقاولتي لتشجيع انشاء الشركات مخصص للبالغين من العمر بين 20 و 45 سنة . و تقليص البطالة و هناك قانون المقاول الذاتي، انظر الجريدة الرسمية عدد 6344 بتاريخ 12 مارس 2015 .

(11)- حمزة الاحمدي: الشباب في السياسة العمومية - ماستر القانون العام و العلوم السياسية، 2018-2019 .

(12)- انظر حول تجارب مقارنة:

[Pascal Perrineau, Luc Rouban: La politique en France et en Europe - 2007](#)

[Presses de Sciences Po https://news.un.org/ar/story/2015/12/242672](https://news.un.org/ar/story/2015/12/242672)

Programme EuroMed Jeunesse III (Sylvie FLORIS) études sur les politiques de la jeunesse des pays partenaires méditerranéens-Maroc-:

(13)- حول حركات الشباب بالمغرب و بروز اتلجنسيا جديدة للراحل الاستاذ العيادي :

El-Ayadi, M., «Les mouvements de la jeunesse au Maroc, l'émergence d'une nouvelle intelligentsia politique durant les années soixante et soixante-dix», in Le Saout, Didier et Rollinde, Marguerite (dir), Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb, perspective comparée, Karthala-Institut Maghreb-Europe, 1999

(14)-Pascon, . et Bentaher, M., «Ce que disent 296 jeunes ruraux », in Bulletin économique et social du Maroc, vol. 21, N 112-113, janvier-juin 1969.

(15)- انظر مساهمة الاستاذة سلوى الزرهوني في هذا البرنامج بدراسة حول الشباب و المشاركة السياسية بالمغرب:

IRES ;Zerhouni Saloua : Jeunes et participation politique au Maroc- Programme d'études « Lien social au Maroc : quel rôle pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux ? » -2009.

حول الشباب المغربي و الطلبة و القيم ،انظر :

- Menouni, A., L'Union Nationale des Étudiants du Maroc, Mémoire de DES, Université Mohamed V, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales, Rabat, 1970
- Bourqia, R., El Harras, M., Bensaid, D., Jeunesse estudiantine marocaine, valeurs et stratégies, Rabat, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines 1995
- Bourqia, R., El-Ayadi, M., El Harras, M., Rachik, H., Les jeunes et les valeurs religieuses, Casablanca, EDDIF, 2000
- انظر بحث حول تاريخ الشباب المغربي المسلم ، و هي دراسة رائعة لاندرى آدم:
- Adam, A., Une enquête auprès de la jeunesse musulmane au Maroc, Aix-en-Provence, Annales de la faculté des Lettres, 1962.

(6)- موقع المندوبية السامية للتخطيط ،انظر على سبيل المثال :مذكرة اخبارية للمندوبية السامية للتخطيط بمناسبة اليوم العالمي للشباب -12 غشت 2017.

<https://www.hcp.ma>

(7)- انظر تقارير المجلس الاقتصادي والاجتماعي و البيئي على الموقع الرسمي للمجلس:

www.cese.ma

انظر تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي الذي يوصي فيه بتبني إستراتيجية جديدة للثقافة 2012-
Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide. الدين اليزيد.

(8)- انظر تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي لسنة 2018 والذي خلص فيه الى ان فئة الشباب ظلت على هامش النمو الاقتصادي للمملكة .

(9) وزارة الشباب والرياضة: الاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب 2015-2030

انظر حوار الوزير الوصي على القطاع: أوّين لهسبيريس: الحوار الوطني للشباب لم يستثن شباب 20 فبراير " حاوره : حسن حمورو ، 27 شتنبر 2012.

الهوامش:

(1)- حول هذا الموضوع راجع:

- Nader Vahabi, « Pour une introduction au forum sur le Printemps arabe », *Cultures & Conflits*, Automne 2011
- François HONTI : *La jeunesse et la politique dans le monde d'aujourd'hui* (dossier), Mai 1967 – *Le Monde diplomatique*
- Le Saout, D. et Rollinde, M. (dir), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb, perspective comparée*, Karthala–Institut Maghreb–Europe, 1999

- عزت حجازي : الشباب العربي ومشكلاته – عالم المعرفة 1985 – الكويت

(2)–IKNOW Politics:La participation politique des jeunes Co-organisée avec UNDP4YOUTH – Juin 2017.

(3)– موقع الأمم المتحدة 9 ديسمبر 2015

<https://www.un.org/ar/sections/documents/general-assembly-resolutions>

<https://www.un.org/ar/about-un/index.htm>

(4)– انظر :

Youth Global Programme for Sustainable Development and Peace – Youth-GPS (2016–2020)

(5) حول الشباب في المغرب يمكن مراجعة الكتابات التالية:

- الزين، عبدالفتاح : السياسات الشبابية والبحث العلمي – التقرير التركيبي للمناظرة الوطنية حول الشباب، المركز الجامعي للبحث العلمي- تقرير الخمسينية ، مطبعة دار النشر المغربية الدار البيضاء، المغرب 2006.

- عطري، عبد الرحيم: سوسيولوجيا الشباب المغربي – مطبعة توب بريس -2004

- محمد ضريف: الحركة الطلابية المغربية : قراءة في أزمة الاتحاد الوطني لطلبة المغرب 1956 – 1996

في اعداده وفي مضمونه ،تبعته انتخابات سابقة لأوانها، وأصبحت مواصفات ممارسة السلطة في حلة جديدة .(13)

الخلاصة

ان موضوع الشباب موضوع مازالت الدراسات والابحاث حوله قليلة ونادرة، وخاصة فيما يتعلق في علاقته بالسياسة. وتبقى دراسة الراحل بول باسكون والمكي بنطاهر من الدراسات الرائدة حول الشباب القروي بالمغرب(14). كما ان الكتاب الجماعي حول الشباب ، لم تتبعه بما يكفي من دراسات نظرية او ميدانية .فاغلب الدراسات كانت مواكبة لأحداث فارقة، كالشباب والمشاركة السياسية و العزوف السياسي و الحركات الاحتجاجية و القيم الجديدة والسلطة و الحركة الطلابية وإدماج الشباب في السياسات العمومية. و هنا تجدر الاشارة الى برنامج المعهد الملكي للدراسات الاستراتيجية حول الرابطة الاجتماعية ،الذي تناول في احدى محاور ، مسألة الشباب و السياسة.(15)

ان معطيات دقيقة حول اسلوب تربيته وتعليمه والقيم والسلوك التي يمكن ان تترتب عليه، من توجهات عامة و اهتمام خاص، ومستوى تفاعله مع محيطه المباشر و الغير المباشر، مازالت غير متوفرة بالقدر اللازم ولا محينة، الأمر الذي يستلزم مزيدا من البحث و التنقيب .

كما أن مصير الاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب مازال غير واضح. فهل هو تعثر راجع الى مسائل تتعلق بعوامل تقنية وتدييرية ، أو أن الامر يتعلق بقضايا أعمق من ذلك، وهو عدم وضوح المشروع المجتمعي الذي يتطلب من هذه الاستراتيجية أن تكون منسجمة ومتماهية معه.

لا ننكر أن مجرد الاعلان عن الاستراتيجية الوطنية في التعامل مع قضايا الشباب، يعتبر تطورا نوعيا في التعامل مع هذا الملف .

ونختم بما خرج به المجلس الاجتماعي والاقتصادي في احد تقاريره السنوية (لسنة 2018)، بأن الوضعية السياسية الوطنية للشباب شهدت تطورا ملموسا منذ 2011 سنة، إلا ان تطلعات الشباب المغربي نحو مستقبل أفضل مازالت قائمة.

ان رفع التحديات الراهنة عملية صعبة و معقدة ، وهي مختلفة عن ما سبقها ،اذ اصبحت ،اضافة الى ما هو مادي و عملي ، سلوكي و قيمي . ان الوضع العام يقتضي بناء سياسة عمومية تضم كل الابعاد المرتبطة بالشباب ،من اصلاح لمنظومة التربية و التعليم بالمنزل و المدرسة، مرورا بالأسري والثقافي والترفيهي والروحي والرقمي. (وم ع-11/08/2017).

الشباب ومصير العمل السياسي

إن الوضع السياسي العام كما هو عليه أو كما سيصير، يحتاج إلى أكثر من نقاش وأكثر من وقفة(12). فالسياسي بصفة عامة أصبح الآن أكثر تعقيدا وأكثر تشابكا، فإذا كانت الإصلاحات السياسية دستور جديد وممارسة سياسية وقوى سياسية جديدة - بقواعد وضوابط جديدة غير مسبقة تدل على نضج السياسي وعقلنته أو على الأقل عودة اختيار السياسي، فإن اللقاء نظرة على المشهد السياسي ربما تدل على عكس ذلك ، هذا في نظري، لماذا؟؟

إن المشهد السياسي اولى مميزاته تراجع كبير للسياس و للأفكار الاشتراكية، فعوض أن يكون العكس بحكم مشاركة هذه القوى في السلطة وخاصة في قطاعات بإمكانها أن تعزز وتدفع هذه الافكار و هذا التوجه وقع العكس. إضافة الى تفتت وتشنت احزاب تاريخية ، دخلت بقوة موحدة و منسجمة و خرجت أجزاء مشتتة ومتفرقة . والأخطر هي انها أصبحت تحت قيادة نخب لا تتطابق مع مسارها الفكري و العقدي والنضالي. بعض هذه الاحزاب تموقتت بسرعة، استطاع بعضها في وقت وجيز وقياسي ، أن يسيطر على المشهد السياسي بغرض التحكم فيه .

أهم مميزات هذا الصعود الشبابي، هو دفعه في اتجاه إعادة صياغة وتشكل الحثل السياسي والاجتماعي بالمغرب، بل هناك من اعتبر اننا دخلنا دورة تاريخية جديدة لم تكتمل . فقبل بداية هذا الصعود بمدة ليست بالطويلة، اعتبرت الإصلاحات السياسية مستبعدة ، وأن الاولوية كانت للإصلاحات الاجتماعية ومسألة التنمية. ولكن فجأة تغيرت الموازين، فأصبحت مسألة الإصلاحات السياسية ضرورية وعاجلة. فكان دستور جديد

وفي المجال الإعلامي، لوحظ بث برامج متنوعة وترفيهية، بعدة قنوات وطنية، تحاول ملامسة قضايا الشباب وهمومه وانشغالاته.

الشباب والسياسة

لا أحد يشك في الدور الريادي الذي تقوم به التنظيمات السياسية في تأطير وتمثيل المواطنين على اختلاف شرائحهم و مستوياتهم. وفي نفس الوقت لا أحد يستطيع أن ينفي النفور الكبير للشباب من الأحزاب السياسية، و اشمئزهم من العمل السياسي بصفة عامة، و التقليدي بصفة خاصة. وهذا يسير في نفس الوقت في اتجاهين، حرمان الأحزاب من طاقات حيوية شابة ومبدعة و مبتكرة، وحرمان الشباب من تجربة و حنكة الممارسة السياسية.

في مقابل هذا نجد ازدهار العمل الجمعي و المجتمع المدني بخاصة، بكليل عن الأكبديل عن غياب او فراغ الدور التاطيري للأحزاب السياسية. ويمكن الاشارة هنا على سبيل المثال الى مبادرة منتدى المواطنة التي قدمت مذكرة هي في الاصل خلاصة تركيبية لحلقات نقاش الشباب ومساءلتهم للتقرير الوطني حول خمسين سنة من التنمية البشرية "في اطار برنامج فضاءات الحوار الشبابي من اجل المغرب الممكن، وقد نتج عن هذا الحوار 200 فكرة شبابية وكان اهمها الدعوة الى بلورة سياسة وطنية للشباب مستندة على المقومات الحضرية للمغرب"(11).

تؤكد هذه الإستراتيجية على أن قضية الشباب أصبحت في قلب اهتمامات جميع الفاعلين، وأن صناع القرار قد اخذوا علما بالوضعية الحساسة و الدقيقة التي يكتسبها موضوع الشباب. و ان مبادرة جادة و صارمة للتعامل مع الموضوع هي الوحيدة لنتمين هذه الثروة البشرية وادماجها في نسيج التنمية و بناء مجتمع حديث و ديمقراطي .

هذه الإستراتيجية تهدف الى تنزيل مقتضيات الدستور الجديد المتعلق بالشباب في المغرب. مع العمل على توسيع وتعميم مشاركتهم في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية للبلاد .

وقد اشتملت هذه الإستراتيجية على 62 تدبير استعجالي في أفق 2016 ، و على 75 تدبير تكميلي في أفق 2020 ، معتبرا اياها إطارا مشتركا لتجميع مختلف السياسات العمومية المتعلقة بالشباب.

وحول نفس الموضوع ، أشار رئيس الحكومة امام مجلس النواب في الجلسة الشهرية (30 اكتوبر 2017) حول موضوع السياسة العامة المتعلقة بالشباب ، إلى أن الأرضية المقترحة تقوم على خمسة محاور رئيسية تتمثل في الإنصات والتواصل مع الشباب، وتجديد وتنويع العرض العمومي المقدم للشباب مع تقوية إشراكهم، وإبداع مبادرات ووسائل التدخل لفائدتهم، وضمان التقائية التدخلات العمومية والقطاعية و المجالية الموجهة لهم ، وإشراك أوسع للشباب وفعاليات المجتمع المدني. وقد التزمت عدة قطاعات حكومية بإعمال هذه الاستراتيجية ولو بشكل جزئي ، بخصوص العناية بشرائح الشباب المختلفة.

فلاحظنا توسيع سلسلة من بنيات رياضة القرب ،وتنشيط دور الشباب من خلال شبكة تضم 510 دار للشباب(منها 42 في العالم القروي)، بلغ عدد المستفيدين منها 6 ملايين شاب و شابة ، اضافة الى تنظيم المهرجانات و الملتقيات الفنية و الثقافية ،دون ان ننسى المخيمات الصيفية...

كما أطلقت قطاعات حكومية اخرى ،مبادرات عديدة بهدف استيعاب مبادرات الشباب، وتشجيعهم على التشغيل الذاتي، مثل برنامج مقاولتي او المقاول الذاتي، خصصت له الحكومة نظاما جبائيا و مسطرة تحفيزية .(10)

وفي مجال التربية والتكوين لا حظنا الاعلان عن عدد من البرامج حول الارتقاء بالمدرسة العمومية وإعادة الاعتبار لها، وتقليص الفوارق بين الفئات الاجتماعية، وإتاحة الفرص أمام الجميع، وإشاعة قيم التضامن و التماسك الاجتماعي.

وقد انطلق حوار وطني حول الشباب بمختلف جهات المملكة نظم ب 212 من دور الشباب ، لفائدة 35 ألف من الشباب ذكورا وإناثا .(2012-9-22).

حدد وزير الشباب والرياضة أهداف الحوار في تقوية التعاقد بشأن الإستراتيجية الوطنية للشباب بين الوزارة وشركائها، ومأسسة المقاربة التشاركية من خلال الحوار، واغناء النقاش العمومي، ومنح الشباب اطار مؤسساتي للتعبير عن رغباته و طموحه للمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي... .

وهذا هو السياق الذي دفع وزارة الشبيبة والرياضة سنة 2014 الى إعداد "الإستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب 2015-2030"، تحت شعار "شبيبة مواطنة مبادرة سعيدة ومتفتحة"، و ذلك بشراكة مع عدة مؤسسات وهيئات.. وكان الهدف من هذا الحوار الوطني الذي دار حول محورين: الإستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب ،والمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي . وكانت الغاية هو تهيئ إطار استراتيجي بخصوص المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي بهدف التوافق عليه. (9)

و قد حددت هذه الإستراتيجية لنفسها خمسة أهداف، وهي على التوالي،الرفع من الفرص الاقتصادية المتاحة للشباب بغرض تشغيلهم ، وتمكينهم من الاستفادة من الخدمات الأساسية مع تحسين جودتها والتقليص من الفوارق الجغرافية، مع دعم مشاركتهم الفعالة في الحياة الاجتماعية والمدنية وفي اتخاذ القرار، وتقوية الأجهزة المؤسساتية في مجال لتواصل والإعلام والتقييم و الحكامة .

وبالفعل تداول مجلس الحكومة المنعقد برئاسة عبد الإله ابن كيران، رئيس الحكومة آنذاك، واعتمد هذه الإستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب، معتبرا اياها وثيقة مرجعية عمومية ،وبوصلة توطر تدخل جميع الفاعلين في حقل السياسات العمومية المتعلقة بالشباب .و قد شكلت لجنة تولت اعداد تقرير تركيبي بكل الملاحظات المثارة حولها، مذكرا بان هذه الإستراتيجية ليست ثمرة اليوم، بل هي نتيجة سنوات من الاشتغال، انطلقت منذ سنة 2009، .

المجلس الاجتماعي والاقتصادي: مبادرة إدماج الشباب عبر الثقافة

اما المجلس المذكور فلم يكن غائبا في هذه المرحلة من النقاش (2012)، فقد اعد تقريرا جريئا حول الوضعية الثقافية للشباب، يقر فيه بأن "بلادنا في حاجة إلى إعادة بناء صورتها للمسألة الشبابية، في ضوء التحولات التي يشهدها المجتمع، كما هي في حاجة إلى إعادة الاعتبار للثقافة وجعلها من الأبعاد المركزية في كل السياسات العمومية؛ ولهذه الغاية، يطالب المجلس بتوفير شروط لرافعات مؤسسية، ومادية، وسياسية، وثقافية، وتكنولوجية، وتكوينية، و تحسيسية، لتغيير الوضع الذي ينتج من الإقصاء والاستبعاد أكثر مما تولده من عوامل الإدماج"، كما يوصي بجعل المدرسة والتعليم رافعة حاسمة في الإدماج الثقافي، وتشجيع دينامية "التثقيف بالنظير" بين الشباب، و (*éducation par les pair*)

إعادة هيكلة قطاع الثقافة، بما يستجيب لمقومات المشروع الثقافي الوطني المطلوب، وإدراجه في إطار مؤسسي أفقي ، يتوجه إلى الشباب بقدر ما يهتم بكل شرائح المجتمع؛ و تطوير شبكة جهوية لمركبات متعددة الوسائط ومختلفة الأحجام،(7)

مع عقانة تنظيم المهرجانات بمختلف أصنافها، والابتعاد عن التعامل الموسمي العابر معها، يجعلها رافعة للعمل الثقافي المحلي و الجهوي بشكل مستدام. و في الاخير دعا المجلس إلى تبني استراتيجية واضحة لتطوير عرض ثقافي، يقوم بالأساس على تشجيع الاستثمار في الثقافة. (8)

اهتمام الحكومة : نحو إستراتيجية وطنية

سيرا في نفس الاتجاه ،خصص التصريح الحكومي لسنة 2012 مكانة مركزية لمسألة الشباب، بحيث انطلقا من خلاصات سلبية حول الموضوع ، و أخذوا بعين الاعتبار مجموع العراقيل و العقبات التي تحول دون ذلك، دعا التصريح الحكومي الى تبني استراتيجية وطنية تكون شاملة و منسجمة و متكاملة، تتجاوز فيها مرحلة التشتت و التجزؤ السائدة.

اذ طالب الحكومة ب"التركيز على ضرورة النهوض بالمدرسة العمومية ، إلى جانب تأهيل التعليم الخاص ، في إطار من التفاعل والتكامل .."

كما انه يقول جلالاته "من غير المقبول اعتبار الشباب عبئا على المجتمع ، وإنما يجب التعامل معه كطاقة فاعلة في تنميته. وهو ما يقتضي بلورة استراتيجية شاملة ، من شأنها وضع حد لتشتت الخدمات القطاعية المقدمة للشباب ، وذلك باعتماد سياسة تجمع ، بشكل متناعم ومنسجم ، مختلف هذه الخدمات .."(خطاب صاحب الجلالة الملك محمد السادس بمناسبة افتتاح السنة التشريعية 2008-2009).

وقد كرست الخطب الملكية حيزا مهما لمسألة الشباب، محلا و ضعهم الراهن و راسما خطط لتجاوز الصعوبات و الاكراهات التي تواجههم.

مؤكدًا بقوله ، بأنه "من غير المعقول أن تمس البطالة شأبا من بين أربعة، رغم مستوى النمو الاقتصادي، الذي يحققه المغرب، على العموم." كما أكد أن المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، المنصوص عليه في الدستور الجديد ، مطالب بأن يساهم بعد إنشائه في وضع المحاور الاستراتيجية. وبمشاركة هؤلاء الشباب. لاعتماد سياسة تأخذ بعين الاعتبار تجسيد المواطنة الكاملة للشباب.

كان هناك تصور استراتيجي و متكامل و بعيد المدى حول موضوع الشباب، باعتباره نواة المشروع التحديثي بالبلاد، بحيث ربط بين مشروع الهوية المتقدمة التي يجب ان تكون قادرة على تلبية طموحات واحتياجات الشباب المغربي ..

كما أن الأحزاب السياسية مطالبة بان "تفسح المجال للطاقات الشابة والنسوية مما يفرز نخبا مؤهلة كفيلة بضخ دماء جديدة في الحياة السياسية"، وذلك " لتعزير الانخراط في مختلف الاصلاحات الديمقراطية و الاوراش التنموية".

ولوح الشباب للثقافة والعلم والتكنولوجيا والفن والرياضة والأنشطة الترفيهية، مع توفير الظروف المواتية لتفتت طاقاتهم إلا بداعية الخلاقة في كل هذه المجالات".

ولتحقيق هذه الاهداف نص الفصل 33 من الدستور على احداث مجلس استشاري للشباب والعمل الجمعي.

مع ضرورة تفعيل الفصل 7 من الدستور، الذي يوكل للأحزاب السياسية مهمة " تأطير المواطنين و المواطنين و تكوينهم السياسي و تعزيز انخراطهم في الحياة الوطنية و في تدبير الشأن العام"، و في مقدمة هؤلاء نجد فئة الشباب.

هذه الوضعية تدفع الى التساؤل حول ما اذا كانت هناك، قبل هذا التاريخ ، سياسية عمومية للشباب؟ الملاحظ انه بخصوص هذه الفئة، كان هناك تجزؤ و تشتت في التعامل معها، لم يكن هناك تصور منسجم و متكامل للتعامل مع الموضوع . لقد كان هناك حضور نظري و هاجس سياسي قوي حول الموضوع، و لكن لم يكن عملي ولا تطبيقي. هذه الهواجس لم تتبلور في سياسات عمومية فعالة و ناجعة. لذا سوف تبتثق " الاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب(2015-2030) بهدف خلق "شبيبة مواطنة مبادرة و سعيدة ."

فليس صدفة ان يأتي الخطاب الملكي في السنة الموالية(2012) ليخصص جله تقريبا للشباب. تميز هذا الخطاب برؤية متكاملة و شاملة في الموضوع، معتبرا الشباب اولاً و قبل أي شيء هم " الثروة الحقيقية للوطن " ،اذ ربط موضوع الشباب ب"تحديات الحاضر وآفاق المستقبل"، وان الحديث عن المستقبل يتطلب ، "وضع الاستراتيجيات الكفيلة بإعداد شبابنا لغد أفضل"، يكون قادرا على الانخراط في مجتمع المعرفة والتواصل.

إلا "أن انخراط الشباب في هذا الخيار الإستراتيجي، يظل رهينا بمدى تأهيله وإعداده للمستقبل ، وهذا ما يحيلنا على المنظومة التربوية، وقدرتها على تكوين الأجيال الصاعد وإعدادها للاندماج الكامل في المسار التنموي الديمقراطي للمجتمع".

نحو سياسة عمومية خاصة بالشباب

فبرصد مسار تدبير هذا القطاع الشبابي يتبين انه منذ استقلال المغرب، وعلى شاكلة باقي القطاعات الاخرى، كان كل قطاع يتم تدبيره في استقلال عن باقي القطاعات الاخرى. فمقاربة السياسات العمومية كانت غائبة آنئذ. وكانت وزارة الشبيبة و الرياضة تاريخيا هي الوصي على قطاع الشباب، وهي المختصة بالنظر فيه دون غيرها. علما ان هناك قطاعات عديدة تتكامل معها كوزارة التعليم و الصحة والشغل والمالية والاقتصاد والسكنى والتضامن الاجتماعي، فهناك تقاطع عمودي وآخر أفقى .

وبدون شك بذلت مجهودات كبيرة في النهوض بقطاع الشباب، و لكن لانعدام رؤية شاملة ومنسجمة ومتكاملة، أو لضعف الموارد اللازمة، وانعدام الاستقرار التدبيري، لم يكن بالإمكان الخروج بهذا القطاع الى المستوى المطلوب و لا ان يحتل الاهمية التي يكتسبها في الظرف الراهن. فهناك عدة مخططات قامت الوزارة بإعدادها ، بخصوص الشباب و لكنها تعثرت .

رغم ان اعلى سلطة بالبلاد كانت واعية بمعضلة الشباب باكرا، بحيث نجد الخطاب الملكي بمناسبة افتتاح السنة التشريعية 2008-، يطالب ب"توسيع الانخراط الملتزم لكافة الفئات الاجتماعية ، وفي طليعتها الشباب ، ليسهم بطاقاته وطموحاته البناءة، ليس فقط في الاختيار الواعي لممثليها ، بل أيضا في تحمل مسؤولية تدبير الشأن العام المحلي ، باعتباره الأساس المتين للحكمة الجيدة ".

الشباب والإصلاحات السياسية: من يسبق الآخر؟

ما من شك في كون دستور 2011 دشن لمرحلة جديدة من الإصلاحات، حيث حضى الشباب فيه بمكانة مهمة بحيث نص الفصل 33 منه على تدابير أساسية و هي :

"توسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية للبلاد ، ومساعدة الشباب على الاندماج في الحياة النشيطة والجموعية، وتقديم المساعدة لأولئك الذين تعترضهم صعوبة في التكيف المدرسي أو الاجتماعي أو المهني مع تسيير

بعض تقارير هيئات الحكامة (م.ق.ج.ب.) تعتبر بطالة الشباب من الانشغالات الرئيسية، لأنها تؤدي أساساً إلى إقصاء و تهيمش جماهير الشباب القوة الحية بالبلاد، مما يقود مباشرة إلى الاحتجاج و التمرد ، مثال ذلك ما حصل سنتي 2016 و 2018، علماً أن هذه الاحتجاجات لوحظ أن قادتها كلهم من الشباب.

الملاحظ ، أن الموقف الغالب على هذه الفئة هو اهتمامها الخاص و القوي بالشأن العام وبالقضايا العامة للمجتمع ، مع ميلها الكبير نحو النأي بنفسها عن العمل السياسي و ادواته التقليدية ، مستغلة ادوات و شبكات التواصل الاجتماعي في بناء أطر تواصلها و تقاسم آرائها و في تشكيل و عيها . مما جعلها تتجاوز الأطر التنظيمية و التقليدية السائدة، لعدم تفاعلها معها و عكس طموحها. فالشباب الذين يتراوح سنهم ما بين 15 سنة و 39 سنة، هم أكثر الفئات التي تتوفر على الهواتف الذكية بنسبة تتراوح بين 82 و 88 في المائة. وبخصوص شبكات التواصل الاجتماعي فإن نسبة 94.3 في المائة من مرتاديه هم من الشباب (أي 18.5 مليون شخص). تقدر نسبة الترفيه 91.9 في المائة ، و متابعة الاخبار بنسبة 80.9 في المائة. (تقرير المجلس الاجتماعي و الاقتصادي و البيئي 2018).

فابتعاد الشباب عن الأحزاب السياسية (تقدر نسبة الشباب داخل الأحزاب سياسية 1 في المائة)، يدل على أن هذه التنظيمات لم تطور مناهجها و خطابها بشكل يلاءم طموحهم و غاياتهم و أملهم.

و بمجيء الربيع العربي ، لوحظ أن للشباب حضور مركزي قوي و عاصف، إذ عاد بقوة إلى الواجهة، مطالباً بالإصلاحات و التغيير .

لذا، كان منتظراً أن يحظى الشباب بأهمية بالغة على مستوى السياسة العامة للدولة و على مستوى تنزيلها في السياسات القطاعية. فمن أجل دعم الديناميات الاجتماعية و الاقتصادية و السياسية لما تشكله من ثقل و قوة تجديدية لازمة لضخ دماء جديدة في مختلف مفاصل جسم الدولة و المجتمع. و نفس الاهتمام أبرزته و أن بشكل مختلف ، تجاهه التنظيمات السياسية و المجتمع المدني.

في المغرب: شباب اليوم صناع المستقبل

ان الملاحظ هو ان ما يطرحه شباب اليوم ربما لم يطرحه أقرانهم من قبل، فكثير من الباحثين يعتبرون ان شباب اليوم يتميزون بكونهم اكثر انفتاحا على المستقبل من اقرانهم السابقين. ومطلعون جدا و واعون بالفروقات التقنية و القيمة التي تفصلهم عن غيرهم من شباب وطنهم و شباب العالم. انهم واقعيون و برغماتيون، وأقرب الى العقلانية من غيرهم.

ففيما يتعلق بفئة الشباب ، بالإضافة لكونها تحتل مكانة مركزية داخل المجتمع ،فإنها توجد في قلب التحولات الكبرى داخليا و خارجيا. إذ ترهن مستقبل المجتمع برمته. فهي مرادفة لعملية التجديد و الابتكار و الخلق. وهي بهذا تشكل انشغالا حقيقيا لدى صانعي السياسات العمومية. (5)

ان الشباب يشكل بالمغرب قوة اساسية في التنمية و في انجاز التغيير. فثلث سكان المغرب تتراوح سنهم بين 15 و 29 سنة اي ما يقرب من 10 ملايين شاب و شابة ، (في المغرب يعتبر شخص ما شابا اذا تراوح سنه بين 15 و 29 سنة، اما بالنسبة للأمم المتحدة فيعتبر شابا كل شخص تراوح سنه بين 15 و 24 سنة). 65 في المائة من الشباب غير نشطين. و ثلث عدد الشباب هم في وضعية بطالة. و تشير التوقعات الى كون هذه الفئة سيصل تعدادها ثلثي عدد السكان سنة 2050. (6)

فرغم كون الشباب يشكلون قوة ديموغرافية مهمة ،لكن تطغى عليها الهشاشة، لا على المستوى الاجتماعي و لا على المستوى التأطيري، أكان سياسيا أو مدنيا. فعلى سبيل المثال تعتبر نسبة المشاركة في انتخابات 2007 أدنى نسبة في الانتخابات التشريعية (37 في المائة)، نسبة الشباب كانت فيها كبيرة.

هناك ارقام تتحدث عن كون نسبة مشاركة الشباب سنة 2017 لا تتجاوز 1 في المائة بالنسبة للأحزاب، و بين 10 و 15 في المائة بالنسبة للجمعيات ا لمدنية. اما نسبة مشاركة الشباب في الانتخابات التشريعية لسنة 2016 فلم تتعدى 20 في المائة في المدن الكبرى .

وقد سبق للمديرة السابقة لليونيسكو السيدة بوكوفا ان اكدت في احدى المناسبات ،بان "تنمية أي مجتمع يعتمد على كيفية اهتمام هذا المجتمع بشبابه . " وأن منظمة اليونسكو تبذل كل مجهوداتها في مجال دعم قضايا الشباب ، و ذلك في اطار برنامج اممي يمتد حتى سنة 2030 .

ان الأمم المتحدة وضعت سنة 2013، برنامج عمل مخصص للنهوض بالشباب في مجال التنمية. اذ قام برنامج الامم المتحدة للتنمية، في هذا الاتجاه بإعداد "استراتيجية من أجل الشباب 2014-2017". يعتبر برامج الامم المتحدة المخصصة للشباب ، و قرار مجلس الامن بخصوص الشباب و السلم و التنمية(رقم2250) قرارا تاريخيا ،اذ يعد الأول من نوعه ، فهو يهدف إلى تعزيز مشاركة الشباب في هذين المجالين ، وحث الدول الأعضاء على النظر في السبل الكفيلة بزيادة التمثيل الشامل للشباب في عمليات صنع القرارات على جميع المستويات ،لمنع نشوب النزاعات و حلها " .(موقع الأمم المتحدة 9 ديسمبر 2015).

في نفس الاتجاه سيقوم برنامج الأمم المتحدة للتنمية بإطلاق برنامج عالمي للشباب و التنمية المستدامة و السلم يمتد على 5 سنوات.

Youth Global Programme for Sustainable Development and Peace – Youth-GPS (2016-2020)

لقد كان هناك إصرار دولي على دعوة جميع بلدان العالم إلى إدماج الشباب في الحياة المدنية و السياسية و الاقتصادية، و سلك سياسة تمييزية لفائدة الشباب. و قد رفع شعار ذو دلالة عميقة : " من اجل تشبيب الديمقراطية، إعطاء الكلمة للشباب."(4)

الشباب في سياق جديد: اهتمام وطني و أممي

في هذا السياق تستوقف المحلل و الملاحظ مكانة الشباب الذي أبانت عن حضور لافت، ليس في المغرب فقط، بل في باقي البلدان القريبة و المشابهة لنا. فالشباب كان دائما في طليعة المطالبين بالتغيير و الاصلاح، كما نجده في طليعة المعارك الاجتماعية والسياسية بحكم طبيعته الحماسية و ديناميته القوية. كما ان علاقته بالقوى الاجتماعية والسياسية الأخرى تتأرجح بين التفاعل و بين التجاذب. بحكم ان الشباب قوة اساسية و محورية في أي مجتمع ، بل ان مصير البلاد يتحدد بمصير الشباب و العكس صحيح فالبعض يعتبر بان العنصر المهم و اللافت للنظر في هذا المجال، هو علاقة الشباب بالسياسة. فغياب و لامبالاة الشباب بالسياسة هو في رأي البعض، أمر لا ينبئ عن خير، انه تهديد للديمقراطية. بينما يتساءل صانعو القرار و الباحثون عن اسباب عزوف الشباب. فهل يعود هذا الغياب لكونهم لم يستطيعوا مواكبة التطورات والمستجدات ، او ان العكس هو الذي حصل، بحيث الحاكمين لم يستوعبوا قضاياهم، وان الشباب كفئات اجتماعية تعتنق قيما جديدة تتجاوز تلك القيم السياسية السائدة.

وبمقدار الخصائص المميزة للشباب، تتقلب هذه المميزات الى عناصر سلبية، خاصة في الحقل السياسي الذي يستلزم نضجا و تجربة و تراكما عمليا ، غالبا ما لا تتوفر لدى الشباب. في هذا الصدد قدر الاتحاد البرلمان الدولي عدد الشبان الذي لا يتعدى سنهم الثلاثين ،والمنتخبين ببرلمانات بلدانهم بنسبة 1.9 في المائة. (2)

ووعيا بهذه النقص و هذا الغياب ، وانعدام ثقة الشباب في السياسة و السياسيين، و من اجل تعبئة و إدماج أكثر للشباب في الحياة العامة و الحياة السياسية بالخصوص ، اقرت الجمعية العامة للأمم المتحدة سنة 1999، يوم 12 غشت كيوم عالمي للشباب ، و هي مناسبة للتذكير بأهمية الشباب ، و بالدور الريادي المنوط بهم كنواة لقيادة التغيير و ارساء مجتمع حديث يسوده السلم و الديمقراطية. (3)

الشباب بين السياسات العمومية وآفاق العمل السياسي

ذ. أحمد بوجداد

أستاذ بكلية العلوم القانونية والإقتصادية والإجتماعية - أكادال

إن التطرق لموضوع إدماج الشباب في السياسات العمومية و مصير العمل السياسي ببلادنا ، يرتبط بعدد من التحولات و المتغيرات الراهنة ، و تكمن خلفه اسباب و دواعي عديدة.

اولاها ، هو أن النموذج الديمقراطي الذي نستلهم منه تجربتنا يعرف تصحيحات ومراجعات. فهذا النموذج ليس ثابتا و لا جامدا ، بل يعرف تغييرات عميقة ، إن بالولايات المتحدة الأمريكية أو بأوروبا.

السبب الثاني هو أن مفهوم العمل السياسي و الديمقراطية ، يعرف نقاشا كبيرا في البلدان التي نشأت و أبنعت فيها ، بفضل تطور الدولة نفسها التي تسير نحو بناء تجمعات و كتلتات اقليمية و جهوية ، بفعل سيادة انماط جديدة في الاقتصاد و هيمنة أشكال تواصل جديدة. فلا على المستوى التنظيمي و لا على المستوى العقائدي، فان التنظيمات السياسية تتنافس وتبحث عن مكان لها في ظل هذه التحولات الكبرى.

والسبب الثالث هو انه في هذا السياق، و في فترة محددة، برزت بقوة جماهير الشباب و احتلت المشهد السياسي و الاجتماعي، و بغض النظر عن كون الشباب فئة واحدة فئات متعددة . فالشباب اصبح موضوع انشغال حقيقي ان على المستوى الوطني أو الدولي أو الاممي . فما جري في المغرب موازاة مع "ثورات" الربيع العربي ، يمكن اعتباره بأنه احد اهم التحولات الكبرى في تاريخه الاجتماعي والسياسي، رغم انه ليس حصيلة اليوم او الأمس، بل انه حصيلة صيرورة لم تنتهي بعد ، و الذي رغم ذلك يستحق المساءلة و النقاش.(1)

المحتويات

7.....الشباب بين السياسات العمومية و آفاق العمل السياسي
ذ. أحمد بوجداد

تمثيلية الشباب المغربي في المؤسسات الدستورية وفي مراكز القرار
25.....العمومي بعد محطة دستور 2011
ذ. جواد النوحى

43.....المداخل الممكنة لتعزيز موقع وأدوار الشباب في السياسة
ذ. محمد طارق

65.....الشباب و السياسة الترابية بالمغرب
ذ. رضوان اعميمي

الشباب و السياسة

طبعة 2020

إشراف و تنسيق

فريد الباشا - ستيفن كروجر - عبد العزيز لعروسي



Université Mohammed V de Rabat



FSJES-AGDAL



JEUNES ET POLITIQUE

L'apport de la jeunesse est la condition indispensable de tout progrès politique, social et sociétal. Les jeunes représentent une richesse considérable pour tout pays qui souhaite se développer à l'échelle politique, économique et socioculturelle.

Toutes les stratégies nationales et internationales érigent l'intégration de la jeunesse en politique comme un défi préoccupant. En effet, l'établissement de l'État de droit et de la démocratie, à la fois participative et représentative, passe incontestablement à l'échelle nationale, régionale et internationale par une intégration de la jeunesse dans la vie politique. Ce qui suscite des questions sur le rapport des jeunes à la politique.

- Comment les jeunes au Maroc participent-ils à la vie politique ? Et quelles sont les nouvelles formes de cette participation ?
- Quels sont les déterminants et les motivations de leur participation ?
- Comment et par quels moyens les institutions internationales peuvent-elles contribuer à l'intégration des jeunes en politique ?